

RAPPORT ANNUEL 2010

La performance constructive



SOMMAIRE

01 LE GROUPE

CHIFFRES CLÉS

- 01 PROFIL
- 02 MESSAGE DU PRÉSIDENT
- 04 AXES STRATÉGIQUES

06 TROIS MÉTIERS CINQ ZONES

- 08 FRANCE
- 14 ÉTATS-UNIS
- 16 EUROPE
- 20 AFRIQUE & MOYEN-ORIENT
- 26 ASIE

34 LES RESSOURCES HUMAINES

38 L'ENVIRONNEMENT

44 LA GOUVERNANCE

- 44 CONSEIL & DIRECTION
- 46 BOURSE & ACTIONNARIAT

48 FAITS MARQUANTS 2010

49 LES ÉLÉMENTS FINANCIERS

- 50 ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ
- 51 COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS
- 64 COMPTES CONSOLIDÉS
- 109 COMPTES SOCIAUX
- 127 INFORMATIONS JURIDIQUES

En couverture:

En haut, usine de Bharathi Cement à Kadapa dans l'Andra Pradesh, Inde

En bas, usine de Jambyl Cement à Mynaral, Kazakhstan

CHIFFRES CLÉS



CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)

Le chiffre d'affaires 2010 progresse de 6,8%, et de 0,3% à périmètre et taux de change constants.



EBITDA

(en millions d'euros)

La marge d'EBITDA s'établit à 25,0%.



RÉSULTAT NET

(en millions d'euros)

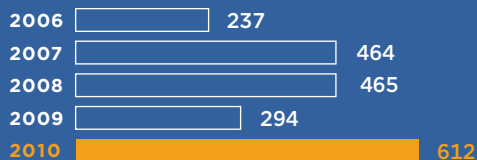
Le résultat net consolidé s'établit à 264 millions d'euros, soit 13,1% du chiffre d'affaires.



CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

(en millions d'euros)

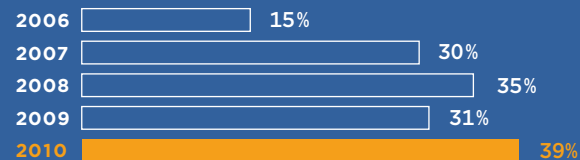
La capacité d'autofinancement reste élevée à 409 millions d'euros en 2010 et a permis de dégager un cash-flow libre après investissements industriels de 99 millions d'euros.



INVESTISSEMENTS TOTAUX

(en millions d'euros)

Les investissements 2010 ont été marqués par le développement des projets *greenfield* et l'acquisition de Bharathi Cement en Inde.

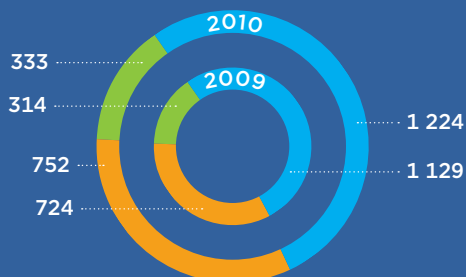


ENDETTEMENT NET / CAPITAUX PROPRES

(en pourcentage)

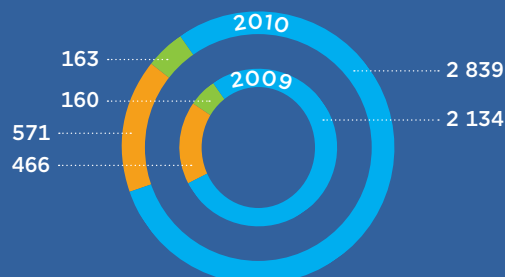
Le *gearing* s'établit à 39% au 31 décembre 2010.

▼ CIMENT ▼ BÉTON & GRANULATS ▼ AUTRES PRODUITS & SERVICES



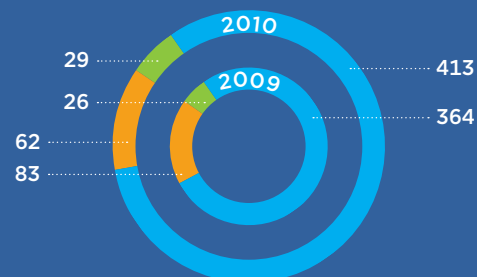
CHIFFRE D'AFFAIRES OPÉRATIONNEL

(avant élimination, en millions d'euros)
L'activité réalisée dans le Ciment, le Béton et les Granulats, cœur de métier du Groupe, représente 86% du chiffre d'affaires opérationnel.



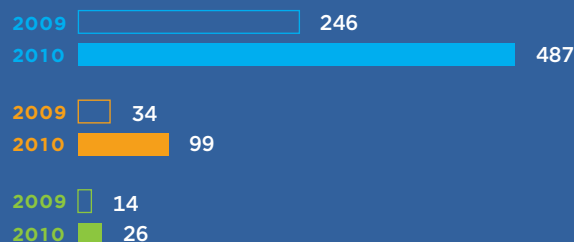
ACTIFS EMPLOYÉS

(en millions d'euros)
La hausse des actifs employés dans le Ciment résulte du plan Performance 2010 et de l'acquisition de Bharathi Cement en Inde.



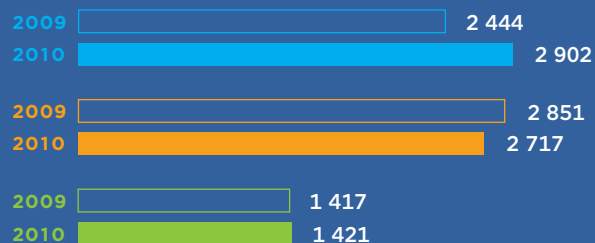
EBITDA

(en millions d'euros)
La résistance de la marge d'EBITDA dans les différentes activités traduit les effets combinés des plans Performance 2010 et Performance + mis en œuvre par le Groupe.



INVESTISSEMENTS

(en millions d'euros)
Les investissements industriels se sont élevés à 335 millions d'euros en 2010, reflétant essentiellement les projets réalisés en Inde et au Kazakhstan.



EFFECTIFS MOYENS

L'effectif moyen progresse de 4,9% du fait de la montée en puissance des activités en Inde et au Kazakhstan.

LA PERFORMANCE CONSTRUCTIVE

Depuis plus de 150 ans, Vicat
est un groupe cimentier

11 implantations
dans le monde

France, États-Unis, Suisse, Italie, Turquie,
Kazakhstan, Inde, Sénégal, Égypte, Mali, Mauritanie



ENVIRONNEMENT

Vicat agit pour améliorer les performances environnementales de ses usines, pour embellir le paysage et contribuer à l'élimination très contrôlée des émissions de l'industrie.

Trois métiers

CIMENT

51,3 %
du chiffre d'affaires

BÉTON & GRANULATS

35,6 %
du chiffre d'affaires

AUTRES PRODUITS & SERVICES

13,1 %
du chiffre d'affaires

chiffre d'affaires

2 014 M€

résultat net consolidé

264 M€

effectif moyen

7 040

MESSAGE

du Président



© Jean-Luc Mege

Jacques Merceron-Vicat
Président

L'année 2010 a été une année de transition comme précédemment annoncé.

Le Groupe a néanmoins pu obtenir de bonnes performances conformes à ses prévisions. La baisse d'activité de certains pays matures a été contrebalancée par un développement dans les pays émergents. La mise en place en 2006 du plan Performance 2010 dans plusieurs pays où le Groupe exerce une activité, notamment en Turquie, au Sénégal, en Égypte et en Suisse, a permis d'augmenter les capacités des usines avec un meilleur coût de production et de suivre l'expansion économique générant une augmentation des ventes de ciment.

L'année 2011 sera contrastée, mais bénéficiera d'un triple impact :

- légère reprise dans les pays matures avec la poursuite des réductions des coûts,
- poursuite des effets positifs du plan Performance 2010,
- croissance externe avec la mise en route du Kazakhstan et la montée en puissance de Bharathi en Inde.

La stratégie du Groupe ainsi déployée conjugue croissance interne et croissance externe, répartit les risques en diversifiant les pays et permettra de profiter pleinement de la reprise mondiale avec des frais de structure réduits.

L'ANNÉE 2011 CÉLÈBRE LE 150^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LOUIS VICAT, INVENTEUR DU CIMENT ARTIFICIEL EN 1817.

Né le 17 mars 1786 à Nevers et mort à Grenoble le 10 avril 1861 au terme d'une vie consacrée à la Science, Louis Vicat, polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, découvre en 1817 les secrets de la fabrication du ciment artificiel, alors qu'il est chargé de la construction d'un pont à Souillac, sur la Dordogne. Sa découverte, validée par l'Académie royale des Sciences, est publiée en 1818 dans son ouvrage « Recherches expérimentales sur les chaux de construction, les bétons et les mortiers ».

Dès ses premiers écrits, Louis Vicat accompagne sa réflexion scientifique de considérations pratiques utiles pour l'industrie.

Esprit désintéressé, il a le souci constant de faire profiter la collectivité de ses découvertes, permettant ainsi la création et l'essor de l'industrie cimentière. Son fils, Joseph Vicat, également ingénieur polytechnicien, créera la société Vicat en 1853.

MESSAGE

du Directeur Général

Les résultats de l'année 2010 ont démontré la solidité du groupe Vicat et la pertinence de sa stratégie mise en œuvre avec détermination.

La diversification géographique du Groupe a permis par le dynamisme de l'activité en Turquie, en Égypte, en Afrique de l'Ouest et en Suisse de compenser la faiblesse de l'activité aux États-Unis.

Ces contrastes, conséquences de la santé des économies des différents pays, ont été amplifiés par les conséquences de conditions météorologiques atypiques.

Dans le même temps, la modernisation des usines du Groupe, rénovées depuis 2006 dans le cadre des plans Performance, a renforcé la compétitivité de notre outil industriel et contribué à améliorer la rentabilité opérationnelle et la génération de cash-flow. Cet atout a été valorisé par l'efficacité d'une démarche marketing et commerciale d'ampleur.

Cette solidité a permis au groupe Vicat de poursuivre sa croissance externe, dans le ciment, au Kazakhstan et en Inde, avancées majeures qui apportent un fort potentiel de croissance organique dès 2011. Au Kazakhstan, l'usine de Jambyl Cement, idéalement située pour desservir les principaux centres de consommation du pays, a commencé à produire. Cette cimenterie va monter en puissance progressivement en 2011 pour atteindre sa pleine capacité

après une phase de réglages. En Inde, nos ventes sont en forte progression depuis l'acquisition de Bharathi Cement le 1^{er} mai. Cette usine ultramoderne a, depuis le démarrage de son second four en décembre, une capacité de production de 5 millions de tonnes de ciment. Dans ce contexte, la part de notre activité dans les pays émergents a atteint 35% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Des acquisitions de sociétés destinées à consolider nos marchés matures ont également été menées avec l'entrée dans le périmètre du Groupe de la société Thiriet, spécialisée dans le béton et les granulats dans l'est de la France, et en Suisse avec l'acquisition de Cewag qui complète notre dispositif de préfabrication en Suisse romande.

2010 a également permis au Groupe de renforcer son bilan en augmentant la maturité de sa dette et en conservant un *gearing* faible.

Acteurs de cette réussite, les 7 300 collaborateurs du Groupe partagent, au-delà de leurs diversités culturelles, la culture du travail bien fait et de la disponibilité au service de nos clients. Je les en remercie chaleureusement.

Fort de ces relais, 2011 se présente comme une année de consolidation des résultats du Groupe pendant laquelle la rentabilité opérationnelle et la génération de cash-flow devraient continuer à s'améliorer sensiblement.



Les résultats 2010 démontrent la solidité du groupe Vicat et la pertinence de sa stratégie,,

Guy Sidos
Directeur Général



© Jean-Luc Mege

Axes STRATÉGIQUES

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT PAR MÉTIER

Le Groupe se concentre de façon prioritaire sur son métier d'expertise historique, le Ciment, puis se développe par intégration verticale sur les marchés du béton prêt à l'emploi et des granulats.

Le ciment, le béton et les granulats sont les trois métiers principaux du Groupe sur lesquels il fonde son développement et sa rentabilité.

Le béton prêt à l'emploi se développe en fonction de la maturité des marchés et de leur intégration dans cette filière des produits industriels du béton.

L'objectif est de constituer un maillage autour des cimenteries et à proximité des marchés de consommation soit par la création d'installations industrielles, soit par l'acquisition de certains acteurs de ce marché.

L'activité granulats se développe dans les pays où sont implantées les cimenteries du Groupe, contribue et apporte une réponse globale aux besoins de ses clients en matériaux de construction.

Le développement dans ces métiers repose sur des acquisitions et des investissements industriels visant à augmenter la capacité des installations existantes ainsi qu'à ouvrir de nouvelles carrières et installations. Ainsi, en 2010 en France, Vicat a acquis le dispositif industriel béton et granulats de la société Thiriet en Lorraine.



© Janarbek Amankulov

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT GÉOGRAPHIQUE

Le Groupe est aujourd'hui implanté dans onze pays. Il réalise 59% de son chiffre d'affaires hors de France, dont près de 16% dans les autres pays européens, 8% aux États-Unis et 35% dans les pays émergents (principalement Égypte, Mali, Mauritanie, Sénégal, Turquie et Inde). La part de l'activité réalisée hors de France devrait continuer à se développer au fil des prochaines années du fait des augmentations de capacités réalisées dans les usines existantes et aussi grâce à la mise en service des usines *greenfield*.

La stratégie du Groupe vise à panacher les investissements dans des pays développés et dans des pays émergents, contribuant ainsi à une diversification de son exposition géographique ainsi qu'à une répartition des risques économiques.

DÉVELOPPEMENT DU GROUPE

Le Groupe privilégie un développement maîtrisé dans ses différents métiers associant de manière équilibrée une croissance interne dynamique, soutenue par l'investissement industriel pour répondre aux besoins des marchés, et une politique de croissance externe sélective pour aborder de nouveaux marchés présentant un potentiel de croissance attractif ou accélérer son intégration verticale.

CROISSANCE INTERNE SOUTENUE PAR L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL

Sur les marchés où il est présent, le Groupe maintient un effort constant d'investissement industriel visant :

- d'une part, à moderniser son outil de production pour améliorer l'efficacité et la performance économique de ses usines et avoir ainsi la capacité industrielle à répondre à une situation de concurrence accrue;
- d'autre part, à augmenter ses capacités de production pour accompagner le développement de ses marchés et conforter ou accroître ses positions de leader régional.

Le Groupe a ainsi achevé en 2009 le plan Performance 2010 qui a permis d'augmenter ses capacités de production de ciment d'environ 50% depuis fin 2006 tout en améliorant la productivité de son outil industriel. Ce programme a ainsi été mis en œuvre en France, en Turquie et en Égypte et s'est poursuivi au Sénégal et en Suisse en 2009.

CROISSANCE EXTERNE

La stratégie du Groupe est de pénétrer de nouveaux marchés par le métier du ciment et ce de manière très sélective. Dans sa démarche de croissance externe, le Groupe vise ainsi à satisfaire l'ensemble des critères suivants :

- une localisation à proximité d'un marché important et disposant d'un potentiel de croissance attractif;
- une maîtrise foncière des réserves géologiques à long terme (objectif de 100 ans pour le ciment) et une sécurisation des autorisations d'exploitation;
- une contribution nette du projet aux résultats du Groupe à court terme.

Ainsi, le Groupe a conclu en avril 2010 l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société Bharathi Cement dans le sud de l'Inde. Cette société dispose fin 2010 d'une capacité de production de 5 millions de tonnes de ciment.

Le Groupe peut aussi saisir des occasions d'entrer sur de nouveaux marchés en développement, par la construction d'usines nouvelles *greenfield*. De tels projets sont examinés de manière sélective dans le respect des critères de croissance externe du Groupe énoncés précédemment.

Le Groupe a mis en service fin 2010 au Kazakhstan une usine *greenfield* de 1,1 million de tonnes de capacité.

Il avait pris le contrôle majoritaire de ce projet en décembre 2007.

En juin 2008, le Groupe a signé un partenariat majoritaire en Inde en vue de la construction d'une usine *greenfield* de 5,5 millions de tonnes dans l'État du Karnataka. La construction de la première phase du projet a commencé en 2010.

STRATÉGIE DU GROUPE EN 2010

La stratégie développée par le Groupe démontre sa robustesse dans l'environnement macroéconomique défavorable actuel.

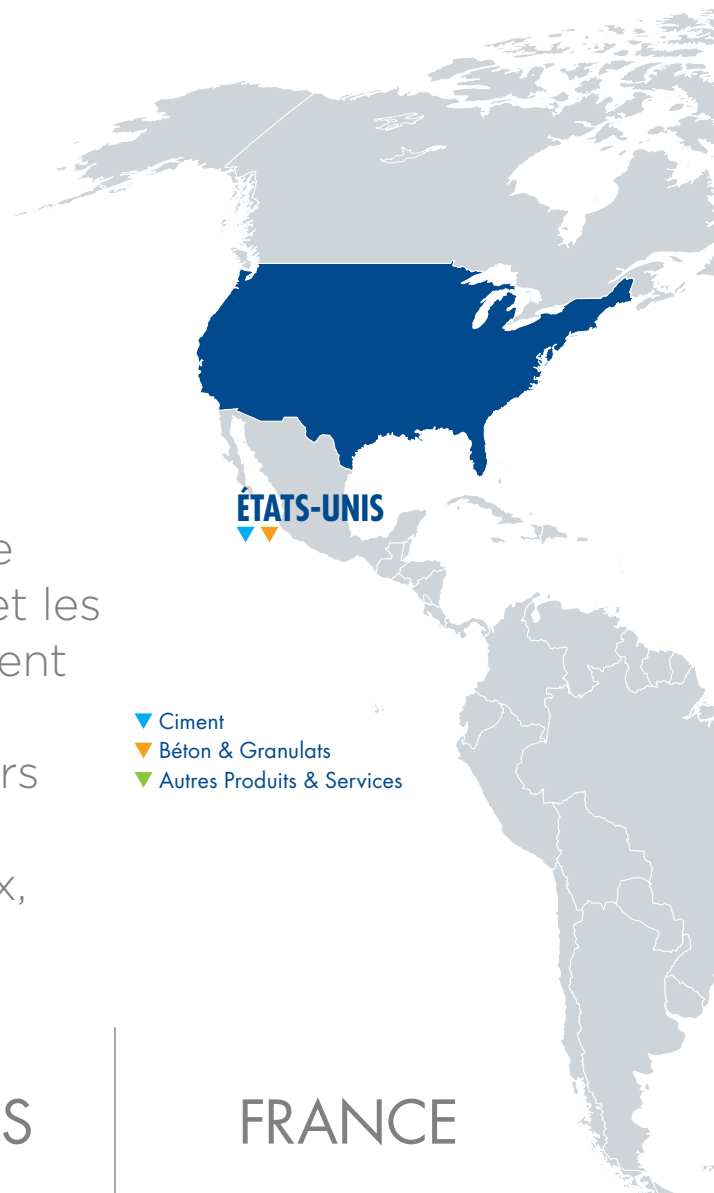
En s'appuyant sur une situation financière saine, avec un niveau de *gearing* et de *leverage* qui restent parmi les plus faibles du secteur, le Groupe a achevé en 2009 son plan Performance 2010 de croissance interne amenant une réduction des coûts de production générée par la modernisation de l'outil industriel et l'augmentation des capacités de production du Groupe au Sénégal et en Suisse.

Les opérations de croissance externe engagées au Kazakhstan et en Inde se poursuivent suivant le calendrier prévu. Par ailleurs, avec l'acquisition de la société Bharathi Cement, le Groupe a renforcé et accéléré son développement dans le sud de l'Inde. Cette opération, complémentaire du projet Vicat Sagar Cement, a permis de vendre plus d'un million de tonnes de ciment en Inde dès 2010.

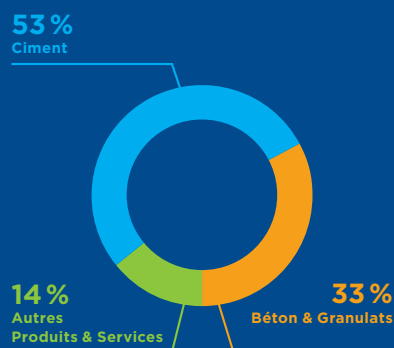
Compte tenu de l'environnement économique actuel, le Groupe poursuivra prudemment sa politique d'acquisition en respectant les grands équilibres du bilan.

3 MÉTIERS 5 ZONES

Le Groupe exerce dans 11 pays ses métiers principaux qui sont le Ciment, le Béton prêt à l'emploi et les Granulats. Ces métiers représentent près de 86 % du chiffre d'affaires opérationnel. Il dispose par ailleurs d'activités complémentaires, qui confortent ses métiers principaux, en France et en Suisse.

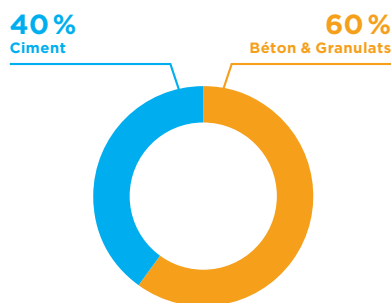


TOTAL



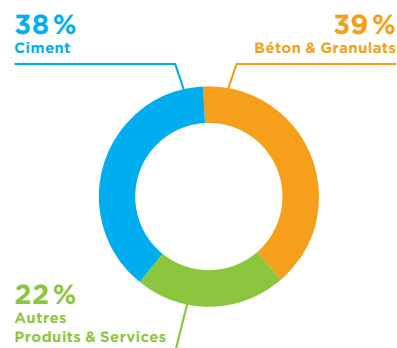
Chiffre d'affaires	2 014 M€
%/TOTAL	100 %
EBITDA	504 M€
%/TOTAL	100 %

ÉTATS-UNIS

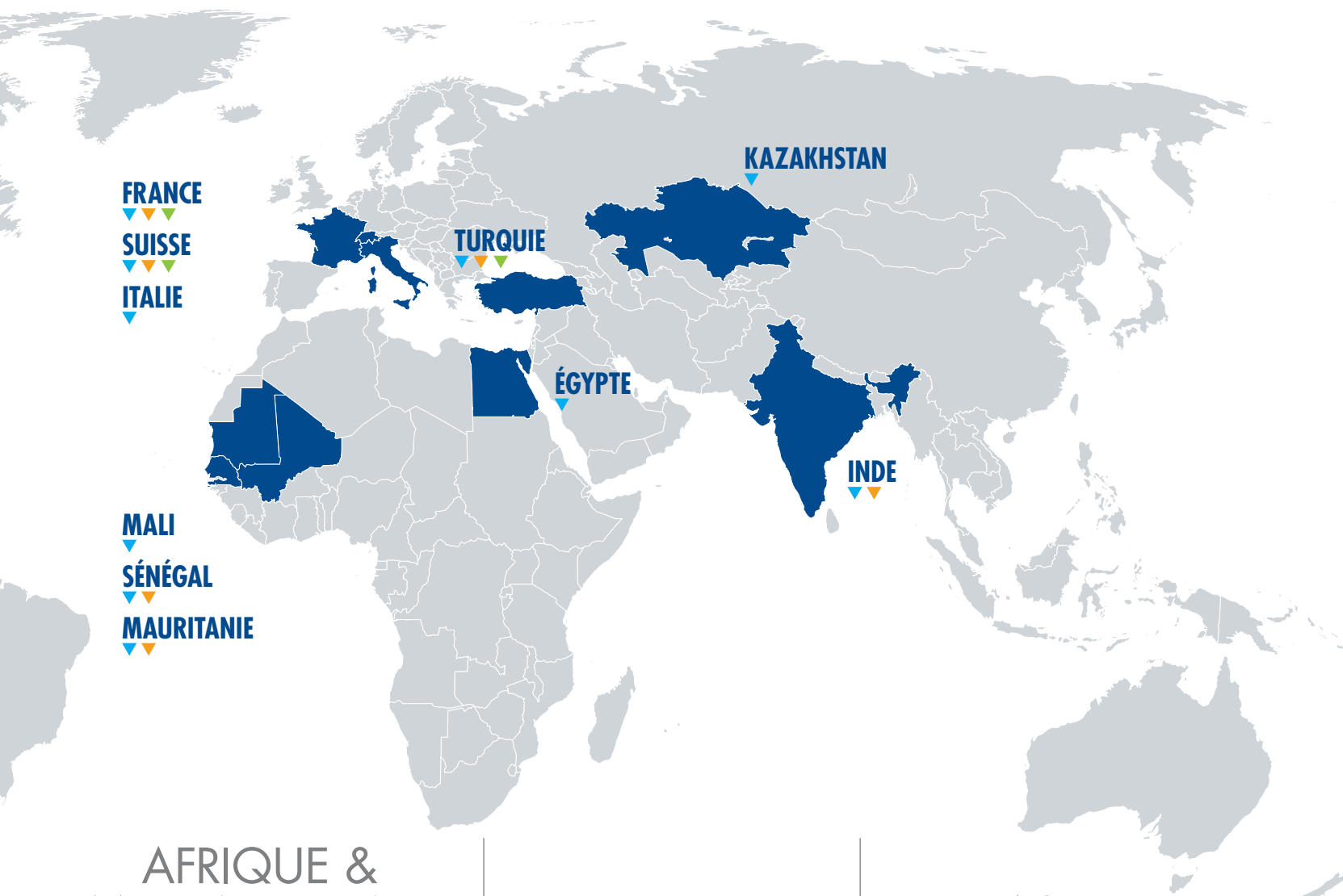


Chiffre d'affaires	168 M€
%/TOTAL	8 %
EBITDA	-6 M€
%/TOTAL	-1 %

FRANCE

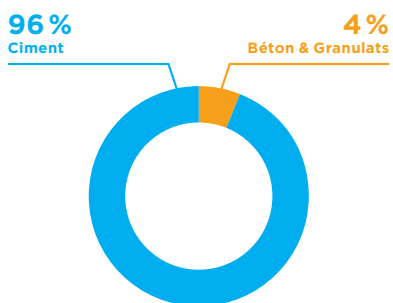


Chiffre d'affaires	832 M€
%/TOTAL	41 %
EBITDA	184 M€
%/TOTAL	37 %



AFRIQUE & MOYEN-ORIENT

ÉGYPTE - SÉNÉGAL - MALI - MAURITANIE



441 M€

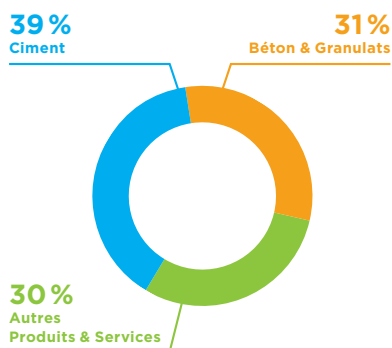
22 %

201 M€

40 %

EUROPE

SUISSE - ITALIE



317 M€

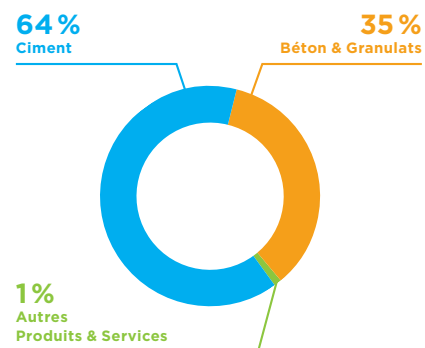
16 %

86 M€

17 %

ASIE

TURQUIE - KAZAKHSTAN - INDE



256 M€

13 %

39 M€

8 %

FRANCE

chiffre d'affaires
832 M€

collaborateurs
2 490

Répartition
du chiffre d'affaires
par activités

38 %
Ciment

39 %
Béton & Granulats

22 %
Autres
Produits & Services



FRANCE



CIMENT

5 CIMENTERIES

3,1 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

La reprise dans le secteur du logement est devenue beaucoup plus perceptible à partir du milieu de l'année 2010. Le nombre de logements mis en chantier en 2010, 346 000, a progressé de 3,5% par rapport à l'année précédente. Le nombre de permis de construire est en hausse de 15,1% sur la même période, dopé par des taux d'emprunt historiquement bas et par des mesures de relance.

Dans le secteur non résidentiel, l'activité a subi une baisse de 3,6% par rapport à 2009, conséquence des réductions des investissements par les entreprises.

Sur l'ensemble de l'année 2010, avec une baisse limitée à 1%, le chiffre d'affaires du secteur des travaux publics s'est stabilisé. En effet, cette activité a bénéficié pleinement sur cette année des mesures du plan de relance initié en 2008. Les investissements des communes et des grands opérateurs comme RFF et RTE ont été particulièrement dynamiques.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Livraisons intérieures	18 568	18 092	-2,6%
Importations	1 813	1 693	-6,6%
Total France	20 381	19 785	-2,9%

En 2010, la consommation de ciment est en repli, de -2,9%, pour la troisième année consécutive dans un contexte économique qui reste incertain. Sur 3 ans, la baisse

cumulée dépasse 20%. Cette année devrait néanmoins être un point bas car la météo a nettement affecté le marché en début et en fin d'année. À signaler, la baisse des importations plus forte (-6,6%) que les livraisons intérieures (-2,6%).

ACTIVITÉ COMMERCIALE

▼ Ventes de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Ventes	2 818	2 819	=
Export	266	298	+12,0%
Total	3 084	3 117	+1,1%

Dans ce contexte, avec une stabilité des ventes nationales et une progression des ventes à l'export (+12%), l'année 2010 constitue une bonne performance pour Vicat. Le Groupe se démarque ainsi du marché grâce à une action commerciale efficace et une présence accrue auprès de ses clients. La baisse de la demande en ciment et la pression des importations ont entraîné une pression sur les prix de vente qui ont baissé de près de 2,5% par rapport à 2009 en métropole.

MARCHE DES USINES

Le taux de marche des fours en 2010 a été légèrement supérieur à celui de 2009. Le prix de revient du ciment est resté stable grâce à une bonne maîtrise des coûts énergétiques et des coûts d'entretien. Le taux de combustibles de substitution a progressé de près de 1,4 point. La baisse importante de l'approvisionnement en farines animales a été compensée par une



ENVIRONNEMENT

La Commission européenne a finalement adopté la révision de la Directive sur l'attribution des quotas de CO₂ pour la période 2013-2020. Le texte doit encore être validé par le Parlement européen, mais il ne peut plus être amendé. Les quotas de CO₂ seront calculés à partir de la production de clinker des années de référence, multipliée par le coefficient de benchmark, soit 766 kg de CO₂ par tonne de clinker. La valeur de ce coefficient pour Vicat en 2010 est d'ores et déjà peu éloignée de cet objectif.

FRANCE

CIMENT

augmentation des volumes de Combustibles Solides Broyés, notamment à l'usine de Xeuilley.

INVESTISSEMENTS

Les investissements 2010 ont été limités en raison du ralentissement du marché, cependant le programme d'installation de houeuses équipant les ensacheuses des usines de Montalieu et de Xeuilley a été poursuivi et d'importants travaux de rénovation électrique dans trois usines réalisés. Des investissements pour la protection de l'environnement ont également été conduits : mécanisation de l'alimentation du hall clinker de Xeuilley et création de bassins de confinement des eaux d'incendie et d'orage dans l'usine de Saint-Egrève.

BÉTON & GRANULATS

139 CENTRALES À BÉTON

2,9 MILLIONS DE M³ VENDUS

44 CARRIÈRES DE GRANULATS

9,9 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Sur l'année 2010, le marché du béton prêt à l'emploi (BPE) s'est amélioré de 0,7% sur le territoire national.

▼ Productions régionales BPE

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Auvergne	706	693	-1,6%
Bourgogne	859	771	-10,6%
Centre	1 348	1 254	-7,0%
Franche-Comté	609	597	-2,4%
Île-de-France	4 839	4 888	+0,1%
Lorraine	1 087	1 040	-5,7%
Midi-Pyrénées	2 308	2 378	+3,0%
Nord	1 734	1 752	+1,1%
Provence	3 709	3 825	+3,1%
Rhône-Alpes	4 229	41 828	-1,1%
Total France	36 009	37 302	+0,4%

Après une forte baisse d'activité en 2009 (-16% par rapport à 2008), l'année 2010 marque donc une phase de stabilisation. Les intempéries de décembre 2010 ont très fortement affecté les activités du nord de la France et dans une moindre mesure la région Rhône-Alpes.

La tendance cumulée à fin décembre pour l'activité Granulats France est de l'ordre de -3,2%, le marché national s'établissant ainsi à 364 millions de tonnes en 2010. Les ventes ont été dégradées par un mois de décembre faible lié à des situations climatiques particulièrement rigoureuses.

ACTIVITÉ DU GROUPE

▼ Évolution de l'activité

	2009	2010	Écart
Volumes vendus			
Béton (milliers de m ³)	2 848	2 874	+0,9%
Granulats (milliers de tonnes)	9 891	9 938	+0,5%
Nombre de sites			
Centrales	140	139	-1
Sites de granulats	48	44	-4

Dans les départements sur lesquels il est implanté, le béton Vicat a augmenté ses volumes de près de 1% pour un marché en hausse de 0,4% au plan national.

Usine de Xeuilley,
Meurthe et Moselle





© Valéry Dubois

Dans la région Rhône-Alpes, le Groupe a augmenté ses volumes de 3,7% pour une hausse du marché de 0,6% dans les départements où il est présent. Cette performance, obtenue dans un environnement de plus en plus compétitif, est le fruit d'une réorganisation des fonctions commerciales et marketing. Par ailleurs, le Groupe a mis en place une action de développement des bétons spéciaux, en particulier le béton autoplaçant qui a une plus forte valeur ajoutée. La tension sur un marché encore sensible a entraîné une baisse moyenne du prix moyen de vente d'environ 2,6%.

Les volumes de granulats vendus par le Groupe en 2010 sont stables, mais avec des situations régionales différenciées: Lorraine +60% (chantier RFF), Vallée du Rhône, Toulouse, Paca et Lyonnais sont stables alors que la Savoie, l'Auvergne et Paris présentent des baisses de volumes. Les prix de vente sont restés stables en 2010.

INVESTISSEMENTS

Pour l'activité BPE, les investissements concernent le maintien de l'outil de production, la sécurité et l'environnement.

Pour l'activité Granulats, l'opération la plus marquante de l'année est la mise en sécurité des galeries et la préparation au changement de l'installation de La Courbaisse (Nice) qui permettra à la carrière de passer d'environ 400 000 tonnes par an à près de 1 000 000 de tonnes. En outre, des investissements ont été réalisés pour maintenir nos réserves foncières, principalement en Vallée du Rhône.



ACQUISITION DE LA SOCIÉTÉ THIRIET

Le Groupe a réalisé en fin d'année l'acquisition de la société Thiriet qui permet de renforcer l'activité en Lorraine. Cette société située au sud-est de Nancy dispose de 3 centrales à béton (100 000 m³) et de 4 carrières (500 000 tonnes). L'effectif est d'environ 100 personnes pour un chiffre d'affaires de 19 millions d'euros en 2009.

Cette opération de croissance externe permet à la branche BPE du groupe Vicat de compléter les positions sur Nancy et de développer le maillage à l'est de la Meurthe et Moselle, consolidant ainsi le marché de la cimenterie de Xeulley.

En ce qui concerne les granulats, l'entreprise Thiriet dispose de réserves foncières importantes qui garantiront les approvisionnements sur les 20 prochaines années dans un secteur de la Lorraine où la ressource en granulat est particulièrement rare.

FRANCE



AUTRES PRODUITS ET SERVICES



Chantier autoroute A 89, Rhône

PAPETERIES DE VIZILLE: IMPRESSION ECRITURE

CONJONCTURE SECTORIELLE

Après une baisse de 15% en volume en 2009, l'activité papetière a été soutenue au cours du premier semestre 2010 avant de connaître à nouveau un ralentissement en fin d'année. La tendance des prix des matières premières, en hausse continue depuis l'été 2009, s'est partiellement retournée au cours du second semestre. Les prix de vente en légère hausse n'ont toutefois pas pu compenser en totalité l'augmentation globale des coûts.

ACTIVITÉ DU GROUPE

▼ Évolution de l'activité

Volume des ventes	2009	2010	Écart
Impression Écriture (milliers de tonnes)	26 037	25 618	-1,6%
Sacherie (milliers de sacs)	58 539	61 146	+4,4%
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	36,9	40,0	+8,4%

Les gammes de papiers engraisables et de papiers de sécurité récemment développés sur Vizille ont continué leur progression. En revanche, il a été nécessaire de pousser les exportations pour compenser la faiblesse d'activité constatée dans les secteurs traditionnels en France. Après une marche à pleine capacité pendant les 8 premiers

mois de l'année, l'usine a dû procéder à des arrêts de production sur le dernier trimestre pour tenir compte de l'état du marché.

PAPETERIES DE VIZILLE: SACHERIE

CONJONCTURE SECTORIELLE

Une timide reprise est apparue en 2010 dans ce secteur d'activité en Europe, en particulier dans le domaine des produits minéraux et de la chimie.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Malgré une grande stabilité du marché français, Vizille a su profiter de l'effet d'annonce du leader mondial, qui a procédé à une restructuration de ses activités en Europe avec en particulier des fermetures de sites en France. Les prix de vente, qui avaient sensiblement baissé à la fin 2009, ont pu être remontés à partir du dernier trimestre.

SATM & FILIALES

ACTIVITÉ GRANDS TRAVAUX

En 2010, l'activité Grands Travaux a été supérieure en chiffre d'affaires (mais inférieure en volume) par rapport à l'année 2009, avec un second semestre en nette progression par rapport à celui de 2009. L'année a été marquée par :

▼ Ventilation du chiffre d'affaires SATM & FILIALES (par activité)

Millions d'euros	Chiffre d'affaires au 31/12/09	CA	Chiffre d'affaires au 31/12/10	CA	Écart
Transport	66,7	65%	74,0	66%	+10,9%
Grands Travaux	13,2	13%	14,0	13%	+5,7%
Divers	22,9	22%	23,9	21%	+4,5%
Total	102,8	100%	111,9	100%	+8,8%

- l'obtention du marché de fourniture des bétons destinés au bâtiment d'essais 411 sur le site du CEA à Valduc;
- le démarrage des marchés de fourniture de bétons, dans le cadre de l'autoroute A89, pour les tunnels du Violay, de la Bussière et de Chalosse;
- le démarrage de la fourniture des bétons destinés aux voussoirs de la future galerie de sécurité du tunnel routier du Fréjus;
- la fin de la construction de la 3^e descendrière de Saint-Martin-La-Porte, dans le cadre des travaux préparatoires du Lyon-Turin.

ACTIVITÉ TRANSPORT

Malgré un environnement général d'activité difficile en 2010 avec une forte compétition, SATM a bien « tiré son épingle du jeu » en réalisant un chiffre d'affaires en progression de 10,9% par rapport à 2009. Les

principaux faits marquants de l'année 2010 sont :

- le maintien du volume d'activité citerne, et la forte augmentation de l'activité benne;
- la mise en place d'importants moyens logistiques pour le chantier A 89;
- le positionnement de l'exploitation de Vitrolles chez Cap Vrac à compter du 1^{er} septembre 2010;
- le confortement de la position sur le marché benne « diffus » à Grenoble.

VICAT PRODUITS INDUSTRIELS

(Produits Chimie du Bâtiment)

CONJONCTURE SECTORIELLE

Après avoir connu une croissance importante jusqu'en 2008, le marché des mortiers industriels poursuit sa

tendance de ralentissement observée depuis début 2009 (-10%). Seule la gamme Isolation Thermique par l'Extérieur garde un niveau soutenu grâce aux dispositions mises en place dans le cadre du développement durable.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Dans cet environnement difficile aggravé par des conditions climatiques peu propices en début et fin d'année, VPI a vu son chiffre d'affaires reculer de 9%.

- Le pôle bâtiment, qui représente 63% du chiffre d'affaires de l'activité VPI, a connu un recul de son poids relatif (-3%), dû principalement à la perte d'un contrat de marque de distributeur.
- Le pôle bricolage progresse à 30% du chiffre d'affaires, contre 27% en 2009 du fait de la concrétisation d'opérations commerciales avec le groupe Kingfisher.
- Le pôle génie civil représente environ 7% du chiffre d'affaires, à l'identique de 2009.

▼ Évolution du chiffre d'affaires

Millions d'euros	2009	2010	Écart
Bâtiment	45,9	39,7	-14%
Bricolage	19,2	19,2	0%
Génie civil	4,8	4,5	-7%
Total	69,9	63,4	-9%



ÉTATS-UNIS

chiffre d'affaires
168 M€

collaborateurs
1 029

Répartition
du chiffre d'affaires
par activités

40 %
Ciment

60 %
Béton & Granulats

Usine de Lebec, Californie



CIMENT

2 CIMENTERIES
1,2 MILLION DE
TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le secteur de la construction résidentielle souffre toujours du nombre important de saisies, bien que celles-ci aient été ralenties. Les dépenses de construction résidentielle ont baissé de -4% en un an. La Portland Cement Association estime que la baisse est finie (-62% depuis le pic de 2006) et annonce une hausse en 2011.

Les constructions privées non résidentielles ont un temps de retard par rapport au résidentiel. La baisse de -15,1% en 2009 puis de -26,1% en 2010 ne devrait se terminer qu'en 2011 et la reprise se manifester légèrement en 2012.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Total Sud-Est	7 266	7 062	-2,8%
Total Californie	6 525	6 115	-6,3%
Total États-Unis	68 382	68 451	+0,1%

L'évolution sur le second semestre montre un début de remontée des volumes dans la plupart des États où le Groupe est présent. En effet, la période de juin à octobre 2010, comparée à celle de 2009, montre des évolutions positives en Géorgie, Tennessee, Mississippi, Caroline du Sud et du Nord comme en Californie. S'il est encore trop tôt pour parler de reprise franche, on peut cependant penser que le plancher semble atteint. Seul l'Alabama reste encore en décroissance sur la seconde partie de l'année, même si le rythme de baisse ralentit.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

▼ Évolution des ventes

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Volume des ventes	1 271	1 212	-4,6%

Sud-Est

Les zones de ventes principales de National Cement que sont l'Alabama et la zone d'Atlanta sont les plus durement touchées. En Géorgie, Atlanta a une activité de construction plus faible que dans le reste de l'État. On peut souligner que les parts de marché du Groupe sont en progression partout, sauf en Géorgie où elles sont stables. En effet, la filiale Walker a permis de reprendre du volume sur cette zone.

Californie

La faible activité, privée et publique, dans cet État combinée avec la position ferme du Groupe sur les prix rendent les conditions de vente particulièrement difficiles. Le dispositif béton prêt à l'emploi du Groupe a été mis en œuvre pour consolider les parts de marché érodées en 2010. La baisse des prix a continué sur l'ensemble de l'année. Il est cependant intéressant de constater que la baisse des prix moyens semble se stabiliser : en Californie ils ont cessé de baisser depuis septembre et dans le Sud-Est depuis octobre.

MARCHE DES USINES

À Lebec, l'année 2010 a été rythmée par trois périodes de marche du four et stockage clinker et trois périodes d'arrêt du four. Deux des trois périodes d'arrêt ont vu des opérations de maintenance adaptées et la troisième des mesures de chômage technique.

Les performances techniques sont aux niveaux attendus. On soulignera de bons résultats sur le taux de disponibilité du four et le taux d'introduction des fuels secondaires.

Les résultats sécurité sont bons. Ainsi, l'usine fonctionne sans accidents avec arrêt depuis presque 2 ans.

Les prix de revient sont restés maîtrisés : ils profitent notamment d'une bonne gestion de l'utilisation de l'électricité, d'une utilisation de gaz naturel au plus bas historique, d'un taux d'introduction de fuels alternatifs toujours plus élevé et d'un respect du cadre budgétaire pour les coûts fixes.

À Ragland, les prix de revient du clinker, du ciment et du mortier ont été fortement améliorés. Un effort particulier a été réalisé sur les coûts variables. La part des fuels alternatifs a progressé de plus d'un point. Par ailleurs, le coût de fourniture électrique a considérablement baissé grâce à un meilleur bilan électrique, un nouveau contrat de fourniture d'électricité et une gestion optimisée des plages tarifaires.

INVESTISSEMENTS

Les investissements sont restés au strict minimum sur tous les sites.



ENVIRONNEMENT

Les nouvelles limites de la réglementation sur les Standards Nationaux d'Émissions de Polluants Dangereux pour l'Air qui s'applique à l'industrie cimentière ont été publiées le 9 septembre 2010. National Cement devra s'y conformer à compter du 9 septembre 2013. Elles concernent principalement les émissions de mercure, d'hydrocarbures, d'acide chlorhydrique et de particules à la cheminée du four.



BÉTON

44 CENTRALES
À BÉTON
1,4 MILLION DE M³
VENDUS

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le marché du béton prêt à l'emploi a, comme celui du ciment, connu une conjoncture morose pendant l'exercice et est resté très concurrentiel. L'Alabama et la région d'Atlanta ne montrent pas encore de signes concrets de remontée de l'activité.

ACTIVITÉ DU GROUPE

▼ Évolution de l'activité

	2009	2010	Écart
Béton (milliers de m ³)	1 438	1 429	-0,7%
Nombre de centrales	47	44	-3

L'activité 2010 du Groupe sur le Sud-Est a cependant enregistré une bonne performance comme en témoigne la remontée des parts de marché de KirkPatrick en Alabama et de Walker. Les prix ont connu une baisse marquée en Alabama depuis le début de l'année 2010, mais leur évolution s'est stabilisée depuis septembre.

En Californie, les parts de marché du Groupe dans le Sud ont progressé du fait d'une politique commerciale de présence continue et d'une politique de prix très réactive. Au global, les prix ont diminué sensiblement depuis le début de l'année.

À BVRM et à National Ready Mix, un malaxeur a été changé de manière préventive. Cela va permettre de diminuer les coûts de maintenance sur ces deux centrales à béton.

EUROPE

SUISSE
ITALIE

chiffre d'affaires

317 M€

collaborateurs

1 053

Répartition
du chiffre d'affaires
par activités

39 %
Ciment

31 %
Béton & Granulats

30 %
Autres
Produits & Services



Façade de la « Tropenhaus » à Frütingen,
réalisée avec des produits Creabeton

SUISSE



CIMENT

1 CIMENTERIE

0,8 MILLION DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le secteur de la construction a connu une nouvelle année record avec le redémarrage des investissements industriels et une demande de logement toujours forte dans un contexte de croissance de la population et de taux d'intérêts attractifs.

L'activité des travaux publics a été soutenue en 2009 et 2010 par les plans de relance des cantons et du gouvernement fédéral. Si la Suisse dispose de bonnes infrastructures routières et ferroviaires, la situation géographique de ce pays de montagne au cœur de l'Europe en fait un passage obligé pour les flux de marchandises. La croissance du trafic devrait donc permettre un maintien des investissements à moyen et long terme avec des projets pluriannuels comme le tunnel du Gothard.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Livraisons intérieures	4 333	4 533	4,6%
Importation	250	300	20,0%
Total Suisse	4 583	4 833	5,5%

Reflète le dynamisme du secteur de la construction, la consommation de ciment est demeurée à un niveau élevé. Le dynamisme moindre des pays voisins (Italie, Allemagne) accentue la pression des importateurs dans les zones frontalières.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

▼ Évolution des ventes

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Volume des ventes	752,4	829,5	10,3%

Dans un marché en légère hausse, Ciments Vigier a pu enregistrer une progression soutenue par la conquête de nouveaux clients et la livraison à des grands chantiers. Les prix nets départs sont en recul. En effet, il n'y a pas eu de hausse générale des prix du ciment pour 2010, et les livraisons à des zones géographiques plus éloignées ainsi qu'aux chantiers pèsent sur le prix moyen.

MARCHE DE L'USINE

L'usine de Reuchenette profite des investissements effectués en 2009. La production clinker a augmenté de 26% à 730 milliers de tonnes et a permis de mettre fin aux achats de clinker des années précédentes.

Le coût de production unitaire recule, grâce à un bilan thermique meilleur et un coût du combustible moindre.

INVESTISSEMENTS

L'augmentation de la capacité de l'usine entamée fin 2008 s'est poursuivie avec la mise en service d'une étape de concassage-séchage de la matière première permettant de maintenir le débit de production de farine pendant les mois d'hiver lorsque la matière est humide, voire

gelée. Suite à l'augmentation de capacité de production clinker, la capacité de stockage et d'expédition du ciment a été augmentée.



ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de l'accord de réduction des émissions de CO₂ applicable aux cimenteries suisses, la production de ciment 2010 établit la limite pour les droits d'émissions en 2011 et 2012. Depuis l'entrée en vigueur de cet accord, Vigier a pu accumuler des droits d'émission de CO₂ grâce à l'utilisation de combustibles de substitution qui assurent les deux tiers environ du besoin thermique du four. En outre, l'installation de précalcination permet l'utilisation accrue de combustibles biogènes (bois de chantier) dont la contribution au besoin thermique a doublé. La filière de valorisation déchets a fortement contribué au maintien du taux de substitution dans un contexte de hausse de production.

SUISSE



BÉTON & GRANULATS

19 CENTRALES À BÉTON
0,5 MILLION DE M³ VENDUS
21 CARRIÈRES DE GRANULATS
2,4 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

L'activité du secteur en 2010 est restée soutenue avec néanmoins des disparités régionales liées au climat (hiver 2009 long, hiver 2010 plus précoce qu'en 2009), mais aussi à la localisation des chantiers.

Le secteur du béton a connu une année forte avec des situations régionales assez contrastées. Celui des granulats connaît une évolution à l'image du celle du béton prêt à l'emploi.

ACTIVITÉ DU GROUPE

▼ Évolution de l'activité

	2009	2010	Écart
Volumes vendus			
Béton (milliers de m ³)	502	481	-4,0%
Granulats (milliers de tonnes)	2 610	2 444	-6,38%
Nombre de sites			
Centrales	18	19	+1
Sites de granulats	20	21	+1

Les centrales à béton ont eu un niveau d'activité élevé mais l'absence de grands chantiers dans l'Oberland bernois et la région de Soleure a pénalisé les volumes. Ainsi, ces deux régions n'ont eu aucun contrat d'un volume supérieur à 10 000 m³.

Si l'activité de la région de Bienne a été stable, les volumes BPE de la région de Fribourg ont progressé sensiblement, mais les volumes sont âprement disputés et les prix en baisse.

La baisse d'activité est sensible pour l'activité décharge avec une baisse de volume de 13,5% par rapport à 2009, faute de grands chantiers de percement de tunnel.

INVESTISSEMENTS

Les investissements de l'exercice ont principalement concerné un renforcement des réserves foncières avec droit d'exploitation.



AUTRES PRODUITS ET SERVICES

PRÉFABRICATION

**105,9 M€ DE CHIFFRE
D'AFFAIRES OPÉRATIONNEL**

CONJONCTURE SECTORIELLE

L'activité est demeurée à un niveau élevé pour les produits béton destinés aux jardins (pavés, dalles) et dans une moindre mesure pour les produits liés aux aménagements de génie civil. La politique de restriction de l'entretien des voies ferrées réduit la demande pour ces produits et ce à un niveau européen. Le renchérissement du franc suisse face à l'euro favorise les importateurs à court terme.

Produits en béton préfabriqué



ITALIE



ACTIVITÉ COMMERCIALE

▼ Évolution de l'activité

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Volume des ventes	368,8	391,0	6,3%
CA (M€)	101,0	105,9	4,8%

Les ventes de produits catalogues sont restées fortes, et l'arrêt des livraisons aux grands chantiers auto-routiers fin 2009 a pu être partiellement compensé. Le chiffre d'affaires des éléments en béton progresse grâce au lancement de nouveaux produits comme par exemple des delta-blocs avec paroi antibruit. Si la division ferroviaire a pu maintenir son niveau d'activité, les prix subissent une érosion sous la pression des importateurs.

MARCHE DES USINES

En 2010, un incendie a détruit une halle de préfabrication du site de Granges. La production a pu être assurée par les autres sites de la société et notamment celui de Cewag, très flexible. La perte a été indemnisée par notre assureur, la reconstruction débutera après accord de l'assurance bâtiment du Canton de Vaud.

À Lyss, la manutention de la production de la gamme Exacta (blocs béton aspect pierre taillée) a pu être automatisée. À Einigen, un système de chauffage par gaz a remplacé l'ancienne installation au mazout pour la production de briques silico-calcaires. Cela permet une réduction des coûts.

INVESTISSEMENTS

Dans le cadre du rachat de Cewag, la société a acquis un terrain de 36 000 m² sur l'axe Berne-Fribourg avec connexion ferroviaire et auto-routière.

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le secteur du bâtiment est l'un des plus touchés par le ralentissement économique. Les investissements et les dépenses de l'État ne sont pas suffisants pour contrebalancer les effets de la crise.

La situation est restée difficile en 2010 avec une baisse estimée à 6,4% dans les investissements du secteur du bâtiment; les prévisions pour 2011 sont toujours en baisse pour l'industrie, sauf pour le secteur de la rénovation qui connaîtrait une tendance positive.

La progression des volumes de vente de logements privés (+4,4%) en 2010 est un signe encourageant.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Livraisons intérieures	34 343	32 246	-6,1%
Importations	1 742	1 576	-9,5%
Total	36 085	33 822	-6,3%

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Les ventes de Cimento Centro Sud (CCS) ont souffert plus que le marché moyen.

▼ Évolution des ventes

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Volume des ventes	424	279	-34,2%

En effet, dans un contexte de vive concurrence sur les prix, CCS a décidé de réduire ses volumes en Italie du Sud et centrale en sélectionnant les clients afin de privilégier ses marges; en

conséquence, les ventes ont fortement chuté, mais la situation s'améliore puisqu'au dernier trimestre le ralentissement des ventes a été freiné.

Le prix moyen en 2010 a diminué sensiblement, tous marchés régionaux confondus. La baisse des prix a été particulièrement significative en Toscane et dans le sud de l'Italie, et encore plus marquée en Sardaigne. Le dernier trimestre a montré une relative stabilité des prix.

MARCHE DE L'USINE

Les coûts de production ont fortement diminué du fait des conditions d'achats de clinker et de ciment sur le marché domestique, particulièrement au second semestre. Les frais de personnel ont baissé grâce à une réduction du nombre d'employés et au recours au chômage technique. Des économies ont également été faites dans les postes énergétiques et logistiques.

INVESTISSEMENTS

Les investissements ont été limités à des projets liés à la sécurité et au remplacement des pièces détachées.



ENVIRONNEMENT

À Oristano, le nouvel élévateur à clinker et matériaux a fonctionné jusqu'à présent sans discontinuité, éliminant ainsi les émissions de poussière de l'usine. Le site d'Imperia a obtenu la certification ISO 9001-2000 notamment pour les procédures de sécurité relatives aux déchargements des navires.

AFRIQUE MOYEN-ORIENT

ÉGYPTE, SÉNÉGAL
MALI, MAURITANIE

chiffre d'affaires

441 M€

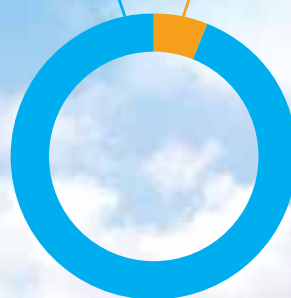
collaborateurs

1 039

Répartition
du chiffre d'affaires
par activités

96 %
Ciment

4 %
Béton & Granulats



Usine de Sinaï Cement
à El Arish

ÉGYPTE



CIMENT

1 CIMENTERIE

3,8 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

L'activité du secteur de la construction est portée depuis 2009 par plusieurs actions engagées par l'État égyptien. Ces relais de croissance se traduisent notamment par le lancement de grands projets transversaux dans les domaines du logement ou de l'énergie, tels que :

- un programme de construction de 524 000 logements sociaux à bas coûts qui doit prendre fin en 2012, 315 000 unités sont déjà achevées. Il s'agit du projet « National Project for Housing » ;
- la construction de deux centrales thermiques utilisant du gaz naturel au nord du Caire et au sud de Suez.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Consommation totale	47 823	49 463	3,1%

La croissance modérée enregistrée en 2010 fait suite à une augmentation de +24,9% de la consommation de ciment sur l'année 2009. Les importations de ciment se sont poursuivies ; au total environ 1 640 milliers de tonnes de ciment ont été importées en 2010.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

▼ Évolution des ventes

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Domestique	3 493	3 728	+6,9%
Export	0	25	-
Total	3 493	3 753	+7,6%

L'augmentation de la capacité de broyage de l'usine a permis à Sinaï Cement (SCC) de se développer plus vite que le marché, notamment dans le Sinaï, au Caire et dans le delta du Nil. Ainsi en 2010, la part de marché de SCC a progressé pour s'établir en fin d'année à 7,5%. Par ailleurs, SCC a repris ses exportations de ciment à partir du mois de septembre 2010. Le gouvernement égyptien a pris des mesures pour réguler le prix du ciment sur le marché local. Ces mesures sont efficaces puisque les prix de vente n'ont guère évolué en 2010.

MARCHE DES USINES

La marche de l'usine a été excellente en 2010. En effet, pour répondre aux besoins des clients, l'usine a battu ses records historiques de production de clinker et de ciment. Avec une production de clinker légèrement supérieure à 2009 et une augmentation de la production de ciment de 8,4% par rapport aux résultats 2009, l'usine d'Al Arish a produit plus de 3,35 millions de tonnes de clinker et 3,77 millions de tonnes de ciment en 2010.

INVESTISSEMENTS

Mis en service en avril 2010, le quatrième broyeur à ciment a été optimisé avec succès sur le second semestre et a permis à SCC d'accroître sensiblement ses ventes. Il s'agit d'un broyeur à boulets sur patins d'une capacité de 140 tonnes par heure d'une conception similaire



aux trois broyeurs existants, ce qui permettra une optimisation du stock de pièces de rechange.



ENVIRONNEMENT

L'usine de Sinaï Cement est une des références en Égypte en matière d'environnement. Afin de contrôler les performances, des systèmes de mesures d'émissions en continu de NOx, SOx et de concentration de poussières ont été installés.

Une stratégie de substitution de combustibles nobles par des fuels alternatifs est également en cours d'élaboration. Par ailleurs, des travaux d'aménagement ont été menés autour des broyeurs à ciment et de l'entrée de l'usine. À cette occasion, cinq cents arbres ont été plantés sur le site.

SÉNÉGAL



ENVIRONNEMENT

Tous les efforts de réduction des émissions de poussières aux cheminées, de poussières diffuses, et d'améliorations de l'environnement du cadre de travail ainsi que celui des populations locales, se sont concrétisés par l'accréditation ISO 14001 en décembre 2010; une confirmation de l'engagement de Sococim Industries dans le développement durable. Dans ce cadre, Sococim Industries poursuit ses actions dans les domaines suivants :

- le reverdissement des carrières et l'amélioration de la récupération des eaux de pluie pour usage interne;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux plantations de jatrophas dans les carrières et au brûlage de coques d'arachides qui a fait l'objet d'un dossier d'accréditation MDP.



CIMENT

1 CIMENTRIE
2,4 MILLIONS DE
TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le premier semestre 2010 a été marqué par une augmentation sensible de la demande en ciment au Sénégal. Cette reprise s'explique notamment par :

- le lancement de projets d'infrastructures financés par l'État ou par des aides extérieures;
- l'abondance de ciment dans tous les points de vente rendue possible par l'augmentation de la capacité de production nationale.

Le second semestre a été affecté par un hivernage exceptionnellement pluvieux qui a limité les ventes jusqu'en fin d'année où une reprise sensible a été constatée.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Consommation totale	2 263	2 395	+5,8%

ACTIVITÉ COMMERCIALE

▼ Évolution des ventes

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Domestique	1 615	1 487	-7,9%
Export	546	748	+37,7%
Total des ventes	2 161	2 235	+3,4%

Dans un contexte de situation concurrentielle devenue vive, les prix à la sortie de l'usine sont en léger repli sur l'année. Après une érosion au cours du premier semestre, les parts de marché locales de Sococim Indus-

tries se redressent grâce à la mise en place d'un plan d'actions ciblées.

Le Mali et la Gambie ont été les destinations principales à l'export, mais de nouveaux clients en Guinée-Bissau et Guinée Conakry, au Bénin, au Congo, au Libéria et en Sierra Leone ont permis d'augmenter les ventes.

MARCHE DE L'USINE

Grâce aux investissements du plan Performance 2010, la productivité a été améliorée et le prix de revient du ciment abaissé, le rendant compétitif sur les marchés internationaux. Ainsi, la production clinker a progressé de 30,2% à 1 591 milliers de tonnes. Ces améliorations sont le résultat de :

- la suppression des achats de clinker grâce à la capacité accrue du four;
- gains énergétique et électrique grâce à la nouvelle ligne de cuisson;
- l'augmentation des combustibles de substitution;
- la production croissante d'électricité avec du gaz produit localement;
- la fiabilisation et l'optimisation des ateliers.

INVESTISSEMENTS

Après les importants efforts réalisés au cours des dernières années, Sococim Industries limite ses investissements en les focalisant sur deux thèmes principaux :

- augmenter les ventes par des projets ciblés en matière de conditionnement et de logistique pour rendre les installations plus efficaces et plus flexibles;
- réduire les coûts énergétiques en poursuivant le développement des combustibles de substitution et la production électrique en utilisant le gaz sénégalais.



SÉNÉGAL



GRANULATS

2 CARRIÈRES DE GRANULATS

2,4 MILLIONS DE TONNES VENDUES



ENVIRONNEMENT

Le plan de reboisement sur les pourtours de la carrière de granulats calcaires de Bandia s'est poursuivi, conformément au planning initial.

CONJONCTURE SECTORIELLE

Alors que l'année 2009 avait été caractérisée par une contraction du marché, l'année 2010 a été marquée par un redémarrage du marché du BTP.

ACTIVITÉ DU GROUPE

▼ Évolution de l'activité

	2009	2010	Écart
Granulats (Milliers de tonnes)	2 024	2 396	+18,3%
Nombre de sites de granulats	2	2	=

La demande en granulats basaltiques a été soutenue par une très forte activité dans les travaux publics en 2010. Le bâtiment a plutôt stagné. Le calcaire principalement utilisé dans cette activité a été concurrencé

par le basalte dont le prix de vente avait fortement baissé en 2009.

INVESTISSEMENTS

L'acquisition d'une partie des autorisations d'un exploitant existant a apporté à Gécamines près de 20 ans de réserve de carrière supplémentaires. Les autres investissements réalisés en 2010 ont concerné essentiellement les activités d'extraction et de décapage avec l'achat d'engins de chargement et de transport.

Les investissements prévus en 2011 chez Gécamines marquent une nouvelle étape importante du développement de la société, portant la capacité de production totale à 1,4 million de tonnes. Le démarrage de cette nouvelle unité devrait s'opérer en fin de premier semestre.

Carrière de granulats calcaire
de SODEVIT à Bandia



MALI



CIMENT

CONJONCTURE SECTORIELLE

Le marché est principalement animé par les grands projets. Dans le cadre de l'augmentation de l'offre électrique, plusieurs centrales sont en voie d'achèvement, et la réalisation du barrage hydroélectrique de Taoussa devrait commencer en mars 2011. En perspective pour l'année 2011 et les suivantes, les chantiers suivants sont annoncés :

- interconnexion électrique Ségou et Sikasso (région est du Mali);
- autoroute Bamako-Ségou (200 Km);
- route Tombouctou-Gao (424 Km);
- cité administrative de Bamako;
- réhabilitation/extension aéroport Bamako-Sénou;
- poursuite du programme de logements sociaux (20 000 sur 5 ans);
- hôpitaux de Bamako et de Mopti.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Consommation totale	1 135	1 316	16%

ACTIVITÉ DU GROUPE

À fin décembre 2010, les ventes du Groupe sont de 438 970 tonnes dont 88 980 tonnes vendues par Ciments et Matériaux du Mali (CMM) contre 463 371 tonnes en 2009 dont 39 480 tonnes vendues par CMM. La hausse des ventes de CMM est liée à sa nouvelle stratégie de prise de parts de marché en régions et d'une réactivité commerciale. Face à la concurrence accrue, le prix moyen de vente a régressé sensiblement en 2010.

MAURITANIE



CIMENT

1 CENTRE DE BROyage
0,2 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Au-delà de la réhabilitation de routes dans la ville de Nouakchott en fin du second semestre à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance, le secteur travaux publics a été peu actif en 2010. Le secteur du bâtiment privé a bien résisté malgré un contexte difficile du fait du manque durable de liquidités.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Consommation totale	630	625	-1%

ACTIVITÉ DU GROUPE

BSA Ciment a poursuivi sa montée en puissance sur le marché mauritanien, gain de 10 points de part de marché, grâce au fonctionnement plus régulier de l'installation industrielle. L'installation d'un dépôt à Nouadhibou a permis à BSA Ciment d'y introduire ses produits et de compléter le réseau de dix dépôts de la ville de Nouakchott.

▼ Évolution des ventes

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Volume des ventes	104	166	+60%

MARCHE DE L'USINE

La centrale électrique de 8MW installée sur le site a permis une bonne utilisation du broyeur avec des marches ininterrompues autorisant une nette amélioration des ratios techniques.



ASIE

TURQUIE
KAZAKHSTAN
INDE

chiffre d'affaires
256 M€

collaborateurs
1 429

Répartition du chiffre d'affaires par activités

64 %
Ciment

35 %
Béton & Granulats

1 %
Autres
Produits & Services



Usine de Jambyl Cement à Mynaral,
Kazakhstan

TURQUIE



CIMENT

2 CIMENTERIES

3,4 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Après une profonde récession au cours des années 2008 et 2009, le secteur de la construction a été une des locomotives de l'économie en 2010 en Turquie. Cette progression s'appuie sur la bonne tenue du logement privé, tandis que la construction de bâtiments commerciaux et industriels régresse encore.

La consommation de ciment est estimée à 48,9 millions de tonnes en 2010, soit une progression de près de 15%, compensant les baisses successives de -3,4% en 2008 et -0,9% en 2009. Cette augmentation de la consommation a été soutenue depuis le mois de mars, et très vive en fin d'année avec des conditions climatiques particulièrement clémentes.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010 (estimé)	Écart
Marmara	10 801	12 300	13,9%
Égée	3 811	4 050	6,3%
Méditerranée	6 484	6 550	1,0%
Mer Noire	5 746	6 900	20,1%
Anatolie centrale	7 762	9 250	19,2%
Est Anatolie	2 488	3 250	30,6%
Sud Anatolie	3 762	4 250	13,0%
Autres	1 800	2 325	29,2%
Total	42 654	48 875	14,6%

L'Anatolie centrale, cœur du marché du Groupe, est en nette progression avec +19% sur l'année, après

les baisses consécutives des trois années précédentes. La région sud, marché de Konya Cimento, ne bénéficie pas d'une même dynamique: d'une part, car l'activité avait moins chuté en 2009, et d'autre part, du fait de la quasi-stagnation de la région Méditerranée.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Les volumes de vente ciment progressent de plus de 10% sur l'année, avec:

- des ventes domestiques en forte progression, +15,8%; elles augmentent de façon significative à Baştaş (+20%) et plus modérément à Konya (+12,5%);
- des exportations en baisse de près de 32% et s'effectuant toujours principalement à partir de Konya vers les pays limitrophes.

▼ Évolution des ventes du Groupe

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Ciment	3 033	3 350	+10,4%
Dont marché export	359	245	-31,8%
Chaux	54	56	+2,7%
Total	3 087	3 406	+10,3%

Les prix domestiques nets départ augmentent sensiblement sur l'année 2010, dans un contexte d'inflation en hausse. La situation est plus favorable à Konya qu'à Baştaş.

MARCHE DES USINES

La reprise de l'activité commerciale a permis une marche plus régulière



ENVIRONNEMENT

Les points saillants de l'actualité environnementale sont les suivants:

- l'usine de Baştaş a été raccordée au système de suivi en ligne des émissions du Ministère de l'environnement;
- le programme de plantation a été poursuivi sur l'ensemble des sites, plus de 9 000 arbres ont été plantés;
- toutes les filiales du Groupe en Turquie ont passé avec succès les audits permettant le maintien de leurs certifications (ISO 9001 et 14001, OHSAS 18001).

Chantier « Toki » près d'Ankara



TURQUIE

▼ CIMENT

des deux usines. Le prix de revient de l'électricité a continué de progresser, bien que plus faiblement que les années précédentes. Afin de limiter l'impact de ces prix élevés, une attention particulière a été portée à l'optimisation de l'utilisation des équipements.

La stratégie d'augmentation de l'utilisation des combustibles et matériaux de substitution s'est poursuivie avec notamment une forte hausse de l'utilisation des pneus entiers dans les deux usines et la signature de plusieurs contrats de fournitures de matériaux de substitution (cendres, terres, gypse). Cözüm (filiale dédiée au traitement de déchets) a obtenu sa licence d'exploitation finale. La licence de l'usine de Baştaş a été élargie de façon à pouvoir accepter un nombre plus important de combustibles de substitution.

INVESTISSEMENTS

Les investissements réalisés ont porté surtout sur l'amélioration du coût de revient des usines, notamment grâce à l'installation de systèmes automatisés d'alimentation en combustibles de substitution.

▼ BÉTON & GRANULATS

36 CENTRALES À BÉTON

3,0 MILLIONS DE M³ VENDUS

7 CARRIÈRES DE GRANULATS

5,5 MILLIONS DE TONNES VENDUES

CONJONCTURE SECTORIELLE

Les volumes progressent de l'ordre de 12,9%, et en conséquence, le secteur attire de nouveaux entrants. Le nombre d'installations progresse également, contribuant à intensifier le maillage géographique et la concurrence.

▼ Évolution du marché du BPE

	2009	2010	Écart
Production (milliers de m ³)	66 430	75 000	+12,9%
Nombre d'installations	845	860	+1,8%

La consommation de granulats est estimée à 210 millions de tonnes en 2010 sur l'ensemble de la Turquie, contre 240 millions de tonnes en 2009, et destinée aux utilisations suivantes :

- 70% millions de tonnes pour l'activité béton et préfabrication ;
- 30% millions de tonnes pour la construction de routes et asphalte.

Les ventes de granulats sur le marché d'Ankara peuvent être estimées à 17 millions de tonnes en 2010, favorisées par la dynamique des secteurs ciment et béton.

ACTIVITÉ DU GROUPE

▼ Évolution de l'activité

	2009	2010	Écart
Volumes vendus			
Béton (milliers de m ³)	2 341	2 971	+26,9%
Granulats (milliers de tonnes)	4 019	5 528	+38%
Nombre de sites			
Centrales	36	36	=
Sites de granulats	6	7	+1

Dans un marché du béton en reprise, le Groupe affiche sa volonté de poursuivre le développement de sa présence, afin de garantir les débouchés des activités ciment. Les volumes vendus progressent ainsi de 630 000 sur l'année, soit 26,9%. Les volumes sont notamment en forte hausse sur la zone d'Ankara grâce à des chantiers Toki importants, mais avec un certain essoufflement en fin d'année, ces projets arrivant à terminaison. Les prix augmentent sensiblement sur l'année 2010, mais restent sous forte pression concurrentielle sur toutes les zones de marchés, plus intense à Ankara.

Tamtaş dispose désormais de sept installations de granulats : cinq sur la région d'Ankara, une à Konya et une acquise en 2010 en Méditerranée. Dans ce contexte, les volumes progressent de 38% par rapport à 2009. L'augmentation des prix de vente est modérée, sensiblement inférieure au niveau d'inflation annuel.

*Usine de Baştaş Cemento,
à Elmadag, près d'Ankara*





KAZAKHSTAN



CIMENT

1 CIMENTERIE

1,1 MILLION DE TONNES DE CAPACITÉ

CONJONCTURE SECTORIELLE

Les grands travaux lancés par le gouvernement, financés par des aides internationales et supplémentés par le fonds d'État, ont principalement contribué à l'augmentation sensible des volumes, le marché de la construction demeurant stable à son niveau faible de 2009.

voies principales, les espaces verts... Toutes les installations auxiliaires de l'usine (eau, alimentation électrique, voie ferrée et terminal ferroviaire, route de carrière) ont été achevées et réceptionnées avant la fin de l'année. La construction du village des employés, lancée mi-2010, se poursuit suivant le planning contractuel. Cette « colonie » est composée de sept bâtiments et elle permettra de loger 97 familles.

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Consommation totale	5 000	5 775	+15,5%

AVANCEMENT DU PROJET

Malgré une reprise tardive des travaux en mars 2010, contrariée par les inondations dues au dégel, le planning de construction et de test des installations a pu être tenu. Cette performance a permis d'assurer le démarrage de la production au dernier trimestre comme prévu, avec une ouverture de la carrière en juin, un début de production clinker fin novembre et de la production ciment en décembre.

À fin décembre 2010, la production de l'usine était de 52 000 tonnes de clinker et de 5 200 tonnes de ciment.

Fin 2010, il restait encore de nombreux travaux de finition pour achever l'usine, comme le test des installations d'ensachage, de chargement en vrac des wagons, la finition des bâtiments, le pavage des

Le plan de recrutement est achevé. L'effectif prend en compte les aléas initiaux de mise en place des équipes et l'adoption du régime de rotation qui sera progressivement abandonné dès l'attribution de logements dans la colonie. En fin d'année, le personnel de l'usine compte 215 personnes dont 3 expatriés, 155 employés qualifiés, recrutés dans toutes les régions du Kazakhstan, 57 employés pour des postes nécessitant une formation légère, pourvus par le bassin d'emploi local.

Pendant une période initiale, afin d'assurer une formation continue pour les employés et une continuité des performances de l'outil industriel, une équipe chinoise de démarrage, composée de 45 employés expérimentés en cimenterie, a été mise en place à l'usine. En outre, quelques experts, ingénieurs et opérateurs du groupe Vicat, qui ont très efficacement participé à la mise en route, ont accepté une mission similaire pendant encore quelques mois.



ACTIVITÉ COMMERCIALE

L'application de la stratégie commerciale s'est traduite en 2010 par :

- le recrutement d'agents commerciaux répartis dans 4 régions cibles;
- l'identification et la préparation de terminaux de distribution cimentiers connectés au rail à Almaty et Astana, d'autres villes étant visées dans un deuxième temps;
- la sécurisation de l'acquisition de wagons afin de disposer en fin d'année 2011 d'une flotte suffisante permettant à Jambyl Cement de faire face à tous ses besoins d'expéditions.

Les livraisons de ciment n'ont été possibles qu'après la certification technique de nos deux types de produits et la réception administrative de l'usine et de ses installations auxiliaires, obtenues toutes deux courant décembre 2011. Seul un volume symbolique de ciment a été chargé et livré à nos clients en 2010.



ENVIRONNEMENT

L'usine de Jambyl Cement met en œuvre des technologies cémentières récentes (broyeur cru vertical, filtre à manches, stockage clinker couvert,...) qui permettent de maîtriser les impacts environnementaux de l'activité : consommations électriques et thermiques performantes, émissions conformes aux normes internationales.



AVANCEMENT DU PROJET VICAT SAGAR CEMENT



Vicat Sagar Cement Private Limited (VSCPL), dont le Groupe détient désormais 53%, a pour objectif la construction d'une cimenterie *green-field* d'une capacité de 5,5 millions de tonnes située dans le nord-est de l'État du Karnataka. Le financement du projet a été mis en place et sera activé début 2011.

La société poursuit activement l'acquisition des terrains de carrières conformément au planning fixé. Les principales autorisations nécessaires à la construction et la mise en service de l'usine ont été obtenues.

Les travaux de construction ont commencé à la fin du premier semestre. Toutes les excavations majeures ont été réalisées, et le génie civil est terminé du niveau du sol. Les commandes de fournitures d'équipement conclues représentent 85% du total.

L'acquisition des terrains nécessaires à la construction de la ligne de chemin de fer reliant l'usine au réseau ferré a été effectuée en presque totalité. Le sous-traitant en charge des travaux a commencé les travaux sur le site, en vue d'une mise en service de la ligne au début de l'année 2012.

Au cours du second semestre, le Groupe a décidé de la création d'une filiale Gulbarga Power Private Limited où sera logée l'activité de production d'électricité nécessaire à la cimenterie. Cette société a été créée pour construire et exploiter une centrale électrique captive au charbon de 30 MW ainsi qu'une installation de cogénération de 8,4 MW. La cogénération permettra de couvrir 25% des besoins électriques de l'usine sans utilisation de combustibles.

INDE



CIMENT

- 1 CIMENTERIE EN CONSTRUCTION
- 2,5 MILLIONS DE TONNES CAPACITÉ
- 1 CIMENTERIE EN OPÉRATION
- 5 MILLIONS DE TONNES DE CAPACITÉ

ACQUISITION DE BHARATHI CEMENT

En avril 2010, Vicat a acquis 51% de la société Bharathi Cement (BCCPL) et consolide donc ses résultats depuis le 1^{er} mai 2010.

BCCPL possède une cimenterie moderne située dans le sud de l'Andhra Pradesh, composée de deux lignes de production qui représentent une capacité annuelle totale de 5 millions de tonnes de ciment après mise en service de la seconde ligne en décembre 2010. Par cette acquisition, Vicat devient un acteur majeur du sud de l'Inde et pourra bénéficier d'importantes synergies avec Vicat Sagar Cement.

Par ailleurs, Bharathi Cement développe des activités complémentaires à l'activité cimenterie. Ainsi, elle a obtenu les permis nécessaires à ses carrières de granulats pour le marché de Bangalore. Le volume des ventes annuel visé est de 450 000 tonnes. Enfin, une usine produisant des sacs en polypropylène laminé a démarré en novembre 2010.

CONJONCTURE SECTORIELLE

▼ Consommation de ciment

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Consommation sud Inde + Maharashtra	84 532	88 725	+5,0%

La consommation de ciment sur l'année 2010 dans les États du sud de l'Inde (Andhra Pradesh, Tamil Nadu, Karnataka, Kerala et Goa), ainsi que dans l'État du Maharashtra, est estimée à près de 89 millions de tonnes, enregistrant une hausse de 5,0% par rapport à 2009.

La consommation de ciment dans cette région a progressé à 244 kg par habitant sur l'année fiscale 2009-2010 contre 233 kg par habitant l'année précédente, soit de 4,9%.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

▼ Volume des ventes

Milliers de tonnes	2009	2010	Écart
Total des ventes	-	1 028	

De mai à décembre 2010, période consolidée par le Groupe, Bharathi Cement a vendu 982 000 tonnes de ciment et 46 000 de clinker. Sa pénétration sur ce marché a été extrêmement rapide. À fin décembre, son réseau commercial se constitue de 1 541 distributeurs et agents. Le ciment commercialisé de type «A» à haute résistance et à prise rapide, associé à un emballage résistant en polypropylène laminé, sont les deux piliers de sa stratégie marketing, qui lui permet de s'identifier aux leaders et de se différencier de ses autres concurrents.



MARCHE DE L'USINE

L'usine, implantée dans le district de Kadapa, bénéficie d'équipements de toute dernière technologie fournis par des grands équipementiers internationaux. Elle est située dans une zone réputée pour la richesse de ses réserves en calcaire, dont la très grande qualité offre au ciment une résistance immédiate et à très long terme, ce qui permet à Bharathi Cement de produire du ciment de type « A » de très haute qualité.

La première ligne de production de clinker d'une capacité de 5 250 tonnes par jour a été mise en service en octobre 2009. Le four de la seconde ligne de même capacité a démarré fin décembre 2010.

INVESTISSEMENTS

En 2010, BCCPL a poursuivi les travaux de construction de sa seconde ligne de production semblable à la première à l'exception de quelques modifications, notamment au niveau du broyage ciment. En effet, elle est équipée de deux broyeurs Loesche d'une capacité de 230 tonnes par heure chacun.



ENVIRONNEMENT

L'usine dispose d'équipements modernes de dernière génération, qui ont été conçus et implantés dans le respect des normes environnementales.



RESSOURCES HUMAINES

cinq zones

11 PAYS

jours d'arrêt
de travail

-3,5 %

effectif moyen

7 040

collaborateurs
hors de la France

4 550



*Travaux de construction de la cimenterie
de Jambyl Cement, Kazakhstan*

© Janarbek Amankulov

L'appropriation des valeurs du Groupe par ses collaborateurs est le facteur clé des succès qu'il a pu connaître tout au long de plus de cent cinquante ans d'existence :

- la **RÉACTIVITÉ ET LA CAPACITÉ** du management à prendre des décisions rapidement;
- le **GOÛT POUR L'INNOVATION, LA RECHERCHE DÉVELOPPEMENT ET LE PROGRÈS**, qui se nourrit des découvertes de Louis Vicat au XIX^e siècle;
- la **TÉNACITÉ**, qui a permis au Groupe de surmonter les épreuves qu'il a connues depuis sa création;
- le sentiment commun d'**APPARTENANCE AU GROUPE**, qui donne une **CAPACITÉ À MOBILISER LES ÉNERGIES ET UNE PUISSANCE D'ACTION FORTE** pour atteindre les objectifs.

POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES

La politique des ressources humaines doit mettre en adéquation les compétences individuelles des collaborateurs ou collectives des équipes avec la stratégie de développement du Groupe, dans une vision à court, moyen ou long terme. Elle s'envisage dans le respect et la promotion des valeurs qui fondent sa culture. Elle cherche à maintenir et à développer l'attractivité du Groupe pour les salariés, ainsi qu'à les fidéliser. Dans cet esprit, la promotion interne est privilégiée autant que possible. Elle doit permettre d'offrir à chacun des perspectives d'évolution à la hauteur de ses capacités et de ses ambitions. La mobilité tant fonctionnelle que géographique est une des conditions de cette progression.

FORMATION

Le développement des compétences de ses collaborateurs représente un enjeu important pour le Groupe. C'est la raison pour laquelle il investit chaque année une part significative de sa masse salariale dans les actions de formation.

Le programme de formation du personnel du Groupe a mis l'accent en 2010 sur la montée en puissance des équipes du Kazakhstan. Ce programme continuera à être développé en 2011 pour permettre à la cimenterie de Jambyl de fonctionner avec du personnel essentiellement kazakh. La transition est assurée avec du personnel chinois et des cadres expatriés.

En 2010, plus de 1 100 stages ont été organisés au profit du personnel du Groupe. Ces stages ont été suivis par plus de 4 000 collaborateurs. Des formations internes ou externes permettant d'acquérir les compétences transversales (formation au management, conduite de projet, langues...) nécessaires au Groupe complètent les formations techniques.



Collaboratrice du laboratoire,
Bharati Cement, Inde

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

L'effectif moyen du Groupe en 2010 augmente de 4,9 %, du fait de la croissance des effectifs au Kazakhstan et en Inde, essentiellement sur le deuxième semestre de l'année.

▼ Évolution de l'effectif moyen par zone géographique

	2009	2010	Écart
France	2 569	2 490	-3,1%
Suisse/Italie	1 061	1 053	-0,8%
États-Unis	1 150	1 029	-10,5%
Turquie/ Kazakhstan/Inde	906	1 429	+57,7%
Sénégal/ Mauritanie/Mali/ Égypte	1 026	1 039	+1,3%
Total	6 712	7 040	+4,9%

En France, les effectifs au 31 décembre 2010 connaissent une légère hausse de 2,2% du fait de l'entrée dans le périmètre de la société Thiriet acquise au mois de

SÉCURITÉ

En 2010, le Groupe a poursuivi la multiplication de ses actions de sensibilisation aux risques et de prévention de ceux-ci.

L'amélioration des taux de fréquence et de gravité du Groupe a été réalisée en dépit de l'élargissement du périmètre du fait de l'intégration des effectifs au Kazakhstan et en Inde.

En 2010, en France, les résultats se sont globalement améliorés, sauf dans le ciment. Le Groupe a poursuivi ses démarches de certification dans le domaine du management de la sécurité avec l'obtention en novembre 2010 de l'OHSAS 18001 pour ses activités Béton et Granulats France. Cette certification s'inscrit dans une démarche plus globale qui vise à développer une culture sécurité sans laquelle il n'y aura pas de progrès tangibles.

▼ Indicateurs de sécurité

	2009	2010
Nombre d'accidents avec arrêt	157	162
Nombre de jours de travail perdus	6 207	5 989
Taux de fréquence	13,6	13,2
Taux de gravité	0,54	0,49

décembre (+102 personnes). L'effectif moyen France 2010 est en baisse par rapport à 2009, passant de 2 569 à 2 490 du fait de l'impact faible de cette acquisition sur l'effectif moyen.

▼ Évolution de l'effectif ponctuel par type de mouvements

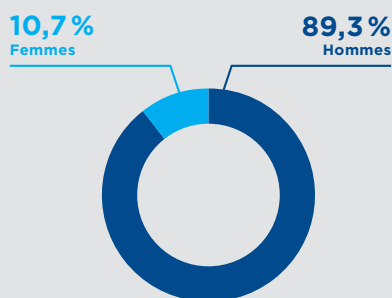
	Effectif
Effectif au 31 décembre 2009	6 669
Départs naturels (démissions, fins de contrats, décès)	-499
Départs en retraite, préretraite, licenciements, autres mouvements...	-309
Variations de périmètre de consolidation	529
Embauches	979
Effectif au 31 décembre 2010	7 369

La hausse de l'effectif, +10,5%, s'explique principalement par la montée en puissance et le démarrage de la cimenterie de Jambyl Cement au Kazakhstan et par l'acquisition de Bharathi Cement en Inde en mai 2010. La zone Turquie-Kazakhstan-Inde voit ainsi ses effectifs augmenter de 73,6% en un an.

▼ Évolution de la séniorité

	Âge moyen		Ancienneté moyenne	
	2009	2010	2009	2010
Total Groupe	42,6	41,7	9,8	9,4
Dont France	41,6	42,6	11,9	12,4

▼ Répartition de l'effectif par sexe



La proportion de femmes employées dans le Groupe décroît légèrement entre 2009 et 2010 (de 10,9% à 10,7%) du fait de l'entrée dans le périmètre des usines du Kazakhstan et de l'Inde qui sont faiblement féminisées.

En revanche, le taux de féminisation de l'encadrement augmente tant au sein du Groupe qu'en France, passant de 14,5% à 17,7% pour le Groupe et de 17,8% à 19,2% en France.



Salle de contrôle à la cimenterie d'El Arish, Egypte

L'ENVIRONNEMENT

axes prioritaires

5 AXES

combustibles de
substitution

14,5 %

carrières
réaménagées

615 552M²

carrières avec un plan
de réaménagement

84 %

*Carrière réaménagée à proximité de la
cimenterie de la Grave de Peille, France*

Le Groupe développe son action pour le respect de l'environnement autour de cinq axes prioritaires :

- la **MEILLEURE INSERTION** de l'ensemble des **CARRIÈRES** de matières premières dans l'environnement ;
- le **CHOIX OPTIMISÉ DES SOURCES D'ÉNERGIE** pour maximiser la part des combustibles de substitution et des déchets ;
- la **GESTION DES EAUX** et leur recyclage ;
- la **RÉDUCTION** des émissions ;
- la **PROTECTION** du **CLIMAT** par la gestion du gaz à effet de serre.

Il veille aussi avec attention à l'insertion de ses activités dans les communautés qui les entourent.

L'INSERTION DES CARRIÈRES DANS L'ENVIRONNEMENT

La prise en compte de l'environnement dans le cadre de l'exploitation des carrières se poursuit pour le Groupe suivant trois principaux thèmes :

RÉAMÉNAGEMENT DES CARRIÈRES

84% des carrières du Groupe disposent d'un plan de réaménagement. En 2010, plus de 600 000 m² ont été réaménagés dans le cadre de ces programmes. Ces réaménagements, à vocations multiples, s'adaptent aux contextes locaux et intègrent notamment des prairies, des boisements

ainsi que des plans d'eau. Notons par exemple des opérations de plantation sur les carrières liées aux cimenteries de Baştaş et Konya en Turquie; 9 000 arbres ont été plantés en 2010, portant le nombre total d'arbres à 103 000 (carrières de Konya) et 102 000 (carrières de Baştaş), ou au Sénégal, où le reboisement autour de la carrière de granulats de Bandia s'est poursuivi.

MESURES COMPENSATOIRES AUX EXTRACTIONS

Le Groupe s'attache à mettre en place dans le cadre de ses projets

des mesures compensatoires prises en concertation avec les ONG locales et les pouvoirs publics. Il s'agit alors de réalisations ciblées sur une espèce précise, ou de programmes plus vastes concernant des biotopes dans leur ensemble. Citons comme illustration la signature le 20 juillet 2010 d'une convention de partenariat entre la société Granulats Vicat et la fédération de pêche du département de l'Ain en vue du réaménagement et de la gestion future de gravières.

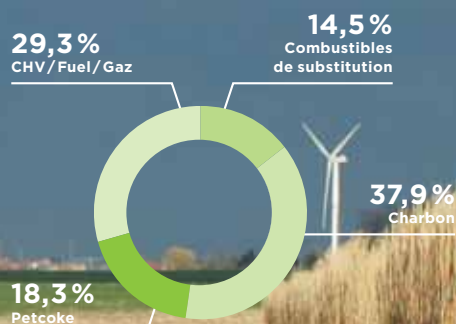
RÉDUCTION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

La maîtrise des nuisances et de l'empreinte de nos carrières sur la biodiversité reste indissociable de notre manière d'exploiter.

LE CHOIX OPTIMISÉ DES SOURCES D'ÉNERGIE

Le choix des combustibles utilisés dans les cimenteries intègre systématiquement les paramètres environnementaux, que cela se traduise par le choix de combustibles moins émetteurs de CO₂ comme le gaz ou par la mise en œuvre de combustibles de substitution dès qu'un marché de collecte de déchets le permet industriellement et économiquement (sous réserve de l'accord des autorités de contrôle concernées).

▼ Répartition des combustibles



Au cours de l'exercice 2010, le mix des combustibles a enregistré deux évolutions notables : une progression sensible du taux de combustibles de substitution qui passe de 13,6% des thermies consommées en 2009 à 14,5% en 2010, et une progression de la part de charbon utilisée.

Cette évolution ne reflète pas complètement la réalité des progrès réalisés du fait d'un effet de mix défavorable, la production clinker progressant de manière importante avec l'intégration de Bharathi Cement et dans une moindre mesure de Jambyl Cement qui n'utilisent pas jusqu'ici de combustibles de substitution mais uniquement du charbon. Ainsi, le taux de combustibles de substitution progresse de plus de 1 point en France et en Turquie, de plus 5 points aux États-Unis, et plus de 6 points au Sénégal. Au global, le taux de combustibles de substitution hors Inde et Kazakhstan est de 15,5% en 2010 contre 13,6% en 2009.

Plusieurs projets en cours en Turquie, au Sénégal et en Suisse permettront de poursuivre la progression de l'utilisation de ces combustibles.



Collaborateur de la pépinière de
jatrophas à Rufisque, Sénégal

LA GESTION DES EAUX ET LEUR RECYCLAGE

La gestion des eaux est prise en compte dans les trois métiers de base du Groupe :

- Dans le ciment, l'eau n'est utilisée que pour le refroidissement et le Groupe développe une approche visant à minimiser le prélèvement sur l'environnement en privilégiant les systèmes de recyclage et en recueillant les eaux de pluie.
- Pour le béton prêt à l'emploi, l'eau est utilisée à la fois pour être incorporée au produit, mais aussi pour le lavage des installations et véhicules. En France, l'activité Béton prêt à l'emploi a poursuivi la mise en œuvre du programme de gestion des eaux initié en 2007.
- Dans les granulats, les prélèvements importants nécessaires au lavage des matériaux sont compensés par des systèmes de recyclage des eaux, comme par exemple le site de Sablières du Grésivaudan qui fonctionne en circuit fermé. La part de l'eau recyclée augmente régulièrement pour atteindre 72% en 2010.

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS

Le Groupe porte une attention continue à la réduction des émissions causées par la conduite des activités industrielles. Ainsi, elles sont mesurées régulièrement et des plans d'actions sont conduits pour permettre leur réduction.

L'important effort d'investissement réalisé par le Groupe au cours des dernières années avec l'installation de filtres à manches dans plusieurs usines (Konya en Turquie, Montalieu et Créchy en France et Rufisque au Sénégal) porte ses fruits et se traduit par une nouvelle baisse des émissions de poussières, plaçant le Groupe parmi les plus performants de la profession dans le domaine.

De la même manière, les usines *greenfield* en cours de mise en service ou de construction utilisent des technologies récentes permettant de garantir des performances environnementales aux standards internationaux.

▼ Évolution des émissions

	% de la production clinker 2010 couverte par l'analyse	Émissions totales (tonnes)		Émissions (g/t de clinker)	
		2009	2010	2009	2010
Poussières	92 %	451	402	42	33
SOx	47 %	2 942	1 753	552	285
NOx	67 %	8 605	9 612	1 164	1 092



Graines de jatrophas

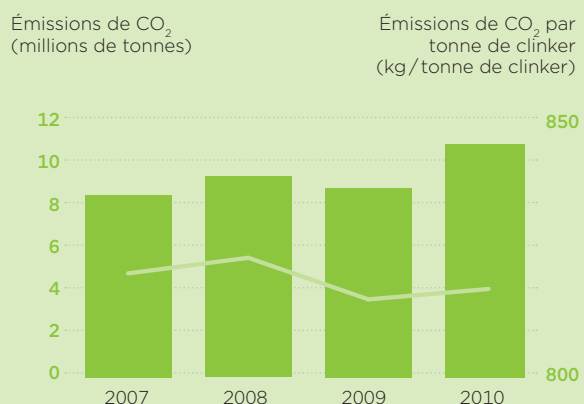
ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Dans tous les pays où le groupe Vicat est présent, il a mis en œuvre des actions pour participer à l'effort collectif des pays signataires des accords de Kyoto en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'activité Ciment est essentiellement concernée par les émissions de CO₂ provenant de la décarbonatation du calcaire et des combustibles utilisés dans les fours.

En 2010, les émissions totales de l'activité Ciment du Groupe ont représenté 10 762 802 tonnes de CO₂.

Ces émissions sont en nette hausse en valeur absolue, +23%, avec la progression de la production clinker, +22,6%. Les émissions par tonne sont stables à 817 kg de CO₂ par tonne de clinker, notamment du fait du mix de production des usines et de la part croissante de combustibles biomasse.

▼ Émissions de CO₂ du groupe Vicat



La Commission européenne a finalement adopté la révision de la Directive sur l'attribution des quotas de CO₂ pour la période 2013-2020. Le texte doit encore être validé par le Parlement européen, mais il ne peut plus être amendé. En définitive, les quotas de CO₂ seront calculés à partir de la production de clinker des années de référence, multipliée par le coefficient de benchmark, soit 766 kg de CO₂ par tonne de clinker. La valeur de ce coefficient pour Vicat est d'ores et déjà proche de cet objectif en 2010.



Station de traitement d'eau potable financée par Vicat Sagar Cement à Chatrasala, Inde

RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Au même titre qu'il veille à l'insertion de ses implantations dans leur environnement naturel, le Groupe porte une attention particulière à l'insertion de ses activités dans les communautés qui les entourent. Ainsi, le Groupe encourage et développe à l'échelon local, dans chaque pays où il est présent, des actions destinées à répondre aux besoins des populations et à faciliter les relations de l'entreprise avec elles. Ces actions peuvent prendre des formes multiples : programmes sociaux, projets éducatifs ou culturels, action caritative ou sanitaire. L'année 2010 a connu, comme les années précédentes, plusieurs exemples de mise en œuvre de cette politique, dont certains sont détaillés ci-après.



*Musée Théodore Monod réhabilité
grâce au financement de Sococim
Industries, Dakar, Sénégal*

En **FRANCE**, le Groupe est partenaire du projet «100 chances, 100 emplois» de Nice qui vise à faciliter l'intégration professionnelle des jeunes issus des quartiers difficiles. Par ailleurs, le Groupe est également membre du programme Alizé en Savoie qui accompagne le développement économique de TPE (très petites entreprises) de ce département, notamment en Maurienne.

De même en **ÉGYPTE**, le groupe Vicat a apporté son soutien financier aux populations affectées par les inondations en début d'année 2010 à El Arish près de l'usine de Sinaï Cement. Cette société participe par ailleurs depuis plusieurs années au développement à l'université de El Arish.

Au **SÉNÉGAL**, Sococim Industries a été le mécène principal de la rénovation du musée d'Art africain Théodore Monod dans le centre de Dakar, qui a accueilli à partir du mois de décembre 2010 le 3^e Festival mondial des Arts nègres inauguré par le Président de la République le 1^{er} décembre 2010.

La Fondation Sococim nouvellement créée s'est attachée à la conduite de l'opération de réhabilitation du musée Théodore Monod. Elle étudie par ailleurs des mesures de soutien à l'initiative entrepreneuriale dans le tissu économique adjacent à la cimenterie.

En **INDE**, l'implantation de la cimenterie de Vicat Sagar Cement près du village de Chatrasala, s'accompagne d'un important programme environnemental et social développé en collaboration avec les autorités et les populations environnantes. Ce programme comprend plusieurs volets: emploi local, infrastructures, éducation... La première réalisation concrète est la construction et la mise en service d'une station d'alimentation du village en eau potable.

Au **KAZAKHSTAN**, la construction de la cimenterie de Jambyl Cement à proximité du village de Mynaral a donné lieu à une action d'aide à l'école communale en finançant la rénovation du chauffage et des vitrages. Par ailleurs, la société construit un ensemble de logements pour une

centaine de familles à proximité du village ainsi qu'un centre de vie et une supérette.



*Logements du personnel construits près
du village de Mynaral, Kazakhstan*

CONSEIL, DIRECTION

DIRECTION

JACQUES MERCERON-VICAT
Président

GUY SIDOS
Directeur Général

JEAN-MICHEL ALLARD
Directeur Général adjoint

ÉRIC HOLARD
Directeur Général adjoint

RAOUL DE PARISOT
Directeur Général adjoint

BERNARD TITZ
*Directeur Général adjoint et
Secrétaire général*

ÉRIC BOURDON
*Directeur performances et
investissements*

PIERRE-OLIVIER BOYER
Directeur des relations humaines

PHILIPPE CHIORRA
Directeur juridique

GILBERT NATTA
Directeur du développement

DOMINIQUE RENIÉ
Directeur technique

JEAN-PIERRE SOUCHET
Directeur financier

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2010

JACQUES MERCERON-VICAT
Président

PIERRE BREUIL
XAVIER CHALANDON
RAYNALD DREYFUS
JACQUES LE MERCIER
LOUIS MERCERON-VICAT
BRUNO SALMON
SOPHIE SIDOS
GUY SIDOS
P&E MANAGEMENT
représenté par
PAUL VANFRACHEM

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires
KPMG AUDIT
WOLFF & ASSOCIÉS SAS

Suppléants
CABINET CONSTANTIN
EXPONENS CONSEIL
ET EXPERTISE

GOUVERNANCE

Conformément à la réglementation ainsi qu'aux recommandations qui en découlent, notre Société a pris les décisions suivantes :

CONCERNANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE,

la Société a fait le choix de se référer au code de gouvernement d'entreprise élaboré par l'Afep et le Medef. À cet effet, les actions suivantes ont été engagées, notamment au cours des deux dernières années :

- renouvellement des membres du Conseil d'administration portant le nombre des administrateurs indépendants à la moitié du Conseil ;
- mise en place de deux comités : un comité d'audit et un comité des rémunérations ;
- renforcement de l'information financière et suivi par le responsable relations investisseurs ;
- accélération des délais de publication des comptes ;
- établissement d'un document de référence ;
- prise en compte des recommandations relatives aux rémunérations des dirigeants ;
- développement du rapport du Président sur la gouvernance et le contrôle interne.

CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE ET LA GESTION DES RISQUES,

le cadre de référence choisi par la Société est celui de l'AMF publié en janvier 2007. Le guide, établi en application de ce cadre, définit le contrôle interne comme un dispositif qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

La Société a procédé à une démarche de recensement et d'analyse des risques ayant permis d'établir une cartographie des risques majeurs du Groupe.

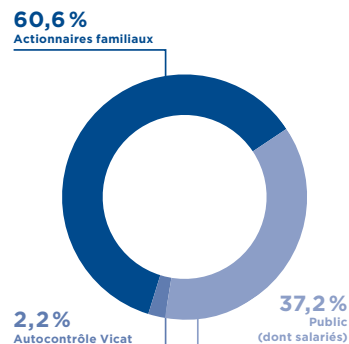
Pour plus d'information, le rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne est présenté aux pages 133 et suivantes du présent rapport annuel.

BOURSE & ACTIONNARIAT

CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 44 900 000 actions d'une valeur nominale de 4 euros chacune, soit un montant de capital de 179 600 000 euros.

La répartition du capital social au 31 décembre 2010 est présentée ci-dessous.



DIVIDENDE

Sur la base des résultats 2010, et confiant dans la capacité du Groupe à poursuivre son développement, le Conseil d'administration a décidé de proposer aux actionnaires de voter, lors de l'Assemblée Générale du Groupe qui se tiendra le 6 mai 2011, en faveur du maintien du dividende de 1,50 euro par action.

▼ Résultat par action

en euros

2005	4,75
2006	6,03
2007	6,40
2008	5,46
2009	4,26
2010	4,52

▼ Dividende par action

en euros

2005	0,63
2006	1,30
2007	1,50
2008	1,50
2009	1,50
2010	1,50

INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Service actionnaires et investisseurs :

Tél.: 01 58 86 86 14 - Fax: 01 58 86 87 88

E-mail: relations.investisseurs@vicat.fr

Site internet: www.vicat.fr

Mnemonic: VCT

Code ISIN: FR0000031775

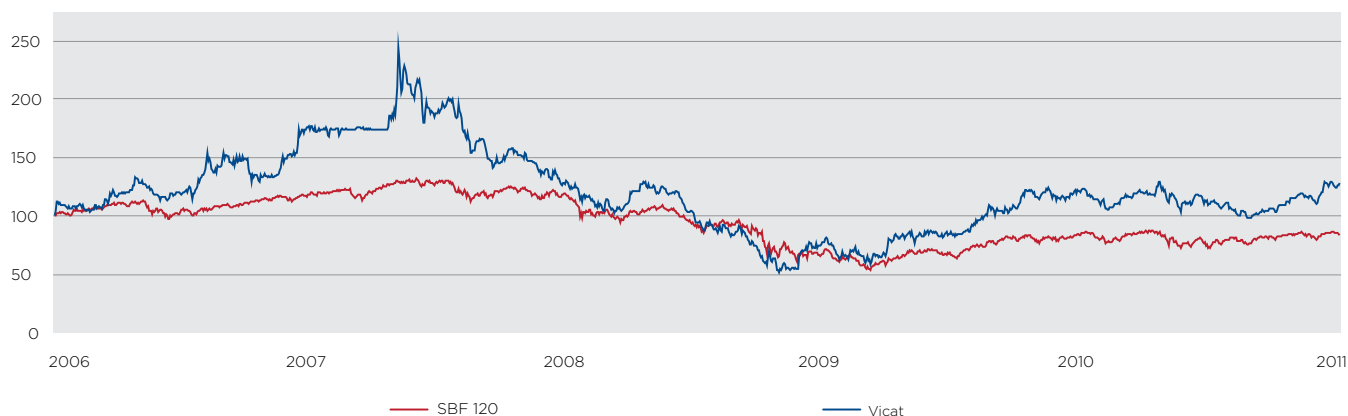
Sicovam: 03177

Bloomberg: VCT.PA

Reuters: VCTP.PA

STATUT BOURSIER

▼ Évolution du cours de l'action



Vicat fait partie depuis le 21 mars 2011 de l'indice SBF 120. Les titres Vicat sont éligibles au Service du règlement différé (SRD) depuis le 26 février 2008.

LA COMMUNICATION FINANCIÈRE

Vicat poursuit ses efforts de communication vis-à-vis de ses actionnaires avec un souci permanent de transparence et de facilité d'accès à l'information. Le Groupe s'engage donc à mettre régulièrement à la disposition du public les informations relatives à son activité, sa stratégie, ses résultats et ses objectifs. Le programme de communication du Groupe comporte notamment :

- la mise à la disposition du public des informations réglementées AMF sur le site internet du Groupe (www.vicat.fr);
- des communiqués de presse trimestriels, semestriels, annuels et relatifs à toute information significative concernant la vie et le développement du Groupe;
- un rapport annuel;
- un document de référence;
- un site internet dédié : www.vicat.fr, section « Informations financières ».

Enfin, Vicat participe à de nombreuses conférences et événements pour faciliter et accroître les contacts directs entre les différents acteurs de la communauté financière et le Groupe.

Calendrier de communication financière

3 mai 2011 (publication après bourse) Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre 2011
6 mai 2011 Assemblée Générale annuelle
4 août 2011 (publication après bourse) Chiffre d'affaires et résultats du 1 ^{er} semestre 2011
3 novembre 2011 (publication après bourse) Chiffre d'affaires 9 mois 2011

FAITS MARQUANTS 2010



*Pose de la première pierre
de Vicat Sagar*

En 2010, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre du projet Vicat Sagar avec la pose de la première pierre et le démarrage des travaux de cette usine *greenfield*. L'acquisition de 51% de Bharathi Cement a permis d'accélérer le développement et de renforcer la position du Groupe au sud de l'Inde.

Développement de Vicat en Inde

*Usine de Bharathi Cement
à Kadapa, Andhra Pradesh*



Kazakhstan, mise en service de l'usine

Usine de Jambyl Cement à Mynaral



Au Kazakhstan, l'usine de Jambyl Cement a été mise en service en décembre 2010, comme prévu dans le planning. Cette usine, située à Mynaral, près du lac Balkash, à proximité de la carrière de calcaire, est proche des grands marchés de consommation du ciment qu'elle peut livrer par le rail. De technologie récente, à voie sèche, cette usine d'une capacité de production de 1,1 million de tonnes dispose ainsi d'un prix de revient compétitif sur le marché local.



Éléments FINANCIERS

Organigramme juridique simplifié du Groupe au 31 décembre 2010 50

Commentaires sur les chiffres clés du Groupe 51

Évolution du chiffre d'affaires consolidé	52
Compte de résultat consolidé	54
Évolution de la structure financière	61
Perspectives 2011	63

Comptes consolidés au 31 décembre 2010 64

État de la situation financière consolidée	65
Compte de résultat consolidé	66
État du résultat global consolidé	67
État des flux de trésorerie consolidés	68
État de variation des capitaux propres consolidés	69
Annexe aux comptes consolidés 2010	70
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	107

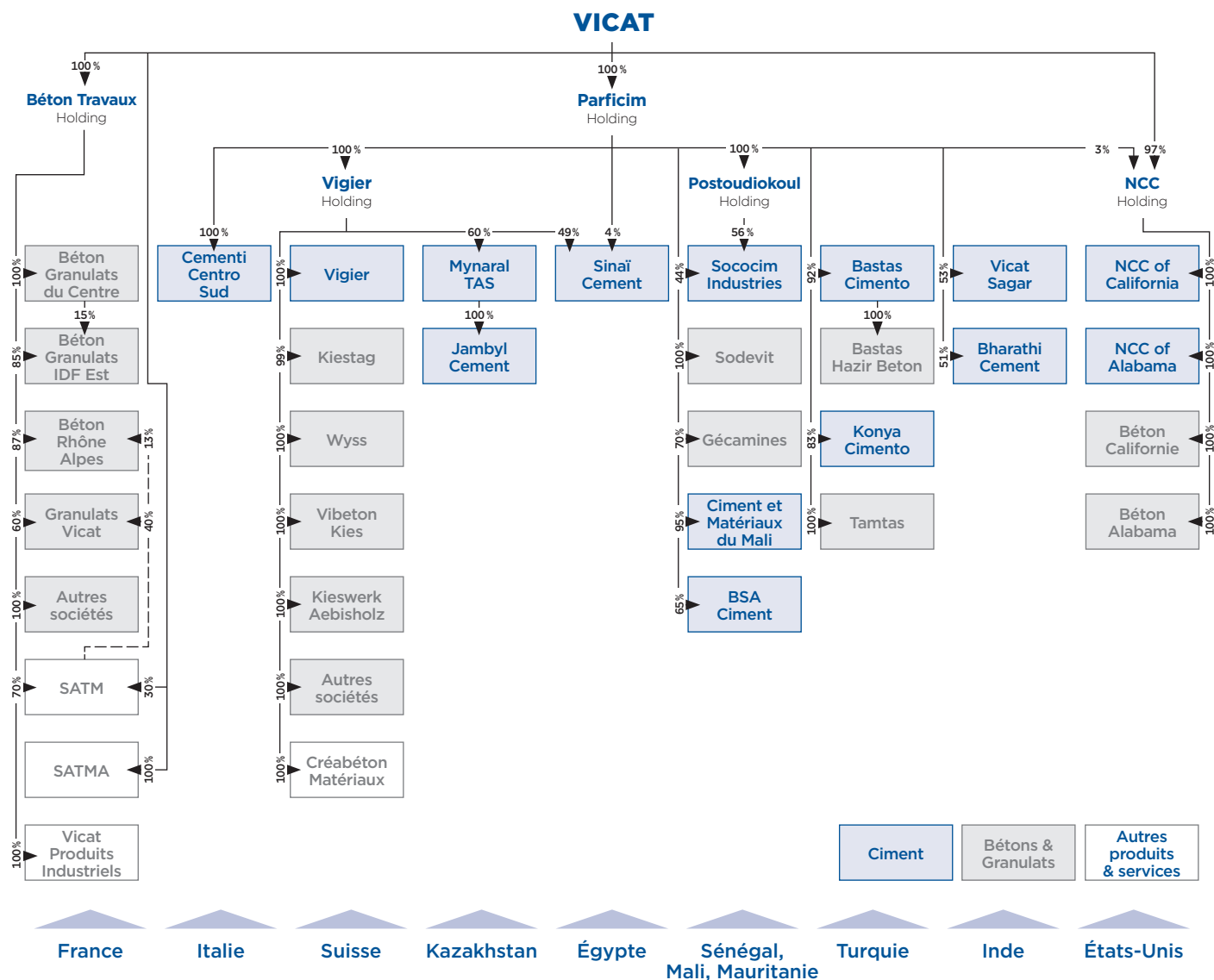
Compte sociaux au 31 décembre 2010 109

Bilan au 31 décembre 2010	110
Compte de résultat de l'exercice 2010	112
Annexe aux comptes sociaux 2010	114
Tableau des filiales et participations	121
Analyse du résultat de l'exercice	122
Résultats financiers des 5 derniers exercices	123
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	124
Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	126

Informations juridiques 127

Informations environnementales et sociales	128
Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne	133
Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration	139
Projets de résolutions de l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2011	140
Rapport des commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital	145

ORGANIGRAMME JURIDIQUE SIMPLIFIÉ DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2010



* L'organigramme ci-dessus représente de manière résumée les principaux liens entre les sociétés du Groupe. Les pourcentages mentionnés correspondent à la part de détention du capital. Par simplification, certaines participations intra-groupe ont été regroupées.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

Commentaires sur les chiffres clés du Groupe 51

Évolution du chiffre d'affaires consolidé	52
Compte de résultat consolidé	54
Évolution de la structure financière	61
Perspectives 2011	63

I. ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2010 atteint 2 014 millions d'euros, en hausse de 6,2% par rapport à celui de l'année précédente, résultant :

- d'une évolution organique de l'activité de +0,3%, représentant une hausse de plus de 6 millions d'euros et résultant principalement d'une progression marquée des pays émergents, Égypte, Afrique de l'Ouest, Turquie, compensant pleinement la baisse des ventes aux États-Unis et en France ;
- d'une progression de 2,9%, représentant une hausse de près de 56 millions d'euros, imputable à l'évolution favorable des cours de change en 2010 par rapport à 2009, en particulier sur le dollar US (+8,0 millions d'euros), le franc suisse (+25,2 millions d'euros), la livre égyptienne (+6,7 millions d'euros) et la livre turque (+15,9 millions d'euros) ; et
- d'une augmentation de 2,9%, représentant une hausse de 55,4 millions d'euros, liée aux variations du périmètre de consolidation, avec principalement l'acquisition de Bharathi Cement au 1^{er} mai 2010.

1.1. CHIFFRE D'AFFAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2010 PAR ACTIVITÉ

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé par activité pour l'exercice 2010, par rapport à 2009, se présente comme suit :

(En millions d'euros sauf%)	2010	2009	Variation	Évolution 2010/2009	effet de change	Dont variation de périmètre	croissance interne
Ciment	1 033	950	83	+8,8%	25,5	47,3	10,6
Béton & Granulats	716	696	21	+3,0%	21,4	2,3	(2,9)
Autres Produits & Services	264	251	13	+5,4%	8,9	5,8	(1,3)
Total	2 014	1 896	118	+6,2%	55,8	55,4	6,4

1.1.1. Activité Ciment

(En millions d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
Volume (kt)	16 179	14 507	11,5%	
CA opérationnel	1 224	1 129	8,4%	1,4%
Eliminations	(191)	(179)		
CA consolidé	1 033	950	8,8%	1,1%

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Ciment est en hausse de +8,8% et de +1,1% à périmètre et taux de change constants. Les volumes ont quant à eux augmenté sur la période de +11,5%.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

1.1.2. Activité Béton & Granulats

(En millions d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
Volume Béton (en milliers m ³)	7 749	7 121	8,8%	
Volume Granulats (kt)	20 766	18 675	11,2%	
CA opérationnel	752	724	3,9%	0,3%
Eliminations	(37)	(29)		
CA consolidé	716	696	3,0%	-0,4%

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Béton & Granulats est en hausse de +3,0% et quasi stable à périmètre et change constants. Les volumes de Béton livrés ont augmenté de +8,8% sur la période et les volumes de Granulats de +11,2%.

1.1.3. Activité Autres Produits et Services

(En millions d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA opérationnel	333	314	6,3%	1,5%
Eliminations	(69)	(63)		
CA consolidé	264	251	5,4%	-0,5%

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Autres Produits et Services enregistre une hausse de +6,3% et de +1,5% à périmètre et change constants.

1.2. CHIFFRE D'AFFAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2010 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE DE DESTINATION

La répartition du chiffre d'affaires consolidé par zone géographique de vente est la suivante :

(En millions d'euros)	2010	%	2009	%
France	785	38,9	809	42,7
Amériques	168	8,4	187	9,8
Turquie, Kazakhstan, Inde	194	9,6	141	7,4
Afrique, Moyen-Orient et autres	515	25,6	431	22,8
Europe (hors France)	352	17,5	328	17,3
CA consolidé	2 014	100	1 896	100

Par zone géographique de vente, la part du chiffre d'affaires consolidé réalisée en France est en baisse de même que celle réalisée aux États-Unis du fait du repli de l'activité sur ces marchés qui a résulté de la contraction du secteur de la construction.

La part de l'activité réalisée dans les pays émergents progresse fortement, passant de 30,2% en 2009 à 35,2% en 2010 du fait de la croissance soutenue sur les marchés d'Afrique & Moyen Orient, Turquie et surtout du chiffre d'affaires réalisé en Inde suite à l'acquisition de Bharathi Cement au 1^{er} mai 2010.

II. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2.1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En millions d'euros)	2010	2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
Chiffre d'affaires consolidé	2 014	1 896	+6,2%	+0,3%
EBITDA*	504	473	+6,6%	+2,3%
Taux de marge (en %)	25,0	24,9		
Résultat net part du Groupe	203	191	+5,9%	+2,1%

*L'EBITDA se calcule en sommant l'excédent brut d'exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

**L'EBIT se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements et provisions ordinaires.

Le niveau de rentabilité opérationnelle (marge d'EBITDA) du Groupe est en légère progression par rapport à 2009, essentiellement soutenu par :

- les effets conjugués du plan Performance 2010, avec notamment une amélioration des performances de l'outil industriel du Groupe et l'arrêt des achats externes de clinker, et du plan complémentaire Performance Plus, dont les bénéfices d'économies de coûts ont été préservés,
- un effet volume positif lié au dynamisme du Groupe dans les pays émergents, et l'amélioration progressive de l'environnement dans les pays matures au cours du second semestre 2010,
- un élément non récurrent significatif enregistré au quatrième trimestre en Égypte pour un montant de 18 millions d'euros correspondant à la révision rétroactive du montant à la tonne de la taxe sur le ciment.

Ces éléments ont permis de compenser :

- un effet prix négatif lié aux pressions concurrentielles aux États-Unis, en Italie et, dans une moindre mesure, en France, couplé à un mix géographique défavorable lié à la progression des ventes à l'export et à destination de zones plus lointaines en Afrique de l'Ouest, en France et en Suisse,
- l'impact du démarrage de l'usine de Bharathi Cement en Inde qui génère à ce stade des niveaux de marges sensiblement inférieurs à ceux du Groupe.

Sur ces bases, l'EBITDA consolidé du Groupe affiche une hausse de +6,6% par rapport à 2009, à 504 millions d'euros et de +2,3% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBITDA s'établit à 25,0% contre 24,9% en 2009. Elle a connu une amélioration sensible sur le second semestre 2010 par

rapport au premier semestre 2010, s'établissant respectivement à 26,5% et 23,6% ce qui démontre une nouvelle fois la capacité de résistance du Groupe dans un contexte qui est resté contrasté au cours de l'exercice.

L'EBIT consolidé est en progression de +4,7% par rapport à 2009, à 337 millions d'euros, et de +1,4% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBIT s'établit ainsi à 16,7% en 2010 contre 17,0% en 2009.

La progression des frais financiers reflète l'impact d'une augmentation du niveau de dette par rapport au 31 décembre 2009, en partie compensée par la baisse des taux d'intérêts. Le taux d'endettement financier net sur capitaux propres (gearing) du Groupe est de 38,6% au 31 décembre 2010 contre 31,3% au 31 décembre 2009. L'augmentation de ce ratio est essentiellement liée à l'acquisition en Inde de 51% du groupe Bharathi Cement réalisée à la fin du mois d'avril 2010. Cependant, il est important de noter une amélioration sensible du taux d'endettement financier net par rapport au 30 juin 2010 qui s'établissait alors à 41%.

Le taux d'imposition du Groupe s'établit à 14,6%, contre 17,0% pour l'exercice 2009. Cette baisse est le reflet de la contribution accrue des zones géographiques où les taux d'imposition sont les plus faibles, notamment au Sénégal et en Égypte du fait du succès des investissements réalisés, et de la baisse de l'activité du Groupe aux États-Unis et en France, pays dans lesquels les taux d'imposition sont les plus élevés. La marge nette sur résultat consolidé s'établit à 13,1% du chiffre d'affaires consolidé, contre 12,3% en 2009.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 203 millions d'euros, en hausse de +5,9% et de +2,1% à périmètre et taux de change constants.

2.2. COMPTE DE RÉSULTAT DU GROUPE PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES

2.2.1. Compte de résultat France

(En millions d'euros)	2010	2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre constant
CA consolidé	832	844	-1,5%	-1,5%
EBITDA	184	206	-10,9%	-10,9%
EBIT	131	153	-14,2%	-14,2%

Le chiffre d'affaires consolidé en France au 31 décembre 2010 affiche un léger recul de -1,5%. L'EBITDA s'établit à 183,9 millions d'euros, en baisse de -10,9%. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel ressort à 21,9% contre 24,2% en 2009.

- Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Ciment enregistre un recul de -1,8% sur l'année, qui ne reflète pas l'amélioration sensible de l'environnement au cours de cette période. Le Groupe a renoué avec la croissance des volumes, affichant une hausse de +1,2% en France et à l'export depuis la France. Les prix de vente enregistrent une légère baisse sur l'ensemble de l'exercice écoulé, en raison d'un mix géographique défavorable et de la pression concurrentielle principalement observée au premier trimestre dans les régions du Nord-Est et du Sud-Est de la France. Dans ce contexte, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en recul de l'ordre de 170 points de base par rapport à 2009. Cette baisse résulte principalement d'un effet prix négatif et du niveau d'activité réduit enregistré en début d'année en raison des conditions météorologiques particulièrement difficiles. Ainsi, il est à noter que la marge d'EBITDA s'est sensiblement redressée au cours du second semestre s'établissant à un niveau proche de celui enregistré au second semestre 2009, et ce en dépit de conditions climatiques plus difficiles au quatrième trimestre 2010.

- Dans l'activité Béton & Granulats, le chiffre d'affaires est en baisse de -1,8%. Cette activité a connu une évolution comparable à celle de l'activité Ciment. Les volumes de Béton & Granulats progressent respectivement de +1,0% et de +3,6%, ces marchés bénéficiant de la reprise progressive du marché du BTP et du résidentiel. Si les prix dans les granulats sont en légère croissance, le Groupe a constaté une érosion des prix de vente dans le béton en raison de pressions concurrentielles accrues sur certaines zones. Dans ce contexte, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel enregistre une baisse de l'ordre de 280 points de base par rapport à 2009. Néanmoins, et en ligne avec la tendance observée dans l'activité Ciment, la marge d'EBITDA sur le second semestre de l'exercice affiche une légère amélioration par rapport au premier semestre.
- Dans l'activité Autres produits & Services, le chiffre d'affaires consolidé est stable par rapport à 2009, avec un ralentissement de l'activité Chimie du Bâtiment en grande partie compensé par une solide progression de l'activité Transport. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel de cette activité est en baisse d'environ 70 points de base essentiellement en raison d'un recul marqué de la marge dans l'activité Papier.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2.2.2. Compte de résultat Europe (hors France)

(En millions d'euros)	2010	2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	318	298	+6,6%	-4,6%
EBITDA	86	80	+7,9%	-3,5%
EBIT	59	55	+7,5%	-3,8%

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2010 en Europe, hors France, est en hausse de +6,6%. A périmètre et taux de change constants, l'activité est en baisse de -4,6%. Les conditions météorologiques défavorables de fin d'année ont modéré le dynamisme de l'activité en Suisse au quatrième trimestre 2010. Par ailleurs, la dégradation de l'environnement économique et concurrentiel sur le marché italien s'est confirmée au cours de l'année.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en légère progression de 30 points de base et ressort à 27,1% contre 26,8% en 2009.

En Suisse, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe augmente sur l'exercice de +13,6% et de 0,9% à périmètre et taux de change constants.

- Dans l'activité Ciment, le chiffre d'affaires affiche une hausse de +10,7%. Cette performance résulte pour l'essentiel d'une solide hausse des volumes vendus soutenue par la livraison à des grands chantiers, par la poursuite du dynamisme du marché local et par l'extension de certaines zones de chalandises, éléments qui ont largement permis de compenser l'impact des conditions climatiques très difficiles enregistrées en fin d'année. Les prix de vente sont en léger recul sur l'exercice en raison d'un mix géographique plus défavorable lié à des livraisons effectuées auprès de chantiers et de clients plus éloignés, particulièrement en début d'année. Sur ces bases, et en s'appuyant sur une politique énergétique efficace, notamment dans l'utilisation accrue de combustibles secondaires, la marge d'EBITDA Ciment sur le chiffre d'affaires opérationnel affiche une solide progression de près de 150 points de base par rapport à 2009.

- Dans l'activité Béton & Granulats, le chiffre d'affaires consolidé enregistre un recul de -4,4%. Cette performance résulte pour l'essentiel d'une baisse des volumes de -4,2% dans le béton et de -6,4% dans les granulats sur l'ensemble de l'exercice. Les prix de vente sont restés globalement stables sur l'ensemble de l'exercice. Ainsi la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en retrait de l'ordre de 150 points de base.

- L'activité Préfabrication est en légère baisse de -1,5%. Les volumes de vente sont restés bien orientés (+6,6%) mais l'évolution du chiffre d'affaires a été affectée par une baisse sensible du prix moyen de vente en raison d'un mix produits particulièrement défavorable cette année. En dépit de ce dernier élément, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel enregistre une solide progression de près de 200 points de base.

En Italie, le chiffre d'affaires est en retrait de -45,5%, affecté par un très fort recul des volumes vendus dû à la dégradation de l'environnement macro-économique et sectoriel ainsi qu'aux mauvaises conditions climatiques du début d'année.

Le quatrième trimestre est venu confirmer cette tendance, marqué néanmoins par une légère inflexion favorable du rythme de baisse des volumes vendus. Dans ce contexte difficile, la pression sur les prix est restée logiquement forte tout au long de l'année et le Groupe a choisi de continuer à se concentrer sur le maintien de sa rentabilité au détriment des volumes, en focalisant ses efforts commerciaux sur certains clients stratégiques. Compte tenu de ces éléments, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est restée positive sur l'exercice mais a néanmoins enregistré un très fort recul de plus de 900 points de base.

2.2.3. Compte de résultat États-Unis

(En millions d'euros)	2010	2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	168	187	-10,0%	-14,3%
EBITDA	-6	12	n.s	n.s
EBIT	-37	-17	n.s	n.s

L'activité aux États-Unis est demeurée affectée par le contexte macro-économique et sectoriel difficile, aggravé par les conditions climatiques défavorables du premier trimestre. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2010 affiche une baisse de -14,3%.

Dans ce contexte, l'EBITDA du Groupe s'est sensiblement dégradé enregistrant sur l'ensemble de l'exercice une perte de 6 millions d'euros.

- Dans l'activité Ciment, le chiffre d'affaires consolidé recule de -17,6% sur l'exercice 2010. Si les volumes affichent un recul de -4,6% sur l'ensemble de l'année, cette évolution laisse en revanche apparaître au fur et à mesure des trimestres certains signes encourageants, avec un retour à la croissance sur l'ensemble de l'exercice dans le Sud-Est, et une nette décélération du rythme de baisse en Californie. Quant aux prix de vente, ils affichent toujours un net recul sur l'ensemble de l'exercice, sous l'effet d'un environnement concurrentiel toujours difficile. Néanmoins, il est intéressant de noter une très légère progression des prix de marché dans la région du Sud-Est au cours du quatrième

trimestre, et ce en base séquentielle. Sur ces bases, le Groupe a enregistré dans cette activité aux États-Unis un EBITDA négatif sur l'ensemble de l'année. Il est néanmoins important de noter le retour à une contribution positive de cette activité à l'EBITDA du Groupe au cours du second semestre.

- Dans l'activité Béton, le chiffre d'affaires consolidé baisse de -12,8%. En ligne avec l'activité Ciment, cette évolution fait néanmoins ressortir une amélioration de la situation dans le Sud-Est avec une très légère progression des volumes vendus sur l'ensemble de l'exercice. En Californie, après une forte baisse au premier semestre, les volumes ont renoué avec une solide croissance sur la seconde partie de l'année. Les prix de vente restent fortement affectés par l'environnement économique et les fortes pressions concurrentielles, notamment en Californie. Néanmoins le rythme de baisse s'est progressivement ralenti au cours de l'exercice, tant dans le Sud-est qu'en Californie. Sur ces bases, le Groupe a enregistré dans cette activité aux États-Unis un EBITDA négatif.

2.2.4. Compte de résultat Turquie, Inde et Kazakhstan

(En millions d'euros)	2010	2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	256	156	+63,7%	+23,2%
EBITDA	39	22	+78,7%	+43,0%
EBIT	18	8	+137,1%	+103,5%

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit en Turquie à 208 millions d'euros, soit une croissance de +23,2% sur l'exercice. Les volumes de vente sont en forte croissance sur l'ensemble de l'exercice, bénéficiant à la fois de la reprise économique vigoureuse et de conditions climatiques favorables au quatrième trimestre. Dans ce contexte de reprise du

secteur de la construction en général, les prix de vente enregistrent une solide progression même si la région d'Ankara connaît toujours des pressions concurrentielles.

Sur ces bases, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'améliore de près de 300 points de base et ressort à 17,7% contre 14,9% en 2009.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

- Dans l'activité Ciment, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires en progression de +16,1% sur l'année. L'augmentation des volumes a été supérieure à +10% sur l'exercice 2010, dont une croissance de plus de +15% sur le quatrième trimestre. Cette performance est le fruit d'une forte progression des volumes vendus sur le marché domestique, le Groupe ayant privilégié le marché local aux marchés à l'export. Dans ce contexte, et même si la pression concurrentielle reste palpable notamment dans la région d'Ankara, les prix enregistrent une solide croissance.

Compte tenu de ces éléments, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel de cette activité affiche une forte amélioration d'environ 470 points de base par rapport à 2009, soutenue par une progression sensible au cours du second semestre par rapport au premier semestre de l'exercice.

- Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Béton & Granulats progresse de +33,2%, soutenu par la forte progression des volumes vendus tant sur l'exercice (+26,9% pour le béton et +38,1% pour les granulats) que sur le quatrième trimestre (+21,0% pour le béton et +39,9% pour les granulats). Dans ce contexte de forte reprise des volumes, les prix de vente se sont progressivement rétablis et enregistrent une hausse solide sur l'ensemble de l'exercice. Néanmoins, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaire opérationnel est en retrait de l'ordre de 80 points de base sur l'ensemble de l'exercice par rapport à 2009 en raison d'une forte baisse de la rentabilité dans l'activité Béton sous l'effet d'une hausse des coûts de production.

En Inde, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 47,3 millions d'euros depuis le 1^{er} mai 2010, date

de consolidation de Bharathi Cement. L'activité du Groupe en Inde a été soutenue avec un volume de vente de plus de 1 million de tonnes de ciment et de clinker depuis cette date, une excellente performance en dépit du statut de «nouvel entrant» du Groupe sur un marché marqué par de fortes surcapacités. Les prix de vente marchés, après une période de forte baisse enregistrée au cours de la période de mousson, se sont sensiblement redressés au quatrième trimestre puis maintenus, effaçant ainsi la baisse des mois précédents.

Comme anticipé, et compte tenu de la phase de démarrage de l'usine de Bharathi Cement, l'activité a généré depuis le 1^{er} mai 2010 un niveau de marge d'EBITDA plus de moitié inférieure (11%) à celui du Groupe. Par ailleurs, il est à noter que si la rentabilité du Groupe dans cette région a été particulièrement affectée au cours du troisième trimestre par une mousson inhabituellement défavorable, la montée en puissance progressive des volumes vendus, couplée à l'amélioration sensible des prix de vente au cours du quatrième trimestre, ont permis au Groupe d'enregistrer au cours de cette dernière période une très nette amélioration de sa marge d'EBITDA.

Au Kazakhstan, l'usine greenfield Jambyl Cement, est entrée en phase de production au mois de décembre 2010 conformément au calendrier initialement établi. Ainsi, après une période de montée en puissance progressive, l'usine de Jambyl Cement, d'une capacité annuelle de plus de 1,1 million de tonnes, pourra s'appuyer pleinement sur ses technologies de dernières générations et son positionnement géographique idéal pour saisir les opportunités d'un marché kazakh attendu en forte croissance au cours des prochaines années, et qui est aujourd'hui caractérisé par une situation de sous-capacité de production.

2.2.5. Compte de résultat Afrique et Moyen-Orient

(En millions d'euros)	2010	2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	441	411	+7,2%	+5,5%
EBITDA	202	153	+31,5%	+29,0%
EBIT	165	123	+34,1%	+31,3%

Dans la région Afrique et Moyen-Orient, le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2010 s'établit à 441 millions d'euros en hausse de +5,5% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBITDA

sur le chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 45,0% en 2010 contre 36,9% sur la même période en 2009. Cette très forte progression tient compte d'un élément non récurrent positif lié à la révision rétroac-

tive du montant à la tonne de la taxe sur le ciment en Égypte. Après neutralisation de cet élément, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 41,0%, en progression de plus de 400 points de base par rapport à l'an passé.

- En Égypte, le chiffre d'affaires consolidé affiche une solide augmentation de +7,6%. Après un premier trimestre marqué par un certain nombre d'événements défavorables et exceptionnels, le Groupe a renoué avec une forte croissance, enregistrant sur l'ensemble de la période une solide progression des volumes vendus de +7,4%. Dans ce contexte, les prix sont restés stables sur l'ensemble de l'année.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel du Groupe en Égypte enregistre une progression exceptionnelle mais non pertinente, puisqu'elle intègre un produit de 18 millions d'euros lié à la révision du montant de la taxe sur le ciment.

Retraité de cet élément exceptionnel, la marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires opérationnel en Égypte est néanmoins en progression sensible de plus de 230 points de base.

- Sur la zone Afrique de l'Ouest, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de +3,7% au cours de l'année. Cette progression résulte d'une solide croissance des volumes de ciment vendus de +6,2% sur l'année. Les prix de vente moyens affichent une légère baisse, essentiellement en raison de la politique commerciale de diversification géographique des ventes.

La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel en Afrique de l'Ouest est en très forte progression, d'environ 530 points de base, sous les effets du plan Performance 2010, et notamment de la croissance des ventes, d'une meilleure efficacité de l'outil de production et de l'arrêt des achats externes de clinker.

2.3. COMPTE DE RÉSULTAT DU GROUPE PAR ACTIVITÉS

2.3.1. Activité Ciment

(En millions d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
Volume (kt)	16 179	14 507	+11,5%	
CA opérationnel	1 224	1 129	+8,4%	+1,4%
CA consolidé	1 033	950	+8,8%	+1,1%
EBITDA	413	364	+13,4%	+9,2%
EBIT	303	269	+12,5%	+9,4%

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Ciment est en hausse de +8,8% et de +1,1% à périmètre et taux de change constants. Les volumes ont enregistré une forte croissance sur la période de +11,5%.

L'EBITDA s'établit à 413 millions d'euros, en hausse de +9,2%. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel est en progression à 33,7% contre 32,2% en 2009.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2.3.2. Activité Béton & Granulats

(En millions d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
Volume Béton (km ³)	7 749	7 121	+8,8%	
Volume Granulats (kt)	20 766	18 675	+11,2%	
CA opérationnel	752	724	+3,9%	+0,3%
CA consolidé	716	696	+3,0%	-0,4%
EBITDA	62	83	-24,6%	-28,4%
EBIT	19	40	-52,9%	-55,7%

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Béton & Granulats est en hausse de +3,0% et quasi stable à périmètre et change constants. Les volumes de béton livrés ont augmenté de +8,8% sur la période et les volumes de Granulats de +11,2%.

L'EBITDA s'inscrit en baisse de -28,4%. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel baisse sensiblement, s'établissant à 8,3% contre 11,4% en 2009.

2.3.3. Activité Autres Produits & Services

(En millions d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009	Variation (%)	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA opérationnel	333	314	+6,3%	+1,5%
CA consolidé	264	251	+5,4%	-0,5%
EBITDA	29	26	+10,4%	+2,9%
EBIT	16	13	+19,1%	+10,3%

Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité Autres Produits & Services enregistre une hausse de +6,3% et de +1,5% à périmètre et change constants.

L'EBITDA est en progression de +2,9% par rapport à 2009. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel enregistre donc une légère hausse à 8,7% contre 8,4% en 2009.

III. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE

À l'issue de l'exercice 2010, le Groupe présente une structure financière solide qui peut être caractérisée par les indicateurs suivants :

(En millions d'euros)	2010	2009	Évolution
Dettes financières brutes	1 284	887	397
Trésorerie	-296	-235	-61
Dettes financières nettes	988	653	335
Capitaux propres consolidés	2 557	2 082	469
<i>Ratio d'endettement « gearing »</i>	<i>38,60%</i>	<i>31,40%</i>	
EBITDA	504.3	473	
<i>Ratio de « leverage »</i>	<i>x1,96</i>	<i>x 1,38</i>	

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers. Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du Groupe, du faible niveau de l'endettement net représentant 38,6 % des capitaux propres consolidés (« gearing ») et 1,96 fois l'EBITDA consolidé (« leverage »), et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces « covenants » ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 31 décembre 2010, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les « covenants » contenus dans les contrats de financement.

En juin 2010, le Groupe a finalisé du financement de la cimenterie Greenfield de Vicat Sagar située en Inde. Ce financement, arrangé par International Finance Corporation (IFC), filiale de la Banque Mondiale, s'élève à 190 millions d'euros environ. Il comprend une première tranche de 135 millions d'euros arrangée par IFC avec le concours de trois institutions de financement du développement, DEG, FMO et PROPARCO, et une seconde tranche de 55 millions d'euros syndiquée par IFC auprès du Crédit Agricole CIB, du Crédit

Industriel et Commercial, de Natixis et de la Société Générale. Les maturités des deux tranches sont respectivement de 11 et 8 ans. Ce financement a fait l'objet début 2011 de swap en roupies à taux fixe, permettant ainsi de protéger la filiale contre les fluctuations de taux et de change tout en disposant d'un coût de financement compétitif en roupies.

Le Groupe a annoncé le 12 janvier dernier avoir émis 450 millions de dollars US et 60 millions d'euros de dette obligataire par le biais d'un placement privé sur le marché américain (USPP / United States Private Placement).

Cette opération, largement sursouscrite, illustre la volonté du Groupe de maintenir une bonne diversification de ses sources de financement et de rallonger la maturité de sa dette.

Les produits de l'opération serviront à rembourser par anticipation certaines lignes de crédit et rallongent de manière significative la maturité moyenne de la dette du Groupe. Celle-ci s'établit ainsi à 5 années à l'issue de l'opération contre un peu plus de 2 ans avant l'opération.

COMMENTAIRES SUR LES CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2010, le Groupe dispose des lignes de financements confirmées, utilisées et/ou disponibles suivantes :

Type de ligne	Emprunteur	Année de mise en place	Autorisation en millions			Utilisation (M€)	Échéance	Taux Fixe (TF)/Taux variable (TV)
			Devise	En devises	En €			
Placement Privé US	Vicat SA	2003	\$	240,0	211,9	211,9	2013 à 2015	TV/TF
	Vicat SA	2010	\$	370,0	278,7	278,7	2017 à 2022	TF
Crédit syndiqué	Vicat SA	2009	€	445,0	445,0	(1)	2012	TV
Lignes bilatérales bancaires	Vicat SA	2009	€	240,0	240,0	(1)	2014	TV
	Vicat SA	2010	€	80,0	80,0	(1)	2011	TV
	Vicat SA	Sans	€	11,0	11,0	(1)	Sans	TV
Total lignes bancaires	Vicat SA		€	776,0	776,0	565,0	2011 à 2014	TV
	Sococim	2006	FCFA	20 000,0	30,5	30,5	2011	TF
	Sococim	2007	€	14,3	14,3	14,3	2011 à 2013	TV
	Sococim	2009	FCFA	37 000,0	56,4	10,0	2011	TV
	CMM	2007	FCFA	200,0	0,3	0,3	2011 à 2012	TF
(Club Deal)	SCC	2007	EGP	300,0	38,7	0,0	2012	TV
	NCC	2008	\$	10,0	7,5	0,0	2011 et 2012	TV
	Vigier	2009	CHF	23,0	18,4	18,4	2011 à 2019	TF
	Jambyl	2008	\$	50,0	37,4	37,4	2012 à 2018	TV
	Jambyl	2008	\$	110,0	82,3	82,3	2011 à 2015	TV
Total prêts ou lignes bilatérales filiales					285,7	193,1		
Juste valeur des dérivés						(4,7)		
Total moyen terme					1 552,3	1 244,1		
Autres dettes						40,4		
Total endettement brut					1 552,3	1 284,4		

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 304 millions d'euros au 31 décembre 2010 (609 millions d'euros au 31 décembre 2009). Par ailleurs, le Groupe a mis en place un financement dédié de plus de 190 M€ destiné à couvrir les besoins résultant de la construction en Inde de l'usine greenfield de Vicat Sagar Cement

Le Groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 152 millions d'euros. Au 31 décembre 2010, le montant des billets émis s'élève à 152 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées

pour le montant émis et sont classés comme telles en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Sur la dette brute totale de 1 284 M€, la part à taux fixe s'élève à 454 M€ au 31 décembre 2010. Compte tenu d'opérations de couverture réalisée à hauteur de 412 millions d'euros (caps et swaps), le montant de la dette à taux variable non couverte ressort à 418 M€. Cette part de dette non couverte résulte de l'existence de trésorerie disponible, des anticipations d'évolution de la dette (et notamment la fin de la mise en place en janvier 2011 du placement privé US qui a permis de transformer 120 M€ de dette à taux variable en dette à taux fixe) et enfin de marchés émergents sur lesquels les instruments de couverture ne sont pas toujours disponibles.

IV. PERSPECTIVES 2011

Sur l'exercice 2011, le Groupe souhaite fournir des éléments d'appréciation sur ses différents marchés :

- **En France**, en 2011, le Groupe s'attend à une reprise progressive des volumes vendus dans un environnement prix qui devrait se stabiliser, voire très légèrement progresser.
- **En Suisse**, l'environnement devrait rester globalement favorable, en s'appuyant sur la poursuite d'importants projets d'infrastructures, et des niveaux de prix attendus en légère amélioration.
- **En Italie**, le Groupe anticipe une situation qui devrait rester difficile avec un environnement concurrentiel peu favorable. Néanmoins, compte tenu des niveaux actuels de consommation de ciment, les volumes devraient progressivement se stabiliser et les prix de vente remonter.
- **Aux États-Unis**, même si la visibilité reste particulièrement faible tant sur la situation macro-économique que sur l'importance des investissements que pourraient réaliser les États, le Groupe anticipe une amélioration très progressive sur ses marchés, tant en terme de volumes que de prix.
- **En Turquie**, l'amélioration de l'environnement enregistrée en 2010 devrait se poursuivre en 2011. Dans ce contexte, le Groupe devrait être en mesure de tirer pleinement profit de l'efficacité de son outil industriel en s'appuyant sur les investissements réalisés dans le cadre du plan Performance 2010.
- **En Égypte**, le Groupe tient à préciser que son outil industriel n'a pas été affecté par les événements récents, et qu'à ce jour l'usine fonctionne normalement. Le Groupe reste confiant quant à l'évolution du marché égyptien et en sa capacité à pleinement bénéficier de sa croissance.
- **En Afrique de l'Ouest**, l'environnement de marché devrait rester globalement favorable, mais restera étroitement lié aux investissements des pouvoirs publics dans les grands projets d'infrastructures d'une part, et à l'évolution des transferts financiers en pro-

venance de la diaspora issue de cette région d'autre part. Le Groupe poursuivra ses efforts d'expansion sur l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest, fort d'un outil industriel modernisé et performant.

- **En Inde**, l'acquisition d'une participation majoritaire dans Bharathi Cement et le démarrage de sa seconde ligne de production en fin d'année 2010, ont permis au Groupe de renforcer sensiblement sa position en Inde, marché dont la consommation de ciment est en forte croissance. Deuxième opération majeure de Vicat, complémentaire de sa joint-venture actuelle Vicat Sagar Cement, ce partenariat va permettre de faire émerger deux acteurs importants dans le sud de l'Inde, avec à terme une capacité nominale totale de plus de 10 millions de tonnes, et qui pourront s'appuyer sur de fortes synergies opérationnelles et des plans d'expansion ambitieux.
- **Au Kazakhstan**, Vicat est satisfait du démarrage de l'usine de Jambyl Cement d'une capacité de 1,1 million de tonnes intervenue au cours du mois de décembre dernier. Fort d'un bon positionnement géographique et d'un outil industriel des plus performants, le Groupe devrait progressivement tirer pleinement profit d'un marché qui devrait bénéficier d'une solide croissance du secteur de la construction et des infrastructures.

Dans cet environnement, Vicat est déterminé à poursuivre prudemment sa stratégie de développement, en s'appuyant :

- sur une structure financière solide ;
- sur les effets des plans Performance, liés notamment à la réduction des coûts de production générée par la modernisation de l'outil industriel, et le renforcement des positions industrielles et commerciales du Groupe ;
- et enfin, sur la réussite de ses développements au Kazakhstan et en Inde.

COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2010

Comptes consolidés au 31 décembre 2010	64
État de la situation financière consolidée	65
Compte de résultat consolidé	66
État du résultat global consolidé	67
État des flux de trésorerie consolidés	68
État de variation des capitaux propres consolidés	69
Annexe aux comptes consolidés 2010	70
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	107

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AU 31 DÉCEMBRE 2010

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2010	31 décembre 2009
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	3	1 031 189	671 224
Autres immobilisations incorporelles	4	101 496	74 484
Immobilisations corporelles	5	2 179 837	1 782 307
Immeubles de placement	7	18 086	19 206
Participations dans des entreprises associées	8	38 536	36 579
Actifs d'impôts différés	25	2 553	2 682
Créances et autres actifs financiers non courants	9	83 229	68 387
Total des actifs non courants		3 454 926	2 654 869
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	10	356 521	295 140
Clients et autres débiteurs	11	302 801	320 538
Actifs d'impôts exigibles		10 622	6 050
Autres créances	11	145 422	103 285
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	296 176	234 708
Total des actifs courants		1 111 542	959 721
Total de l'actif		4 566 468	3 614 590
PASSIF (en milliers d'euros)			
	Notes	31 décembre 2010	31 décembre 2009
CAPITAUX PROPRES			
Capital	13	179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Réserves consolidées		1 950 172	1 691 382
Capitaux propres part du Groupe		2 140 979	1 882 189
Intérêts minoritaires		416 123	199 384
Total capitaux propres		2 557 102	2 081 573
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	14	49 737	44 090
Autres provisions	15	87 103	87 498
Dettes financières et options de vente	16	1 203 963	660 090
Impôts différés passifs	25	146 458	146 016
Autres passifs non courants		22 808	26 231
Total des passifs non courants		1 510 069	963 925
PASSIFS COURANTS			
Provisions	15	10 168	8 169
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	16	90 515	227 256
Fournisseurs et autres créditeurs		238 587	189 820
Passifs d'impôts exigibles		9 496	6 962
Autres dettes	18	150 531	136 885
Total des passifs courants		499 297	569 092
Total des passifs		2 009 366	1 533 017
Total capitaux propres et passifs		4 566 468	3 614 590

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2010

(En milliers d'euros)	Notes	2010	2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	19	2 013 659	1 896 013
Achats consommés		(1 182 523)	(1 076 892)
VALEUR AJOUTÉE	1.22	831 136	819 121
Charges de personnel	20	(324 532)	(309 446)
Impôts, taxes et versements assimilés		(45 055)	(55 532)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	1.22 & 23	461 549	454 143
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations	21	(158 485)	(158 340)
Autres produits et charges	22	30 442	8 348
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	23	333 506	304 151
Coût de l'endettement financier net	24	(25 258)	(23 977)
Autres produits financiers	24	6 655	8 779
Autres charges financières	24	(8 747)	(8 736)
RÉSULTAT FINANCIER	24	(27 350)	(23 934)
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	8	2 680	1 021
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		308 836	281 238
Impôts sur les résultats	25	(44 595)	(47 669)
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		264 241	233 569
Part attribuable aux intérêts minoritaires		61 505	42 171
PART ATTRIBUABLE AU GROUPE		202 736	191 398
EBITDA	1.22 & 23	504 294	473 011
EBIT	1.22 & 23	336 942	321 923
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		408 912	387 368
Résultat par action (en euros)			
Résultat net part du groupe de base et dilué par action	13	4,52	4,26

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

DE L'EXERCICE 2010

(En milliers d'euros)	2010	2009
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	264 241	233 569
Écarts de conversion	116 427	(35 658)
Couverture des flux de trésorerie	5 308	(7 752)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	(1 828)	2 669
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (après impôt)	119 907	(40 741)
RÉSULTAT GLOBAL	384 148	192 828
Part attribuable aux intérêts minoritaires	68 350	35 884
PART ATTRIBUABLE AU GROUPE	315 798	156 944

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

	2010			2009		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Écarts de conversion	116 427	-	116 427	(35 658)	-	(35 658)
Couverture des flux de trésorerie	5 308	(1 828)	3 480	(7 752)	2 669	(5 083)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (après impôt)	121 735	(1 828)	119 907	(43 410)	2 669	(40 741)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

DE L'EXERCICE 2010

(En milliers d'euros)	Notes	2010	2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net consolidé		264 241	233 569
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(2 680)	(1 021)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		135	135
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité:			
• amortissements et provisions		166 443	164 658
• impôts différés		(12 394)	(5 962)
• plus ou moins values de cession		(7 942)	(1 312)
• gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		1 184	(2 671)
• autres		(75)	(28)
Capacité d'autofinancement		408 912	387 368
Variation du besoin en fonds de roulement		(6 192)	(4 260)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles ⁽¹⁾	27	402 720	383 108
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations:			
• immobilisations corporelles et incorporelles		(321 265)	(270 221)
• immobilisations financières		(22 467)	(14 455)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations:			
• immobilisations corporelles et incorporelles		17 678	6 082
• immobilisations financières		9 202	2 325
Incidence des variations de périmètre		(224 952)	(3 463)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	28	(541 804)	(279 732)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés		(83 584)	(88 945)
Augmentations de capital		9 729	5 504
Émissions d'emprunts		698 176	148 372
Remboursements d'emprunts		(424 106)	(56 724)
Acquisitions d'actions propres		(22 749)	(9 029)
Cessions – attributions d'actions propres		27 320	20 172
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		204 786	19 350
Incidences des variations de cours des devises		7 993	(4 753)
Variation de la trésorerie		73 695	117 973
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	29	213 011	95 038
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	29	286 706	213 011

⁽¹⁾ Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (46 910) milliers d'euros en 2010 et (51 898) milliers d'euros en 2009.

Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (19 392) milliers d'euros en 2010 et (15 556) milliers d'euros en 2009.

ÉTAT DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto-contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2009	179 600	11 207	(99 250)	1 746 954	(63 999)	1 774 512	179 256	1 953 768
Résultat annuel				191 398		191 398	42 171	233 569
Autres éléments du résultat global				(5 083)	(29 371)	(34 454)	(6 287)	(40 741)
<i>Résultat global</i>				<i>186 315</i>	<i>(29 371)</i>	<i>156 944</i>	<i>35 884</i>	<i>192 828</i>
Dividendes distribués				(65 637)		(65 637)	(23 561)	(89 198)
Variation nette des actions propres			9 634	989		10 623	-	10 623
Variations de périmètre				5 736		5 736	2 289	8 025
Augmentation de capital						0	5 618	5 618
Autres variations				11		11	(102)	(91)
Au 31 décembre 2009	179 600	11 207	(89 616)	1 874 368	(93 370)	1 882 189	199 384	2 081 573
Résultat annuel				202 736		202 736	61 505	264 241
Autres éléments du résultat global				3 480	109 582	113 062	6 845	119 907
<i>Résultat global</i>				<i>206 216</i>	<i>109 582</i>	<i>315 798</i>	<i>68 350</i>	<i>384 148</i>
Dividendes distribués				(65 875)		(65 875)	(17 998)	(83 873)
Variation nette des actions propres			4 319	166		4 485	-	4 485
Variations de périmètre						0	150 381	150 381
Augmentation de capital				4 529		4 529	19 573	24 102
Autres variations				(147)		(147)	(3 567)	(3 714)
Au 31 décembre 2010	179 600	11 207	(85 297)	2 019 257	16 212	2 140 979	416 123	2 557 102

Les réserves de conversion Groupe au 31 décembre 2010 se ventilent comme suit par devises (en milliers d'euros) :

Dollar US	(8 741)
Franc suisse	119 216
Livre turque	(42 085)
Livre égyptienne	(26 221)
Tengué kazakh	(26 986)
Ouguiya mauritanien	(3 167)
Roupie indienne	4 196
	<u>16 212</u>

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 2010

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION	71
NOTE 2	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE ET AUTRES FAITS MARQUANTS	79
NOTE 3	GOODWILL	80
NOTE 4	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	81
NOTE 5	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	81
NOTE 6	CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT ET CRÉDIT BAIL	82
NOTE 7	IMMEUBLES DE PLACEMENT	83
NOTE 8	PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	83
NOTE 9	CRÉANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS	84
NOTE 10	STOCKS ET ENCOURS	84
NOTE 11	CRÉANCES	11
NOTE 12	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	12
NOTE 13	CAPITAL SOCIAL	13
NOTE 14	AVANTAGES AU PERSONNEL	14
NOTE 15	AUTRES PROVISIONS	89
NOTE 16	DETTES FINANCIÈRES ET OPTIONS DE VENTE	16
NOTE 17	INSTRUMENTS FINANCIERS	91
NOTE 18	AUTRES DETTES	93
NOTE 19	CHIFFRE D'AFFAIRES	94
NOTE 20	CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS	94
NOTE 21	DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	94
NOTE 22	AUTRES PRODUITS ET CHARGES	94
NOTE 23	INDICATEURS DE PERFORMANCE	95
NOTE 24	RÉSULTAT FINANCIER	95
NOTE 25	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	96
NOTE 26	INFORMATION SECTORIELLE	98
NOTE 27	FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	100
NOTE 28	FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS	100
NOTE 29	COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE NETTE	101
NOTE 30	RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	101
NOTE 31	TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES	101
NOTE 32	HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES	102
NOTE 33	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	102
NOTE 34	LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2010	103

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

1.1. Déclaration de conformité

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1^{er} janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 31 décembre 2010.

Les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB, mais non encore entrés en vigueur au 31 décembre 2010 n'ont pas été appliqués par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture. Il s'agit notamment d'IAS 24 révisée concernant les informations relatives aux parties liées, les amendements à IFRIC 14 concernant les actifs de régimes à prestations définies et les obligations de financement minimum, ainsi que les amendements à IFRIC 19 concernant l'extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres.

Les comptes consolidés du 31 décembre présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2009, à l'exception des nouvelles normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2010.

Ces nouvelles normes, d'application prospective, concernent principalement au niveau du Groupe IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « États financiers consolidés et individuels », dont les modalités d'applications sont décrites dans la note 1.4 « Regroupement d'entreprises – *Goodwill* » de la présente annexe.

Ces comptes ont été définitivement arrêtés et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 février 2011, et seront soumis à l'Assemblée Générale du 6 mai 2011 pour approbation.

1.2. Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an). L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture.

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses soient faites par la direction du Groupe, ayant une incidence directe sur les états financiers. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (notes 1.17 et 15), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (notes 1.15 et 14) ;
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (notes 1.16 et 16) ;
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur (notes 1.14 et 17) ;
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 1.4, 1.11 et 3) ;
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme définitive (notes 1.7 et 4 relatives aux quotas d'émission).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

1.3. Principes de consolidation

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels des sociétés arrêtés au 31 décembre et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes significatives sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Filiales :

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Coentreprises :

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui font l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Entreprises associées :

Les participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les *goodwill* dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne « titres mis en équivalence ». La liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 31 décembre 2010 figure dans la note 34.

1.4. Regroupement d'entreprises - *Goodwill*

À compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « États financiers consolidés et individuels ». Ces normes révisées étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010 :

Ils sont comptabilisés selon la méthode de

l'acquisition. Le *goodwill* représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition. Les *goodwill*s issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS 1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités et les *goodwill*s y afférent ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût (« *goodwill* négatif »), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un *goodwill*.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010 :

La norme IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises », d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du *goodwill* en une seule fois, lors de la prise de contrôle.

Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :

- soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du *goodwill* «partiel»);
- soit à leur juste valeur (option du *goodwill* «complet»).

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un écart d'acquisition dit «complet».

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat.
- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

Conformément à IAS 36 (cf. note 1.11), les *goodwill*s font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation, consistant à comparer leur valeur nette comptable à leur valeur d'utilité déterminée sur la base d'une méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque cette dernière s'avère inférieure à la première, une dépréciation correspondant à la perte de valeur ainsi déterminée est constatée.

1.5. Monnaies étrangères

Transactions en monnaies étrangères:

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères:

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant

le cours de change en vigueur à la date de clôture, les produits et charges du compte de résultat et les flux du tableau des flux de trésorerie en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS 1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants:

	Cours de clôture		Cours moyen	
	2010	2009	2010	2009
USD	1,3362	1,4406	1,3268	1,3933
CHF	1,2504	1,4836	1,3823	1,5099
EGP	7,7537	7,9113	7,4799	7,718
TRL	2,0694	2,1547	1,9973	2,1623
KZT	196,922	213,91	195,71	206,18
MRO	378,003	379,02	370,186	369,67
INR	59,758	67,04	60,6318	67,36

1.6. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service.

Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire. Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

Les frais de recherche et développement inscrits en charges en 2010 s'élèvent à 1 913 milliers d'euros (1 757 en 2009).

1.7. Quotas d'émission

En l'absence de norme définitive de l'IASB concernant les quotas d'émission de gaz à effet de serre, le traitement comptable suivant a été retenu :

- les quotas alloués par l'État dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas (PNAQ II) ne donnent lieu à aucune comptabilisation tant à l'actif qu'au passif (14 011 milliers de tonnes sur la période 2008-2012) ;
- seuls les quotas détenus en excédent des émissions réelles cumulées font l'objet d'une constatation à l'actif en autres immobilisations incorporelles à la clôture ;
- la constatation des excédents, les ventes de quotas ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Émission (CERs) sont constatés dans le résultat de l'exercice.

1.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ceux-ci sont amortis sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	Actifs ciment	Actifs béton granulats
Génie civil	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Équipements annexes	8 ans	5 à 10 ans
Électricité	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations	5 ans	5 ans

Les terrains de carrière sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées.

Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

1.9. Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés par le bailleur au locataire, sont classés en contrats de location financement conformément à IAS 17. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les biens détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles pour le montant le plus bas de la juste valeur ou de la valeur actuelle des loyers minimum à la date de début des contrats et amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location et de sa durée d'utilité, avec en contrepartie, la dette afférente au passif.

1.10. Immeubles de placement

Le Groupe comptabilise ses immeubles de placement au coût historique, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs pratiqués. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité (10 à 25 ans). La juste valeur de ses placements immobiliers est déterminée par les services dédiés du Groupe, principalement sur la base d'évaluations réalisées par capitalisation des loyers encaissés ou par référence aux prix du marché observés lors de transactions réalisées sur des biens comparables. Elle est présentée en annexe à chaque clôture annuelle.

1.11. Dépréciation d'actifs

Conformément à IAS 36, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charges au compte de résultat, dès lors que la valeur

comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans. Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les *cash flows* prévisionnels sont déterminés sur la base des éléments suivants inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les cinq premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10 ;
- les investissements de maintien ;
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Les flux de trésorerie projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) avant impôts, conformément aux prescriptions de la norme IAS 36. Ce dernier est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, ainsi que d'une prime pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'UGT concernée.

En effet, lorsque qu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent. L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / pays / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

La valeur des actifs ainsi testée, à minima annuellement au niveau de chaque UGT, est composée des actifs non courants incorporels et corporels et du Besoin en Fonds de Roulement.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini ;
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la

diminution de un point du taux d'actualisation retenu sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des *goodwills* et des autres actifs incorporels et corporels inclus dans les comptes consolidés du Groupe.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux *goodwills*, qui sont définitives.

1.12. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

1.13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à trois mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

1.14. Instruments financiers

Actifs financiers :

Le Groupe classe ses actifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, dans l'une des

quatre catégories d'instruments financiers suivantes prévues par la norme IAS 39, en fonction des raisons ayant motivé leur acquisition à l'origine :

- les prêts et créances à long terme, actifs financiers non cotés sur un marché actif, dont le paiement est déterminé ou déterminable ; ils sont évalués au coût amorti ;
- les actifs disponibles à la vente qui intègrent notamment, selon la norme, les titres de participation dans des sociétés non consolidées ; ils sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée du coût des ventes à la clôture ;
- les actifs financiers évalués à leur juste valeur par le résultat, parce que détenus à des fins de transaction (acquis et détenus en vue d'être revendus à court terme) ;
- les placements détenus jusqu'à leur échéance, qui comprennent les titres cotés sur un marché actif assortis de paiements déterminés et à échéances fixées ; le Groupe ne possède pas de tels actifs à la clôture des exercices présentés.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction. Les actifs financiers font l'objet d'une revue à chaque clôture annuelle afin d'identifier l'existence éventuelle d'un indice de perte de valeur.

Passifs financiers :

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires,... Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Actions d'autocontrôle :

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Instruments dérivés et relations de couverture :

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des *swaps* et *caps* de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et *swaps* de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives. Cependant, certains instruments financiers dérivés utilisés ne sont pas, pas encore ou plus éligibles à la comptabilité de couverture à la date de clôture selon les critères de la norme IAS 39.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier (« Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers »). Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des *swaps* de taux, *swaps* de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux « zéro coupon » en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;
- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future « hautement probable ») et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est

démontrée dès son origine puis par la vérification régulière et la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la variation de la juste valeur de l'instrument financier couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de Flux de Trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

1.15. Avantages au personnel

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe, prévoient des avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, retraite chapeau pour les dirigeants...) ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales, ...).

Les régimes à cotisations définies, dont les cotisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, ne constituant pas un engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à constitution de provisions.

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe. Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation,...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux clauses prévues par les conventions collectives et aux usages.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux États-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Ils sont donc provisionnés dans l'état de la situation financière, déduction faite, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis. En cas d'excédent d'actif, celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par IAS 19.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et / ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. En application de l'option offerte par IFRS 1, le groupe a choisi de mettre à zéro les écarts actuariels liés aux avantages au personnel non encore reconnu dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres. La part de gains et pertes actuariels excédant 10% de la plus grande de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ou la juste valeur des actifs du régime est comptabilisée en résultat. Les écarts actuariels résiduels sont étalés sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel adhérant à chaque régime, selon la méthode dite du « corridor », à l'exception de ceux concernant les autres avantages à long terme.

1.16. Options de vente consenties sur actions de filiales consolidées

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en *goodwill*, pour les options émises avant le 1^{er} janvier 2010 ;
- en diminution des capitaux propres part du Groupe pour les options émises après le 1^{er} janvier 2010.

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule,...) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du *goodwill* (options émises avant le 1^{er} janvier 2010) ;
- soit en contrepartie des capitaux propres part du Groupe (options émises après le 1^{er} janvier 2010).

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat part du Groupe reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

1.17. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie, pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an, font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

1.18. Chiffre d'affaires

Conformément à IAS 18, le chiffre d'affaires est constaté à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert des risques et avantages significatifs liés à la propriété à l'acheteur, ce qui correspond généralement à la date du transfert de propriété du produit ou la réalisation du service.

1.19. Impôts et taxes

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET) qui comprend deux nouvelles contributions :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée.

Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités, la qualification donnée par le Groupe à la CET est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat. En conséquence, la CET est comptabilisée en résultat opérationnel tout comme l'était la taxe professionnelle jusqu'à fin décembre 2009.

1.20. Impôts sur le résultat

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales et les coentreprises du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location financement, sauf si la différence temporelle est générée par un *goodwill*. Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité. Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés.

1.21. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée dans la note 26 a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux secteurs et zones géographiques.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des trois secteurs dans lesquels le Groupe exerce son activité : le Ciment, le Béton & Granulats et les Autres Produits & Services. Les indicateurs de gestion présentés ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT (cf. § 1.22), total des actifs non courants, capitaux nets investis (cf. § 26), investissements industriels, dotation nette aux amortissements des immobilisations et effectifs. Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du *reporting* interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels et zones géographiques définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

1.22. Indicateurs financiers

La définition des indicateurs de performance financière, utilisés par le Groupe, comme par d'autres acteurs industriels notamment dans le domaine des matériaux de construction, et présentés avec le compte de résultat, est la suivante :

- **Valeur Ajoutée** : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires ;
- **Excédent Brut d'Exploitation** : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation ;
- **EBITDA** (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires ;
- **EBIT** (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

1.23. Saisonnalité

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux

deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

NOTE 2 VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE ET AUTRES FAITS MARQUANTS

Un environnement macro-économique toujours contrasté

L'année 2010 peut être caractérisée d'exercice de transition, marquée par un environnement macro-économique contrasté. En effet, si les signes de reprise sont restés timides dans les principaux pays matures sur lesquels le Groupe est présent, le dynamisme des pays émergents s'est vu confirmé. Dans ce contexte, le groupe Vicat a affiché une solide performance tout en consolidant son assise opérationnelle et son appareil industriel grâce aux effets bénéfiques des plans Performance 2010 et Performance Plus. Parallèlement, le Groupe a poursuivi sa stratégie de croissance dans les pays à fort potentiel comme l'attestent l'acquisition de Bharathi Cement Corporation Private Ltd en Inde et le démarrage de la cimenterie de Jambyl Cement au Kazakhstan.

Acquisition de 51% de Bharathi Cement Corporation Private Ltd en Inde

Le Groupe a annoncé fin avril 2010 la signature d'un accord avec les actionnaires de Bharathi Cement Corporation Private Ltd Limited (BCCL), cimentier opérant dans l'État de l'Andhra Pradesh, portant sur l'acquisition de 51% du capital de cette société. Cette acquisition a été financée par la dette. BCCL possède une cimenterie composée de deux lignes de production qui représentent, fin 2010, une capacité annuelle totale de 5 millions de tonnes de ciment.

Cette acquisition d'une participation majoritaire dans la société Bharathi Cement Corporation Private Ltd est complémentaire de la joint venture Vicat Sagar Cement Private Ltd et permet au Groupe de renforcer sa position sur un marché à fort potentiel. En application de la norme IFRS 3 révisée (cf. note 1.11), le Groupe a choisi l'option du *goodwill* partiel pour la comptabilisation de l'acquisition de Bharathi Cement Corporation Private Ltd.

Mise en production de la cimenterie de Jambyl Cement au Kazakhstan

L'usine *greenfield* Jambyl Cement au Kazakhstan est entrée en phase de production en fin d'année conformément au calendrier établi. D'une capacité de production supérieure à 1,1 million de tonnes en

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

année pleine, cette nouvelle cimenterie permettra au Groupe de tirer profit des fortes potentialités et de la croissance du Kazakhstan, pays importateur net de ciment.

Acquisition de L. Thiriet & Cie

Le Groupe a acquis en décembre 2010 L. Thiriet & Cie, société basée en Meurthe et Moselle et spécialisée dans la production de Béton et Granulats. L. Thiriet & Cie exploite trois centrales à béton et quatre carrières de granulats, d'une capacité annuelle globale d'environ 100 000 m³ de béton et 500 000 tonnes de granulats. En 2009, L. Thiriet & Cie a réalisé un chiffre d'affaires de 19 millions d'euros. Avec cette acquisition, Vicat élargit et renforce son activité au sud de la Lorraine.

Refinancement de la dette du Groupe

Le Groupe a émis 450 millions de dollars US et 60 millions d'euros de dette obligataire par le biais d'un placement privé sur le marché américain. Cette opération, largement sursouscrite, illustre la volonté du Groupe de maintenir une bonne diversification de ses sources de financement et de rallonger la maturité de sa dette.

Les fonds provenant de cette émission ont été perçus le 21 décembre 2010 pour un montant de 370 millions de dollars US et le 11 janvier 2011 pour 80 millions de dollars US et 60 millions d'euros. La dette dollar a été convertie pour la totalité de son montant en une dette synthétique euro par le biais de *cross currency swaps* qui ont pris effet aux dates de perception des fonds.

NOTE 3 GOODWILL

La variation des *goodwills* nets par secteurs d'activité s'analyse comme suit :

	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et Services	Total net
Au 31 décembre 2008	457 080	198 017	15 804	670 901
Acquisitions / Augmentations ⁽¹⁾	11 156	907	4	12 067
Cessions / Diminutions		(68)	(17)	(85)
Variations de change et autres	(5 667)	(6 005)	13	(11 659)
Au 31 décembre 2009	462 569	192 851	15 804	671 224
Acquisitions / Augmentations ⁽²⁾	302 013	24 525	3 312	329 850
Cessions / Diminutions				0
Variations de change et autres	13 862	13 564	2 689	30 115
Au 31 décembre 2010	778 444	230 940	21 805	1 031 189

⁽¹⁾ L'augmentation des *goodwills* au cours de l'exercice 2009 résulte pour l'essentiel des investissements complémentaires engagés en 2009 en application du pacte d'actionnaires conclu dans le cadre de la création d'une *joint-venture* avec le cimentier indien Sagar Cements, dont l'objectif est la construction d'une cimenterie *greenfield* en Inde.

⁽²⁾ L'augmentation des *goodwills* au cours de l'exercice 2010 résulte pour l'essentiel de l'acquisition de Bharathi Cement Corporation Private Ltd en Inde.

Tests de perte de valeur sur les écarts d'acquisition :

Conformément à IFRS 3 et IAS 36, les *goodwills* font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans les notes 1.4 et 1.11.

Les taux d'actualisation retenus pour effectuer les tests sont les suivants :

(%)	France	Europe (hors France)	États-Unis	Turquie, Kazakhstan, Inde	Afrique de l'Ouest et Moyen-Orient
2010	7,2	7,51	9,37	8,02 à 8,72	8,47 à 8,97
2009	7,48	8,88 à 8,95	9,41	10,51	10,51

Les tests de dépréciation réalisés en 2010 et 2009 n'ont pas donné lieu à la constatation d'une perte de valeur au titre des *goodwills*.

Au 31 décembre 2010, les tests de perte de valeur ont fait l'objet de tests de sensibilité sur la base d'un taux d'actualisation majoré de 1%. Une hausse de 1% aurait pour effet de générer des valeurs recouvrables inférieures à la valeur nette comptable pour certaines unités génératrices de trésorerie. Le montant correspondant est de 41 millions d'euros.

NOTE 4 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles se ventilent comme suit par nature :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Concessions, brevets et droits similaires	65 404	48 161
Logiciels	4 498	4 395
Autres immobilisations incorporelles	31 422	21 912
Immobilisations incorporelles en cours	172	16
Autres immobilisations incorporelles	101 496	74 484

Au 31 décembre 2010, les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 101 496 milliers d'euros contre 74 484 fin 2009. La variation au cours de l'exercice 2010 s'explique principalement par une dotation aux amortissements de 6 829 milliers d'euros, des acquisitions ayant conduit à un accroissement de 34 772 milliers d'euros, des variations de périmètre pour 2 428 milliers d'euros et pour le solde, par des écarts de conversion positifs, des reclassements et des cessions.

Les immobilisations incorporelles nettes s'élevaient au 31 décembre 2009 à 74 484 contre 43 600 fin 2008. La variation au cours de l'exercice 2009 s'expliquait principalement par une dotation aux amortissements de 4 754 milliers d'euros, des

acquisitions ayant conduit à un accroissement de 17 654, des variations de périmètre pour 5 318 et pour le solde, par des écarts de conversion négatifs, des reclassements et des cessions.

Concernant les quotas d'émission de gaz à effet de serre, seuls les quotas détenus à la clôture en excédent des émissions réelles ont fait l'objet d'une comptabilisation à l'actif en autres immobilisations incorporelles pour 3 029 milliers d'euros correspondant à 220 milliers de tonnes. La constatation des excédents, les ventes de quotas ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Émission (CERs) ont été constatés dans le résultat de l'exercice pour un montant de 12 035 milliers d'euros (12 564 milliers d'euros au 31 décembre 2009).

NOTE 5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeurs brutes (En milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances/acomptes	Total
Au 31 décembre 2008	725 596	1 922 828	143 920	278 429	3 070 773
Acquisitions	24 490	56 196	8 934	165 865	255 485
Cessions	(5 632)	(29 568)	(8 972)	(221)	(44 393)
Variations de périmètre	2 150	1 057	18	1 482	4 707
Variations de change	(7 377)	(19 227)	(1 079)	(9 971)	(37 654)
Autres mouvements	59 391	210 321	1 677	(270 814)	575
Au 31 décembre 2009	798 618	2 141 607	144 498	164 770	3 249 493
Acquisitions	65 855	59 220	14 483	157 482	297 040
Cessions	(4 696)	(27 813)	(7 952)	(104)	(40 565)
Variations de périmètre	27 365	93 713	7 222	56 396	184 696
Variations de change	41 697	85 423	10 527	12 643	150 290
Autres mouvements	28 374	152 989	3 578	(185 039)	(98)
Au 31 décembre 2010	957 213	2 505 139	172 356	206 148	3 840 856

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Amortissements et pertes de valeur (En milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immo- bilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances/ acomptes	Total
Au 31 décembre 2008	(277 731)	(1 001 381)	(94 002)	(8)	(1 373 123)
Augmentations	(25 783)	(105 318)	(13 358)		(144 459)
Diminutions	4 790	27 810	8 221		40 821
Variations de périmètre	(523)	(383)	(16)		(922)
Variations de change	1 767	8 722	2		10 491
Autres mouvements	87	(117)	27	8	5
Au 31 décembre 2009	(297 393)	(1 070 667)	(99 126)	0	(1 467 186)
Augmentations	(26 838)	(120 029)	(12 648)		(159 515)
Diminutions	3 067	25 612	7 585		36 264
Variations de périmètre	(1 298)	(10 018)	(687)		(12 003)
Variations de change	(12 275)	(39 684)	(6 621)		(58 580)
Autres mouvements	1	149	(149)		1
Au 31 décembre 2010	(334 736)	(1 214 637)	(111 646)	0	(1 661 019)
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2009	501 225	1 070 940	45 372	164 770	1 782 307
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2010	622 477	1 290 502	60 710	206 148	2 179 837

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 151 millions d'euros au 31 décembre 2010 (136 millions d'euros au 31 décembre 2009) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 55 millions d'euros au 31 décembre 2010 (29 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corpo-

relles s'élève à 212 millions d'euros au 31 décembre 2010 (70 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Le montant global d'intérêts capitalisés en 2010 s'élève à 4 027 milliers d'euros (10 884 milliers d'euros en 2009), déterminé sur la base d'un taux d'intérêts appliqué localement variant de 1,70 % à 5,71 % selon les pays concernés.

NOTE 6 CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT ET CRÉDIT BAIL

Valeur nette comptable par catégorie d'actifs:

(En milliers d'euros)

	2010	2009
Installations industrielles	5 605	5 822
Autres immobilisations corporelles	1 166	1 721
Immobilisations corporelles	6 771	7 543
Echéanciers des paiements minimaux:		
À moins d'un an	3 088	4 258
De 1 à 5 ans	3 244	4 087
À plus de 5 ans	27	-
Total	6 359	8 345

NOTE 7 IMMEUBLES DE PLACEMENT

(En milliers d'euros)	Montants bruts	Amortissements & Pertes de valeur	Montants nets
Au 31 décembre 2008	34 795	(14 771)	20 024
Acquisitions	85		85
Cessions	(1 106)		(1 106)
Amortissements		(249)	(249)
Variations de change	(3)	(5)	(8)
Variations de périmètre et autres	480	(20)	460
Au 31 décembre 2009	34 251	(15 045)	19 206
Acquisitions	2 664		2 664
Cessions	(5 188)		(5 188)
Amortissements		(221)	(221)
Variations de change	2 235	(633)	1 602
Variations de périmètre et autres	23		23
Au 31 décembre 2010	33 985	(15 899)	18 086
Juste valeur des immeubles de placement au 31 décembre 2009			58 216
Juste valeur des immeubles de placement au 31 décembre 2010			56 284

Les produits locatifs des immeubles de placement s'élèvent à 2,9 millions d'euros au 31 décembre 2010 (2,6 millions d'euros au 31 décembre 2009).

NOTE 8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

(En milliers d'euros)

Variation des participations dans des entreprises associées	2010	2009
Au 1^{er} janvier	36 579	10 059
Quote-part de résultat des entreprises associées	2 680	1 021
Dividendes reçus des participations dans des entreprises associées	(135)	(135)
Variations de périmètre ^{(1) (2)}	(2 431)	26 060
Variations de change et autres	1 843	(426)
Au 31 décembre	38 536	38 579

⁽¹⁾ Les variations de périmètre 2009 sont liées à l'entrée dans le périmètre de consolidation des sociétés Sodicapéi et Sinaï White Cement.

⁽²⁾ Les variations de périmètre 2010 sont liées à la sortie du périmètre de consolidation de la société Socava.

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 9 CRÉANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(En milliers d'euros)	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
Au 31 décembre 2008	97 347	(2 750)	94 597
Acquisitions / Augmentations	14 338	(306)	14 032
Cessions / Diminutions	(4 193)	552	(3 641)
Variations de périmètre	(29 992)		(29 992)
Variations de change	(290)		(290)
Autres	(6 319)		(6 319)
Au 31 décembre 2009	70 891	(2 504)	68 387
Acquisitions / Augmentations	21 121	(325)	20 796
Cessions / Diminutions	(7 896)	10	(7 886)
Variations de périmètre	1 668		1 668
Variations de change	5 269	(142)	5 127
Autres	(4 863)		(4 863)
Au 31 décembre 2010	86 190	(2 961)	83 229
dont :			
• titres de participation	24 209	(980)	23 229
• titres immobilisés	1 911	(444)	1 467
• prêts et créances	51 974	(1 537)	50 437
• actifs des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi	8 096		8 096
Au 31 décembre 2010	86 190	(2 961)	83 229

NOTE 10 STOCKS ET EN COURS

(En milliers d'euros)	2010			2009		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières premières et consommables	250 830	(7 603)	243 227	211 089	(5 970)	205 119
Encours, produits finis et marchandises	114 443	(1 149)	113 294	91 181	(1 160)	90 021
Total	365 273	(8 752)	356 521	302 270	(7 130)	295 140

NOTE 11 CRÉANCES

(En milliers d'euros)	Clients et autres débiteurs	Provisions Clients et autres débiteurs	Clients et autres débiteurs Net	Autres Créances fiscales	Créances sociales	Autres créances	Provisions Autres créances	Total Autres Créances Net
Au 31 décembre 2008	384 559	(15 897)	368 662	37 016	7 124	52 816	(2 911)	94 044
Augmentations		(6 787)	(6 787)				(149)	(149)
Diminutions avec utilisation		5 286	5 286				212	212
Variations de change	(911)	169	(742)	(818)	26	(107)		(899)
Variations de périmètre	3 133	(29)	3 104	186		1 144		1 330
Autres mouvements	(49 109)	124	(48 985)	6 025	(3 549)	6 271		8 747
Au 31 décembre 2009	337 672	(17 134)	320 538	42 409	3 601	60 124	(2 848)	103 285
Augmentations		(4 450)	(4 450)			22	(297)	(275)
Diminutions avec utilisation		6 069	6 069				1 150	1 150
Variations de change	9 316	(689)	8 627	603	89	1 517		2 209
Variations de périmètre	6 470	(46)	6 424	11 105	10	5 940		17 055
Autres mouvements	(34 408)	1	(34 407)	7 238	84	14 676		21 998
Au 31 décembre 2010	319 050	(16 249)	302 801	61 354	3 784	82 279	(1 995)	145 422
dont échu au 31 décembre 2010:								
• depuis moins de 3 mois	55 441	(64)	55 377	2 947	495	12 168	-	15 610
• depuis plus de 3 mois	14 360	(11 291)	3 069	2 958	1	684	(16)	3 627
dont non échu au 31 décembre 2010:								
• à moins d'un an	245 952	(3 468)	242 484	28 249	3 168	61 896	(1 976)	91 337
• à plus d'un an	3 297	(1 426)	1 871	27 200	120	7 531	(3)	34 848

NOTE 12 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(En milliers d'euros)	2010	2009
Disponibilités	60 024	56 648
Valeurs mobilières de placement	236 152	178 060
Trésorerie et équivalents de trésorerie	296 176	234 708

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 13 CAPITAL SOCIAL

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de quatre euros entièrement libérées dont 1 006 865 actions détenues en propre au 31 décembre 2010 (1 083 443 au 31 décembre 2009) acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires, et dans le cadre de la cession par Heidelberg Cement de sa participation de 35% dans Vicat en 2007.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2010 au titre de l'exercice 2009 s'est élevé à 1,50 euro par action soit au total 67 350 milliers d'euros, identique au dividende de 1,50 euro par action versé en 2009 au titre de l'exercice 2008 soit au total 67 350 milliers d'euros. Le dividende proposé par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire au titre de l'exercice 2010 s'élève à 1,50 euro par action, soit au total 67 350 milliers d'euros.

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action et s'obtient en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions ordinaires moyen pondéré de Vicat en circulation sur l'exercice.

NOTE 14 AVANTAGES AU PERSONNEL

(En milliers d'euros)

	2010	2009
Régimes de retraites et indemnités de fin de carrière (IFC)	26 073	23 898
Autres avantages postérieurs à l'emploi	23 664	20 192
Total provisions retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	49 737	44 090
Actifs des régimes (note 9)	(8 096)	(6 848)
Passif net	41 641	37 242

Actifs et passifs comptabilisés au bilan

(En milliers d'euros)	2010			2009		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Valeur actualisée des obligations financées	345 824	39 543	385 367	260 206	29 582	289 788
Juste valeur des actifs des régimes	(295 182)		(295 182)	(244 991)		(244 991)
Situation nette	50 642	39 543	90 185	15 215	29 582	44 797
Ecarts actuariels nets non reconnus	(11 733)	(15 221)	(26 954)	(9 517)	(8 372)	(17 889)
Coûts des services passés non reconnus	(36)	44	8	(15)	16	1
Actifs nets comptabilisés	(21 598)		(21 598)	10 333		10 333
Passif net	17 275	24 366	41 641	16 016	21 226	37 242

Composante de la charge annuelle nette

(En milliers d'euros)	2010			2009		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	(7 248)	(715)	(7 963)	(6 732)	(559)	(7 291)
Coût financier	(14 258)	(1 886)	(16 144)	(12 620)	(1 577)	(14 197)
Rendement attendu des actifs du régime	12 626		12 626	11 433		11 433
Écarts actuariels reconnus dans l'année	(1 251)	(469)	(1 720)	(1 399)	(256)	(1 655)
Coût des services passés reconnus	(9)	(27)	(36)	(21)	(26)	(47)
Charge de l'exercice	(10 140)	(3 097)	(13 237)	(9 339)	(2 418)	(11 757)

Variation des actifs financiers de couverture du régime

(En milliers d'euros)	2010			2009		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Juste valeur des actifs au 1^{er} janvier	244 991	0	244 991	225 457	0	225 457
Rendement attendu des actifs	12 626		12 626	11 433		11 433
Cotisations payées	11 601		11 601	9 459		9 459
Différences de conversion	42 519		42 519	(395)		(395)
Prestations payées	(12 827)		(12 827)	(13 822)		(13 822)
Variations de périmètre et autres	2 506		2 506			0
Gains et pertes actuariels	(6 234)		(6 234)	12 859		12 859
Juste valeur des actifs au 31 décembre	295 182	0	295 182	244 991	0	244 991

Variation du passif net

(En milliers d'euros)	2010			2009		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Passif net au 1^{er} janvier	16 016	21 226	37 242	14 222	21 145	35 367
Charge de l'exercice	10 139	3 098	13 237	9 339	2 418	11 757
Cotisations payées	(6 863)		(6 863)	(5 859)		(5 859)
Différences de conversion	(1 021)	1 649	628	(56)	(726)	(782)
Prestations payées par l'employeur	(1 456)	(1 605)	(3 061)	(1 668)	(1 611)	(3 279)
Variations de périmètre	436		436			0
Autres	22		22	38		38
Passif net au 31 décembre	17 273	24 368	41 641	16 016	21 226	37 242

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Principales hypothèses actuarielles

	France	Europe (hors France)	États-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'Ouest et Moyen-Orient
Taux d'actualisation					
2010	4,5%	2,4% à 4,5%	5,25%	8,0 à 11,0%	5,0% à 11,0%
2009	5,3%	3,3% à 5,3%	6,0%	12,0%	5,0% à 9,0%
Taux de rendement des actifs financiers					
2010	4,0%	3,6%	8,5%	5,0%	
2009	4,0%	4,4%	8,5%		
Taux d'augmentation des salaires					
2010	2,5% à 4,0%	1,5% à 3,0%	1,0% à 2,5%	4,8 à 7,5%	3,5% à 8,0%
2009	2,5% à 4,0%	1,5% à 3,0%	0,0% à 3,0%	5,5%	4,0% à 8,0%
Taux d'évolution des coûts médicaux					
2010			4,5% à 7,0%		
2009			4,5% à 7,0%		

Le poids des différentes catégories d'actifs dans le portefeuille des actifs de régime au 31 décembre 2010 s'analyse comme suit :

(En%)	31 décembre 2010
Actions	26,6
Obligations	32,3
Immobilier	19,1
Monétaire	6,1
Autres	15,9
Total	100,0

La sensibilité de la valeur de l'obligation à fin 2010 correspondant à une variation de ± 25 points de base du taux d'actualisation est de respectivement 8,8 et (11,6) millions d'euros.

Par ailleurs, la sensibilité de la valeur des actifs de couverture à fin 2010 correspondant à une variation de ± 100 points de base du taux de rendement attendu des actifs est de respectivement 3,1 et (2,7) millions d'euros.

Le taux estimé d'évolution des coûts médicaux utilisé pour le calcul des engagements liés aux avantages postérieurs à l'emploi a une incidence directe sur l'évaluation de certains de ces engagements. L'incidence d'une variation de un point de ce taux d'évolution des coûts médicaux serait la suivante :

(En milliers d'euros)	Augmentation de 1%	Diminution de 1%
Augmentation (diminution) de la valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2010	4 844	(3 963)
Augmentation (diminution) du coût des services rendus et du coût financier	479	(376)

Les montants pour l'exercice 2010 et pour les quatre exercices précédents de la valeur actualisée de l'obligation, de la juste valeur des actifs de couverture et des ajustements liés à l'expérience se présentent comme suit :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Valeur actualisée de l'obligation	(385 367)	(289 788)	(284 952)	(250 415)	(254 895)
Juste valeur des actifs de couverture	295 182	244 991	225 457	234 095	227 518
Surplus / (Déficit) des plans	(90 185)	(44 797)	(59 495)	(16 320)	(27 377)
Ajustements liés à l'expérience sur la valorisation des engagements	(4 062)	(2 999)	(1 875)	(4 999)	3 289
Ajustements liés à l'expérience sur la valorisation des actifs de régime	(6 234)	3 553	(45 511)	(3 491)	7 322

NOTE 15 AUTRES PROVISIONS

(En milliers d'euros)	Reconstitution des sites	Démolitions	Autres risques	Autres charges	Total
Au 31 décembre 2008	28 784	820	⁽¹⁾ 55 831	6 317	91 752
Augmentations	2 799	19	16 969	7 400	27 187
Diminutions avec utilisation	(2 702)	(66)	(7 400)	(2 017)	(12 185)
Diminutions sans utilisation		(81)	(1 792)		(1 873)
Variations de change	40	(2)	(262)	(34)	(258)
Variations de périmètre					0
Autres mouvements	2 020		(9 678)	(1 298)	(8 956)
Au 31 décembre 2009	30 941	690	⁽¹⁾ 53 668	10 368	95 667
Augmentations	2 745	150	8 938	7 551	19 384
Diminutions avec utilisation	(2 591)	(7)	(16 545)	(2 935)	(22 078)
Diminutions sans utilisation	(16)		(629)	(450)	(1 095)
Variations de change	3 262	144	1 121	149	4 676
Variations de périmètre	309		43	270	622
Autres mouvements			(1)	96	95
Au 31 décembre 2010	34 650	977	⁽¹⁾ 46 595	15 049	97 271
dont à moins d'un an	103	-	8 005	2 060	10 168
dont à plus d'un an	34 547	977	38 590	12 989	87 103

Impact (net des charges encourues) au compte de résultat 2010:	Dotations	Reprises sans utilisation
Résultat d'exploitation:	14 272	(822)
Résultat hors exploitation:	5 112	(273)

⁽¹⁾ Les autres risques incluent au 31 décembre 2010 :

- un montant de 20,0 millions d'euros (29,1 millions d'euros au 31 décembre 2009) correspondant à l'évaluation actuelle des coûts bruts attendus en réparation d'un sinistre survenu en 2006 suite à des livraisons de mélanges à béton et de béton effectuées en 2004 et présentant un taux de sulfate supérieur aux normes en vigueur. Ce montant correspond à l'estimation actuelle de la quote-part de responsabilité du Groupe dans la réparation des sinistres avérés avant indemnisation résiduelle à recevoir des assurances constatée pour 4 millions d'euros à l'actif non courant du bilan au 31 décembre 2010 (4 millions d'euros au 31 décembre 2009 - note 9) ;
- un montant de 4,5 millions d'euros identique à celui du 31 décembre 2009 correspondant au montant résiduel de la sanction du conseil de la concurrence relative à une entente présumée en Corse, après réduction du montant de cette sanction par la cour d'appel. Le Groupe a formé recours contre cette décision devant la cour de cassation qui a partiellement cassé l'arrêt de la cour d'appel de Paris en juillet 2009 ;
- un montant de 8,7 millions d'euros (6,7 millions d'euros au 31 décembre 2009) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux États-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe ;
- le solde résiduel des autres provisions s'élevant à environ 13,3 millions d'euros au 31 décembre 2010 (13,4 millions d'euros au 31 décembre 2009) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 16 DETTES FINANCIÈRES ET OPTIONS DE VENTE

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 31 décembre 2010 :

(En milliers d'euros)	2010	2009
Dettes financières à plus d'un an	1 193 774	660 090
Options de vente à plus d'un an	10 189	
Dettes financières et options de vente à plus d'un an	1 203 963	660 090
Dettes financières à moins d'un an	90 515	227 256
Options de vente à moins d'un an		
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	90 515	227 256
Total des dettes financières	1 284 289	887 346
Total des options de vente	10 189	0
Total des passifs financiers	1 294 478	887 346

16.1. Dettes financières

Répartition des dettes financières par catégories et échéances

31 décembre 2010 (En milliers d'euros)	Total	2011	2012	2013	2014	2015	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 244 582	65 130	354 888	132 151	263 613	128 262	300 538
Emprunts et dettes financières divers	18 049	7 019	7 660	351	483	281	2 255
Dettes sur immobilisations en location financement	6 543	3 251	1 776	1 003	423	82	8
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	15 115	15 115					
Dettes financières	1 284 289	90 515	364 324	133 505	264 519	128 625	302 801
dont billets de trésorerie	152 000		25 000		127 000		

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées des soldes créditeurs de banque ainsi que de l'échéance de remboursement d'un emprunt et de lignes bilatérales de Sococim Industries et de la première tranche de l'emprunt de Jambyl Cement.

Les dettes financières n'intègrent pas les lignes qui

ont été mises en place en Inde chez Vicat Sagar Cement Private Ltd en 2010. Ces prêts n'ont pas été tirés au 31 décembre 2010. Ces lignes d'un montant total de 70 millions de dollars US et de 139 millions d'euros amortissables sur des durées de 8 et 11 ans, ont été souscrites principalement auprès d'institutions financières de financement (IFC, DEG, FMO) et auprès de banques commerciales.

31 décembre 2009 (En milliers d'euros)	Total	2010	2011	2012	2013	2014	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	790 877	145 861	98 930	35 431	124 897	251 681	134 077
Emprunts et dettes financières divers	15 855	4 955	6 097	3 509	332	459	503
Dettes sur immobilisations en location financement	7 873	3 699	2 571	1 094	418	91	
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	72 741	72 741					
Dettes financières	887 346	227 256	107 598	40 034	125 647	252 231	134 580
dont billets de trésorerie	136 000					136 000	

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swaps de devises)

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Euro	1 084 572	642 591
Dollar US	120 733	122 978
Livre turque	3 576	53 141
Franç CFA	44 022	59 040
Franç suisse	20 230	1 615
Ouguiya mauritanien	6 415	7 981
Roupie indienne	4 741	-
Total	1 284 289	887 346

Selon le taux

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Taux fixe	454 089	230 031
Taux variable	830 200	657 315
Total	1 284 289	887 346

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 31 décembre 2010 est de 3,21%. Il était de 3,73% à fin décembre 2009.

16.2. Les options de vente consenties aux minoritaires sur actions de filiales consolidées

Dans le cadre de l'acquisition de Mynaral Tas, un pacte d'actionnaires a été conclu le 10 octobre 2008 entre Vigier Holding, la société Home Broker JSC (anciennement dénommée KazKommerts Invest) et la Société Financière Internationale, afin d'organiser leurs relations au sein de cette société, au titre duquel une option de vente a été consentie par le Groupe à la Société Financière Internationale sur sa participation de 10% dans Mynaral Tas. Cette option est exerçable au plus tôt en décembre 2013, et le prix d'exercice sera valorisé à dire d'expert.

Aucune dette au titre de cette option n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 et 2009, en raison du délai et de l'état d'avancement partiel du projet *greenfield* porté par l'entité, rendant l'obligation du Groupe relative à cette option non chiffrable.

La dette au titre de cette option de vente dont bénéficie la Société Financière Internationale a été enregistrée dans les comptes au 31 décembre 2010, dans la mesure où la construction de l'usine est achevée et la production a démarré à la fin de l'année.

La comptabilisation de cette option a donc donné lieu à la constatation d'une dette de 10,2 millions d'euros, correspondant à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option, avec en contrepartie l'élimination des intérêts minoritaires correspondants, le différentiel entre ces deux valeurs ayant été enregistré en *goodwill*.

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Le tableau ci-dessous décrit la décomposition du montant total des actifs et passifs en devises étrangères du Groupe, essentiellement en dollars US au 31 décembre 2010 :

(En millions)	Dollar US	Euro	Franc suisse
Actifs	147,5	25,0	-
Passifs et commandes engagées	(982,7)	(17,8)	(29,0)
Position nette avant gestion	(835,2)	7,2	(29,0)
Couverture	617,2	8,6	29,0
Position nette après gestion	(218,0)	15,8	0

N'est pas inclus dans la position "Euro" le prêt de 14,3 millions d'euros consenti à Sococim Industries dont la monnaie fonctionnelle est le Franc CFA, monnaie dont la parité est fixe avec l'Euro.

La position nette «après gestion» en dollars US correspond pour l'essentiel à l'endettement des filiales kazakhes auprès de bailleurs de fonds et du Groupe, non *swappé* dans la devise fonctionnelle, en l'absence d'un marché de couverture suffisamment structuré et liquide.

Le risque de perte de change sur la position nette en devise, du fait d'une hypothèse d'évolution défavorable et uniforme d'un pour cent des devises fonctionnelles contre le dollar US s'élève, en contrevalet euros, à 1,8 million d'euros (dont 1,7 million d'euros pour la dette kazakhe).

Par ailleurs, les montants en principal et en intérêts dus au titre des emprunts émis initialement par le Groupe en Dollar US (240 et 450 millions de dollars US) ont été convertis en Euro au moyen de *cross currency swaps*, intégrés dans le portefeuille présenté ci-après (cf. a).

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de *caps* sur des durées d'origine de 2, 3, 5, 10 et 12 ans et de *swaps* sur des durées d'origine de 3 ans.

Le groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et

aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

Risque de liquidité

Le groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 304 millions d'euros au 31 décembre 2010 (609 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Le groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 152 millions d'euros. Au 31 décembre 2010, le montant des billets émis s'élève à 152 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme telles en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 31 décembre 2010 à celui des billets émis soit 152 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (*covenants*) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces *covenants* portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité («*leverage*» correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé) et à la structure financière («*gearing*» correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des *covenants*, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du groupe, du faible niveau de *gearing* (38,6%) et *leverage* (1,96 x), et de la liquidité du bilan du groupe, l'existence de ces *covenants* ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 31 décembre 2010, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les *covenants* contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant à fin décembre 2010:

	Valeur nomi- nale (devise)	Valeur nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
(En milliers de devises)				< 1 an (euro)	1 - 5 ans (euro)	> 5 ans (euro)
Couverture de juste valeur (a)						
Instruments composés						
• <i>Cross Currency Swap</i>						
TF / TV Dollar US	120 000 (\$)	89 807	(6 910) ⁽¹⁾		(6 910)	
Couverture de flux de trésorerie (a)						
Instruments composés						
• <i>Cross Currency Swap</i>						
TF / TF Dollar US	120 000 (\$)	89 807	(14 520) ⁽²⁾		(14 520)	
• <i>Cross Currency Swap</i>						
TF / TF Dollar US	450 000 (\$)	336 776	953 ⁽³⁾			953
Autres dérivés						
Instruments de taux d'intérêt						
• <i>Caps</i> Euro	360 000 (€)	360 000	(1 924)		(1 924)	
• <i>Caps</i> Dollar US	40 000 (\$)	29 936	0	0		
• <i>Swaps</i> Dollar US	30 000 (\$)	22 452	(607)	(607)		
Instruments de change						
• Couverture du risque de change sur financements intra-groupes						
• VAT \$	97 500 (\$)	72 968	1 145	1 145		
• VAT CHF	29 000 (CHF)	23 193	8	8		
• AAT €	4 340 (€)	4 340	20	20		
• Couverture du risque de change sur exploitation (achats matières premières)						
	5 749 (\$)	4 302	(20)	(20)		
			(21 855)			

⁽¹⁾ Parallèlement, la dette s'améliore de 7,8 millions d'euros.

⁽²⁾ Parallèlement, la dette s'améliore de 16,1 millions d'euros.

⁽³⁾ Parallèlement, la dette s'améliore de 1,8 millions d'euros.

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 31 décembre 2010:

(En millions d'euros)	31 décembre 2010	
Niveau 1: instruments cotés sur un marché actif	236,2	note 12
Niveau 2: valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	(21,9)	voir ci-dessus
Niveau 3: valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables	23,2	note 9

NOTE 18 AUTRES DETTES

(En milliers d'euros)	2010	2009
Dettes sociales	55 271	51 740
Dettes fiscales	21 938	17 627
Autres dettes et comptes de régularisation	73 322	67 518
Total	150 531	136 885

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 19 CHIFFRE D'AFFAIRES

(En milliers d'euros)	2010	2009
Ventes de biens	1 902 599	1 782 808
Ventes de services	111 060	113 205
Chiffre d'affaires	2 013 659	1 896 013

Évolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants :

(En milliers d'euros)	31 décembre 2010	Variations de périmètre	Variations de change	31 décembre 2010 périmètre et change constants	31 décembre 2009
Chiffre d'affaires	2 013 659	55 421	55 811	1 902 427	1 896 013

NOTE 20 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

(En milliers d'euros)	2010	2009
Salaires et traitements	231 089	217 451
Charges sociales	88 118	85 726
Participation des salariés (sociétés françaises)	5 325	6 269
Charges de personnel	324 532	309 446
Effectifs moyens des sociétés intégrées	7 040	6 712

La participation des salariés des sociétés françaises est attribuée, au choix du salarié, en espèces ou sous la forme d'actions Vicat. Le cours d'attribution est déterminé en fonction de la moyenne des 20 dernières cotations sur la période définie précédant son versement.

NOTE 21 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS

(En milliers d'euros)	2010	2009
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(166 440)	(149 182)
Dotations nettes aux provisions	(1 913)	827
Dotations nettes aux autres dépréciations sur actifs	1 001	(2 733)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(167 352)	(151 088)
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires ⁽¹⁾	8 867	(7 252)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(158 485)	(158 340)

⁽¹⁾ Incluant au 31 décembre 2010 une reprise de provision de 9,1 millions d'euros (dotation de 7,6 millions d'euros au 31 décembre 2009) liée à la mise à jour de la quote-part estimée de responsabilité du Groupe au-delà de l'indemnisation des assureurs dans le sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la note 15.

NOTE 22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

(En milliers d'euros)	2010	2009
Résultat sur cession d'actifs	6 332	1 316
Produits des immeubles de placement	2 942	2 638
Autres ⁽¹⁾	33 471	14 914
Autres produits et charges ordinaires	42 745	18 868
Autres produits et charges non ordinaires ⁽²⁾	(12 303)	(10 520)
Total	30 442	8 348

⁽¹⁾ Incluant au 31 décembre 2010 un produit de 18,0 millions d'euros correspondant au crédit accordé par l'administration fiscale à Sinai Cement Company suite à la révision rétroactive du montant à la tonne de la taxe argile promulguée dans la nouvelle loi en 2010.

⁽²⁾ Incluant au 31 décembre 2010 une charge de 11,4 millions d'euros (8,9 millions d'euros au 31 décembre 2009) comptabilisée par le Groupe, correspondant aux dossiers constatés en charge en 2010 dans le cadre du sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la note 15.

NOTE 23 INDICATEURS DE PERFORMANCE

La rationalisation du passage entre l'Excédent Brut d'Exploitation, l'EBITDA, l'EBIT et le Résultat d'exploitation est la suivante :

(En milliers d'euros)	2010	2009
Excédent brut d'exploitation	461 549	454 143
Autres produits et charges ordinaires	42 745	18 868
EBITDA	504 294	473 011
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(167 352)	(151 088)
EBIT	336 942	321 923
Autres produits et charges non ordinaires	(12 303)	(10 520)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	8 867	(7 252)
Résultat d'exploitation	333 506	304 151

NOTE 24 RÉSULTAT FINANCIER

(En milliers d'euros)	2010	2009
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	20 973	10 629
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(46 231)	(34 607)
Résultat sur cession d'actifs de trésorerie	-	1
Coût de l'endettement financier net	(25 258)	(23 977)
Dividendes	1 698	1 536
Gains de change	2 739	3 727
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	-	2 671
Résultat sur cession de titres	1 611	-
Reprises financières de provisions	585	845
Autres produits	22	-
Autres produits financiers	6 655	8 779
Pertes de change	(3 996)	(3 953)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	(1 184)	-
Dotations financières aux provisions	(379)	(348)
Résultat sur cession de titres	-	(3)
Charge d'actualisation	(3 188)	(4 374)
Autres charges	-	(58)
Autres charges financières	(8 747)	(8 736)
Résultat financier	(27 350)	(23 934)

NOTE 25 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS
Charge d'impôt
Composantes de la charge d'impôt

(En milliers d'euros)	2010	2009
Impôts exigibles	56 989	53 631
Impôts différés	(12 394)	(5 962)
Total	44 595	47 669

Rapprochement entre la charge théorique et la charge réelle

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	2010	2009
Résultat net des sociétés intégrées	261 560	232 548
Impôts sur les résultats	44 595	47 669
Résultat avant impôt	306 155	280 217
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Impôt théorique calculé au taux de la société mère	(105 409)	(96 479)
Rapprochement :		
Écarts de taux France/ Juridictions étrangères	69 890	53 691
Opérations imposées à taux réduit	(4 792)	(3 700)
Changement de taux	-	-
Différences permanentes	(6 839)	(2 357)
Crédits d'impôts	2 172	1 254
Autres	383	(78)
Charge réelle d'impôt	(44 595)	(47 669)

Impôts différés

Variation des impôts différés actifs et passifs (En milliers d'euros)	Impôts différés Actif		Impôts différés Passif	
	2010	2009	2010	2009
Impôts différés au 1^{er} janvier :	2 682	2 124	146 016	150 609
Charge / Produit de l'exercice	(1 148)	596	(13 542)	(5 366)
Impôts différés imputés en capitaux propres ⁽¹⁾	-	-	1 551	(2 326)
Variations de conversion et autres	(106)	(39)	12 028	1 474
Variations de périmètre	1 125	1	405	1 625
Impôts différés au 31 décembre :	2 553	2 682	146 458	146 016

⁽¹⁾ Variation de l'impôt différé liée principalement à la variation de juste valeur du dérivé de couverture qui est enregistrée en capitaux propres pour la part efficace (en cas de documentation d'une relation de couverture de flux de trésorerie).

**Décomposition de la (charge) / produit d'impôts différés nets
par principale catégorie de différence temporelle**

(En milliers d'euros)	2010	2009
Immobilisations et locations financement	867	2 489
Instruments financiers	379	(929)
Pensions et autres avantages assimilés	2 005	1 229
Amortissements dérogatoires, provisions réglementées & autres	(2 700)	840
Autres différences temporaires, reports déficitaires et divers	11 843	2 333
(Charge) / produit d'impôts différés nets	12 394	5 962

Origine des impôts différés actifs et passifs

(En milliers d'euros)	2010	2009
Immobilisations et locations financement	124 567	104 628
Instruments financiers	870	(102)
Pensions	(13 123)	(8 037)
Autres provisions pour risques et charges	10 810	16 911
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	40 564	36 456
Autres différences temporaires, reports déficitaires et divers	(19 783)	(6 522)
Actifs et passifs d'impôts différés nets	143 905	143 334
Impôts différés actifs	(2 553)	(2 682)
Impôts différés passifs	146 458	146 016
Solde net	143 905	143 334

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 26 INFORMATIONS SECTORIELLES

a) Informations par secteur

2010 (En milliers d'euros sauf effectifs)	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et Services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 224 454	752 416	333 410	2 310 280
Éliminations intersecteurs	(191 138)	(36 123)	(69 360)	(296 621)
Chiffre d'affaires consolidé	1 033 316	716 293	264 050	2 013 659
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	412 744	62 473	29 077	504 294
EBIT (cf. 1.22 & 23)	302 615	18 759	15 568	336 942
Bilan				
Total des actifs non courants	2 704 620	580 618	169 687	3 454 925
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	2 845 426	571 257	156 710	3 573 393
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	259 334	57 449	18 087	334 870
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	107 545	44 808	14 244	166 597
Effectif moyen	2 902	2 717	1 421	7 040
2009 (En milliers d'euros sauf effectifs)				
	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et Services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 129 077	724 453	313 614	2 167 144
Éliminations intersecteurs	(179 190)	(28 914)	(63 027)	(271 131)
Chiffre d'affaires consolidé	949 887	695 539	250 587	1 896 013
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	363 848	82 828	26 335	473 011
EBIT (cf. 1.22 & 23)	269 025	39 822	13 076	321 923
Bilan				
Total des actifs non courants	2 002 416	506 036	146 417	2 654 869
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	2 133 711	466 457	159 980	2 760 148
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	232 231	31 844	10 043	274 118
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	92 054	43 396	13 732	149 182
Effectif moyen	2 444	2 851	1 417	6 712

⁽¹⁾ Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

b) Informations par zones géographiques

L'information relative aux zones géographique est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

2010 (En milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	États-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'ouest et Moyen Orient	Total
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires opérationnel	840 707	317 853	167 880	255 648	447 699	2 029 787
Éliminations intersecteurs	(9 065)	(288)	-	-	(6 775)	(16 128)
Chiffre d'affaires consolidé	831 642	317 565	167 880	255 648	440 924	2 013 659
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	183 926	86 167	(6 039)	38 717	201 523	504 294
EBIT (cf. 1.22 & 23)	131 403	58 965	(36 615)	18 295	164 894	336 942
Bilan						
Total des actifs non courants	607 504	554 047	401 538	1 143 631	748 205	3 454 925
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	637 457	521 996	396 104	1 192 712	825 124	3 573 393
Autres informations						
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	56 385	41 655	4 937	167 094	64 799	334 870
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	54 199	26 945	29 996	21 142	34 315	166 597
Effectif moyen	2 490	1 053	1 029	1 429	1 039	7 040

2009 (En milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	États-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'ouest et Moyen Orient	Total
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires opérationnel	853 373	298 166	186 577	156 172	415 500	1 909 788
Éliminations intersecteurs	(9 440)	(277)	-	-	(4 058)	(13 775)
Chiffre d'affaires consolidé	843 933	297 889	186 577	156 172	411 442	1 896 013
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	206 417	79 885	11 800	21 664	153 245	473 011
EBIT (cf. 1.22 & 23)	153 150	54 875	(16 780)	7 716	122 962	321 923
Bilan						
Total des actifs non courants	601 168	474 321	396 507	484 679	698 194	2 654 869
Capitaux nets investis ⁽¹⁾	660 540	458 815	390 250	499 547	750 996	2 760 148
Autres informations						
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	69 919	37 708	5 346	81 334	79 811	274 118
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	53 617	24 478	28 796	14 047	28 244	149 182
Effectif moyen	2 569	1 061	1 150	906	1 026	6 712

⁽¹⁾ Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

c) Informations relatives aux principaux clients

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

NOTE 27 FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées en 2010 par le Groupe se sont élevés à 403 millions d'euros contre 383 millions d'euros en 2009.

Cette augmentation des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre 2009 et 2010 provient

d'une progression de la capacité d'autofinancement de 21,5 millions d'euros, limitée dans une moindre mesure par une augmentation de la variation du besoin en fonds de roulement de 1,9 million d'euros.

L'analyse du besoin en fonds de roulement par nature se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	BFR au 31 décembre 2008	Variation du BFR Année 2009	Autres variations (1)	BFR au 31 décembre 2009	Variation du BFR Année 2010	Autres variations (1)	BFR au 31 décembre 2010
Stocks	312 456	(15 407)	(1 909)	295 140	42 315	19 066	356 521
Autres éléments de BFR	108 928	19 667	(10 063)	118 532	(36 123)	(472)	81 937
BFR	421 384	4 260	(11 972)	413 672	6 192	18 594	438 458

(1) Change, périmètre et divers.

NOTE 28 FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées en 2010 par le Groupe se sont élevés à (542) millions d'euros contre (280) millions d'euros en 2009.

Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements effectués pour les investissements industriels, qui se sont élevés à (321) millions d'euros contre (270) millions d'euros en 2009.

Les principaux investissements incorporels et corporels réalisés en 2010 ont été réalisés au Kazakhstan, en Inde, en France, en Suisse et au Sénégal.

Les principaux investissements incorporels et corporels réalisés en 2009 correspondaient essentiellement à la poursuite des investissements réalisés dans le cadre du plan Performance 2010 notamment en France, au Sénégal et en Suisse, et à la montée en puissance des investissements au Kazakhstan.

Acquisitions/cessions de titres consolidés

Les opérations d'acquisition et de cession de titres de sociétés consolidées réalisées au cours de l'exercice 2010 se sont traduites par un décaissement global de (229) millions d'euros et un encaissement global de 4 millions d'euros, soit une incidence nette globale de (225) millions d'euros.

Les principaux décaissements effectués par le Groupe au cours de cet exercice l'ont été pour l'essentiel dans le cadre de l'acquisition de 51% du capital de la société indienne Bharathi Cement Corporation Private Ltd. En sus du rachat de participations minoritaires, une augmentation de capital de Bharathi Cement Corporation Private Ltd a été intégralement souscrite par le Groupe, et financée par la dette, permettant à la société de rembourser l'intégralité de ses dettes financières et de dégager un excédent de trésorerie, contribuant ainsi à l'augmentation de la trésorerie du Groupe à la clôture. La trésorerie de Bharathi Cement Corporation Private Ltd a été utilisée en partie au second semestre pour financer la réalisation de ses investissements.

Les opérations d'acquisition de titres de sociétés consolidées réalisées au cours de l'exercice 2009 se sont traduites par un décaissement global de (4) millions d'euros. Aucune cession n'a été réalisée en 2009.

Les principaux décaissements effectués par le Groupe au cours de l'exercice 2009 correspondaient principalement à l'acquisition de sociétés suisses, notamment dans les secteurs du béton et des granulats et de la préfabrication, ainsi qu'à l'acquisition par le groupe de participations complémentaires dans des sociétés déjà consolidées.

NOTE 29 COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE NETTE

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2010 Net	Au 31 décembre 2009 Net
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 12)	296 176	234 708
Découverts bancaires	(9 470)	(21 697)
Trésorerie nette	286 706	213 011

NOTE 30 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Conformément aux dispositions de l'article 225.102-1 du Code de commerce et en application de la norme IAS 24, nous vous informons que les rémunérations brutes totales versées à chaque mandataire social au cours de l'exercice 2010 ont été les suivantes :

J. Merceron-Vicat :	714 870 €
G. Sidos :	719 985 €
L. Merceron-Vicat :	213 911 €
S. Sidos :	32 750 €

Ces sommes, qui ne comprennent pas de partie variable, correspondent à l'ensemble des rémunérations versées, tant par la société VICAT SA que par des sociétés qu'elle contrôle ou qui la contrôlent au sens

de l'article L233-16 du Code de commerce.

Par ailleurs, aucune attribution ou option d'attribution de titres n'ont été consenties aux mandataires susvisés en dehors, le cas échéant, du bénéfice des régimes collectifs légaux ou conventionnels de participation et d'intéressement.

Enfin, les mandataires susvisés bénéficient en outre d'un régime de retraite sur complémentaire dans le cadre de l'article 39 du CGI. Les engagements correspondants (5 437 milliers d'euros) ont fait l'objet de provisions dans les comptes au même titre que l'ensemble des engagements postérieurs à l'emploi à fin 2010 (note 1.15).

NOTE 31 TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, décrites dans la note 30, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur l'exercice 2010, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour les exercices 2010 et 2009 est la suivante par nature de partie liée :

(En milliers d'euros)	Exercice 2010				Exercice 2009			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	258	1 225	3 940	139	774	1 122	5 857	-
Coentreprises	1 099	841	182	681	978	674	93	881
Autres parties liées	9	2 246	-	162	43	2 147	11	497
Total	1 366	4 312	4 122	982	1 795	3 942	5 961	1 378

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 32 HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes et des autres professionnels de leurs réseaux enregistrés dans les comptes des exercices 2010 et 2009 de la société Vicat SA et de ses filiales consolidées par intégration sont les suivants :

(En milliers d'euros)	KPMG				Wolff & Associés				Autres			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
AUDIT												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	935	808	50	44	388	378	21	20	546	664	29	36
• VICAT SA	186	189	10	10	185	184	10	10				
• Filiales intégrées globalement et en proportionnel	749	619	40	34	203	194	11	10	546	664	29	36
Autres diligences et prestations directement liées	2		5						35	43	95	100
• VICAT SA												
• Filiales intégrées globalement et en proportionnel	2		5						35	43	95	100
Sous total Audit	937	808	49	43	388	378	20	20	581	707	31	37
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique, fiscal, social												
Autres	5	4	100	100								
Sous total Autres prestations	5	4	100	100	0	0			0	0		
Total	942	812	49	43	388	378	20	20	581	707	30	37

NOTE 33 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'a d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre.

NOTE 34 LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2010

Intégration globale : FRANCE

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% DE CONTRÔLE	
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
VICAT	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	057 505 539	----	----
ALPES INFORMATIQUE	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	073 502 510	99,84	98,96
ANNECY BÉTON CARRIÈRES	14 chemin des grèves 74960 CRAN GEVRIER	326 020 062	50,00	50,00
ATELIER DU GRANIER	Lieu-dit Chapareillan 38530 PONTCHARRA	305 662 504	100,00	100,00
BÉTON CONTRÔLE CÔTE D'AZUR	217 Route de Grenoble 06200 NICE	071 503 569	96,10	96,10
BÉTON DE L'OISANS	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	438 348 047	60,00	60,00
BÉTONS GRANULATS DU CENTRE	Les Genevriers 63430 LES MARTRES D'ARTIERE	327 336 343	100,00	100,00
BÉTON RHÔNE ALPES	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	309 918 464	99,83	99,53
BÉTON TRAVAUX	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	070 503 198	99,98	99,98
B.G.I.E. BÉTON GRANULATS IDF/EST	52-56 rue Jacquard Z.I. 77400 LAGNY SUR MARNE	344 933 338	100,00	100,00
BOUE	Lieu-dit Bourjaguet 31390 CARBONNE	620 800 359	100,00	100,00
BRA	2 Chemin du Roulet 69100 VILLEURBANNE	310 307 392	100,00	100,00
CONDENSIL	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	342 646 957	60,00	60,00
DELTA POMPAGE	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	316 854 363	100,00	100,00
FOURNIER	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	586 550 147	100,00	100,00
GRANULATS RHÔNE-ALPES	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	768 200 255	100,00	100,00
GRAVIÈRES DE BASSET	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	586 550 022	100,00	100,00
MARIOTTO BÉTON	Route de Paris 31150 FENOUILLET	720 803 121	100,00	100,00
MATERIAUX SA	7 bis Boulevard Serot 57000 METZ	378 298 392	99,99	99,99
MONACO BÉTON	24 Avenue de Fontvielle 98000 MONACO	326 MC 161	79,60	79,60
PARFICIM	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	304 828 379	100,00	100,00

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Intégration globale: FRANCE (suite)

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% DE CONTRÔLE	
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
RUDIGOZ	Les communaux Route de St Maurice de Gourclans 01800 PÉROUGES	765 200 183	100,00	100,00
SATMA	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	304 154 651	99,99	99,99
SATM	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBÉRY	745 820 126	100,00	100,00
SIGMA BÉTON	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	343 019 428	100,00	100,00
SOCIETE AZURÉENNE DE GRANULATS	217 Route de Grenoble 06200 NICE	968 801 274	95,76	100,00
L. THIRIET & CIE	Lieudit Chaufontaine 54300 LUNEVILLE	762 800 977	99,98	-
PAPETERIES DE VIZILLE	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	319 212 726	100,00	100,00
VICAT INTERNATIONAL TRADING	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DÉFENSE	347 581 266	100,00	100,00
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	52-56 rue Jacquard Z.I 77400 LAGNY SUR MARNE	655 780 559	100,00	100,00

Intégration globale: ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT / VILLE	% DE CONTRÔLE	
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
SINAÏ CEMENT COMPANY	ÉGYPTE	LE CAIRE	52,62	52,62
MYNARAL	KAZAKHSTAN	ALMATY	60,00	60,00
JAMBYL	KAZAKHSTAN	ALMATY	60,00	60,00
BUILDERS CONCRETE	ÉTATS-UNIS	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK CONCRETE, INC.	ÉTATS-UNIS	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF ALABAMA, INC.	ÉTATS-UNIS	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY	ÉTATS-UNIS	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA, INC.	ÉTATS-UNIS	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED COMPANY, INC.	ÉTATS-UNIS	CALIFORNIA	100,00	100,00
UNITED READY MIXED	ÉTATS-UNIS	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED COMPANY, INC	ÉTATS-UNIS	CALIFORNIA	100,00	100,00
SONNEVILLE INTERNATIONAL CORP	ÉTATS-UNIS	ALEXANDRIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATÉRIAUX DU MALI SA	MALI	BAMAKO	95,00	95,00
GÉCAMINES	SÉNÉGAL	THIES	70,00	70,00
POSTOUDIOKOUL- SA	SÉNÉGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00

Intégration globale: ÉTRANGER (suite)

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT / VILLE	% DE CONTRÔLE	
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
SOCOCIM INDUSTRIES	SÉNÉGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,91	99,91
SODEVIT	SÉNÉGAL	BANDIA	100,00	100,00
ALTOTA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG (ex ASTRADA KIES AG)	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	99,64	99,64
BÉTON AG INTERLAKEN	SUISSE	MATTEN BEI INTERLAKEN (BERN)	75,42	98,55
BÉTON FRAIS MOUTIER SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	90,00	90,00
BÉTON GRAND TRAVAUX SA	SUISSE	ASUEL (JURA)	75,00	75,00
BÉTONPUMPEN OBERLAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	72,22	72,22
BIEDERMANN SAND UND KIES TRANSPORT AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	(1)	100,00
CEMENTWERK DÄRLIGEN AG	SUISSE	DÄRLIGEN (BERN)	(1)	98,55
CEWAG	SUISSE	DUTINGEN (FRIBOURG)	100,00	-
COVIT SA	SUISSE	SAINT-BLAISE (NEUCHÂTEL)	100,00	100,00
CREABÉTON MATÉRIAUX SA	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,66	66,66
FBF FRISCHBETON AG FRUTIGEN	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	ZUCHWIL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	81,17	81,17
GRANDY AG	SUISSE	LANGENDORF (SOLEURE)	100,00	100,00
KIES- UND BETONWERK REULISBACH AG	SUISSE	ST STEPHAN (BERN)	98,55	98,55
KIESTAG STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
MATERIALBEWIRTSCHAFTUNG MITHOLZ AG	SUISSE	KANDERGRUND (BERN)	98,55	98,55
MICHEL & CO AG	SUISSE	BÖNIGEN (BERN)	98,55	98,55
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
STEINBRUCH VORBERG AG	SUISSE	BIEL (BERN)	60,00	60,00
VIBETON FRIBOURG SA	SUISSE	ST. URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIBETON KIES AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIBETON SAFNERN AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	90,47	90,47
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00

(1) Société fusionnée en 2010.

COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Intégration globale: ÉTRANGER (suite)

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT / VILLE	% DE CONTRÔLE	
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIRO AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
WYSS KIESWERK AG	SUISSE	FELDBRUNNEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
AKTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
BASTAS BASKENT CIMENTO SANAYI VE TICARET A.S.	TURQUIE	ANKARA	91,58	85,68
BASTAS HAZIR BETON SANAYI VE TICARET A.S.	TURQUIE	ANKARA	91,58	85,68
KONYA CIMENTO SANAYI A.S.	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
BSA CIMENT SA	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	64,91	64,91
BHARATHI CEMENT CORPORATION PRIVATE LTD	INDE	HYDERABAD	51,00	-
VICAT SAGAR CEMENT PRIVATE LTD	INDE	HYDERABAD	53,00	51,00

Intégration proportionnelle: FRANCE

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% DE CONTRÔLE	
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
CARRIÈRES BRESSE BOURGOGNE	Port Fluvial Sud de Châlon 71380 EPERVANS	655 850 055	49,95	49,95
DRAGAGES ET CARRIÈRES	Port Fluvial sud de Chalon 71380 EPERVANS	341 711 125	50,00	50,00
SABLIÈRES DU CENTRE	Les Genévriers Sud 63430 LES MARTRES D'ARTIERE	480 107 457	50,00	50,00

Intégration proportionnelle: ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT / VILLE	% DE CONTRÔLE	
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
FRISHBETON TAFERS AG	SUISSE	TAFERS (FRIBOURG)	49,50	49,50
KIESWERK NEUENDORF	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	50,00	50,00

Mise en équivalence: ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT / VILLE	% DE CONTRÔLE	
			31 décembre 2010	31 décembre 2009
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	49,00	49,00
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN (BERN)	50,00	50,00
SINAÏ WHITE CEMENT	ÉGYPTE	LE CAIRE	25,40	25,40

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Vicat SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.4 « Regroupements d'entreprises – *Goodwill* » et 2 « Variations de périmètre et autres faits marquants » de l'annexe aux comptes consolidés qui décrivent les incidences de la nouvelle norme IFRS 3 révisée appliquée au cours de l'exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La Société a appliqué pour la première fois la norme IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » applicable aux comptes consolidés afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010. Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés expose le changement de méthode comptable. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.
- La Société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 1.11 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3 « *Goodwill* » de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée. Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère

incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

- La Société comptabilise des engagements de retraite envers ses salariés en application d'IAS 19. Les notes 1.15 et 14 précisent les modalités d'évaluation des avantages au personnel postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme. Ces engagements ont fait l'objet d'une comptabilisation sur la base d'une évaluation actuarielle réalisée par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que les notes 1.15 et 14 de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 28 février 2011

KPMG Audit - Département de KPMG S.A.
Bertrand Desbarrières - Associé

Chamalières, le 28 février 2011

Wolff & Associés S.A.S.
Grégory Wolff - Associé

COMPTES SOCIAUX

Compte sociaux au 31 décembre 2010	109
Bilan au 31 décembre 2010	110
Compte de résultat de l'exercice 2010	112
Annexe aux comptes sociaux 2010	114
Tableau des filiales et participations	121
Analyse du résultat de l'exercice	122
Résultats financiers des 5 derniers exercices	123
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	124
Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	126

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2010

ACTIF	2010		2009	
	Montant brut	Amortissements et Dépréciations	Net	Net
(En milliers d'euros)				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	19 874	9 730	10 144	18 661
Fonds commercial	1 331	1 166	165	-
Autres immobilisations incorporelles	673	458	215	252
Immobilisations corporelles				
Terrains	89 295	15 903	73 392	73 201
Constructions	160 341	110 328	50 013	53 170
Installations techniques	511 714	388 951	122 763	123 764
Autres immobilisations corporelles	26 889	22 035	4 854	5 617
Immobilisations corporelles en cours	8 868	-	8 868	6 359
Avances et acomptes	486	-	486	33
Immobilisations financières				
Participations	1 699 795	602	1 699 193	1 219 252
Autres titres immobilisés	85	64	21	21
Prêts	67	-	67	67
Autres immobilisations financières	71 970	19 687	52 283	55 068
Total actif immobilisé	2 591 388	568 924	2 022 464	1 555 465
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	54 176	-	54 176	55 649
En-cours de production de biens	12 389	-	12 389	9 229
Produits intermédiaires et finis	11 917	-	11 917	10 286
Marchandises	183	-	183	158
Avances et acomptes versés sur commandes	3 180	-	3 180	1 380
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	89 141	159	88 982	123 088
Autres créances	176 337	607	175 730	127 307
Valeurs mobilières de placement :				
• actions propres	12 302	1 243	11 059	14 389
• autres titres				12 062
Disponibilités	3 429		3 429	4 055
Charges constatées d'avance	1 331		1 331	1 609
Total actif circulant	364 385	2 009	362 376	359 212
Charges à répartir	3 827		3 827	3 790
Écarts de conversion actif	6		6	14
TOTAL GÉNÉRAL	2 959 606	570 933	2 388 673	1 918 481

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2010

PASSIF

(En milliers d'euros)

	2010	2009
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ⁽¹⁾	179 600	179 600
Primes d'émission, de fusion, d'apport	11 207	11 207
Écarts de réévaluation	11 147	11 228
Réserve légale	18 708	18 708
Réserves réglementées	112	112
Autres réserves	551 320	511 094
Report à nouveau	101 475	82 714
Résultat de l'exercice	118 027	124 862
Provisions réglementées	105 563	95 492
Total	1 097 159	1 035 017
PROVISIONS		
Provisions pour risques	5 489	5 182
Provisions pour charges	16 596	12 817
Total	22 085	17 999
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	1 059 352	598 233
Emprunts et dettes financières divers	581	671
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 882	30 474
Dettes fiscales et sociales	23 541	23 703
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 401	9 596
Autres dettes	141 668	202 788
Produits constatés d'avance		
Total	1 269 425	865 465
Ecarts de conversion passif	4	-
TOTAL GÉNÉRAL	2 388 673	1 918 481
⁽¹⁾ Ecarts de réévaluation incorporés au capital	14 855	14 855
⁽²⁾ Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banques (inclus billets de trésorerie)	3 741	6 114

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2010

(En milliers d'euros)	2010	2009
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	6 477	3 425
Production vendue de biens et de services	437 524	445 284
Montant net du chiffre d'affaires	444 001	448 709
Production stockée	4 791	(936)
Production immobilisée	1 052	1 015
Subventions d'exploitation	54	46
Reprises sur dépréciations, amortissements et provisions, transferts de charges	3 073	6 473
Autres produits	14 211	25 007
Total des produits d'exploitation	467 182	480 314
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	5 296	2 580
Variation de stocks	(25)	(44)
Achats de matières premières et approvisionnements	83 428	79 315
Variation de stocks	1 472	(1 714)
Autres achats et charges externes	161 904	159 957
Impôts et taxes et versements assimilés	15 732	17 861
Salaires et traitements	42 292	41 425
Charges sociales	19 872	19 044
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
• Sur immobilisations : dotations aux amortissements	22 068	21 704
• Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	255	153
Dotations aux provisions	869	710
Autres charges	2 701	10 405
Total des charges d'exploitation	355 864	351 396
Résultat d'exploitation	111 318	128 918
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	70 536	57 188
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1	8
Autres intérêts et produits assimilés	59	354
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 108	22 977
Différences positives de change	262	350
Total des produits financiers	73 966	80 877
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	12	14
Intérêts et charges assimilées	29 751	21 734
Différences négatives de change	419	295
Total des charges financières	30 182	22 043
Résultat financier	43 784	58 834
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	155 102	187 752

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2010

(En milliers d'euros)

	2010	2009
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	932	433
Sur opérations en capital	2 298	2 977
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 812	2 314
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	7 042	5 724
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	431	2 196
Sur opérations en capital	1 615	1 821
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17 674	30 843
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	19 720	34 860
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(12 678)	(29 136)
Participation des salariés aux résultats	3 982	4 850
Impôts sur les bénéfices	20 415	28 904
TOTAL DES PRODUITS	548 190	566 915
TOTAL DES CHARGES	430 163	442 053
BÉNÉFICE	118 027	124 862

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2010

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût historique diminué des amortissements. Le fonds commercial, intégralement amorti, est constitué de valeurs reçues en apport antérieurement à l'exercice 1986. Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés selon les dispositions expliquées note A1.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité des immobilisations selon le mode linéaire. Les amortissements résultant des durées d'usage sont constatés par dotation aux provisions réglementées.

Les terrains de carrière sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année, par comparaison avec les réserves totales estimées.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, sous déduction éventuelle des dépréciations jugées nécessaires, compte tenu du pourcentage de détention, des perspectives de rentabilité et des cours de bourse s'ils sont significatifs ou des prix de marché. Les participations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les

charges directes et indirectes de production et les amortissements des biens concourant à la production.

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Des dépréciations sont pratiquées tant sur les stocks que sur les créances pour prendre en compte les pertes probables pouvant apparaître à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date d'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les frais d'émission des emprunts ont été étalés sur la durée des emprunts.

La différence résultant de l'évaluation des dettes et créances en devises est portée au bilan en « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a souscrit à l'augmentation de capital de sa filiale Parficim pour un montant de 480 millions d'euros.

En décembre 2010 et en janvier 2011, la société a émis au total 450 millions de dollars US et 60 millions d'euros de dette obligataire auprès d'investisseurs institutionnels privés américains.

ÉLÉMENTS CONCERNANT L'ACTIVITÉ DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires net par secteurs d'activités et par marchés géographiques est :

(En milliers d'euros)	France	Étranger	TOTAL
Ciment	374 374	33 650	408 024
Papier	23 393	12 584	35 977
TOTAL	397 767	46 234	444 001

ANALYSE DES COMPTES

A - Actif immobilisé

1) Immobilisations incorporelles et corporelles:

(En milliers d'euros)	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, fonds commercial et autres immobilisations incorporelles	29 254	505	7 881	21 878
Terrains et aménagements	88 218	1 624	547	89 295
Constructions et aménagements	159 878	926	463	160 341
Installations techniques matériel et outillage industriels	499 617	12 225	128	511 714
Autres immobilisations corporelles	26 338	560	9	26 889
Immobilisations corporelles en cours	6 359	14 207	11 698	8 868
Avances et acomptes	33	459	6	486
TOTAUX	809 697	30 506	20 732	819 471

(En milliers d'euros)	Amortissements au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Amortissements à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, fonds commercial et autres immobilisations incorporelles	10 341	1 013	-	11 354
Terrains et aménagements	13 959	895	9	14 845
Constructions et aménagements	106 708	3 897	277	110 328
Installations techniques matériel et outillage industriels	375 853	13 136	38	388 951
Autres immobilisations corporelles	20 721	1 314	-	22 035
TOTAUX	527 582	20 255	324	547 513

Les quotas alloués par l'État, dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas (PNAQ II) n'ont donné lieu à aucune comptabilisation tant à l'actif qu'au passif. Ils s'élèvent en 2010 à 2 802 milliers de tonnes d'émission de gaz à effet de serre (14 011 milliers de tonnes sur la période 2008-2012).

Les ventes de quotas de l'exercice ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Émission (CERs) ont été constatés dans le résultat de l'exercice pour un montant de 9 607 milliers d'euros (12 564 milliers d'euros au 31 décembre 2009).

Le solde de quotas détenus à la clôture en excédent des émissions réelles a fait l'objet d'une constatation

à l'actif et au passif, sur la base de la valeur de marché à la clôture de l'exercice, pour 3 029 millions d'euros correspondant à 220 milliers de tonnes. Il n'a été constaté aucun résultat sur ces quotas détenus.

Les immobilisations corporelles en cours sont principalement constituées d'installations industrielles en phase de montage.

Les investissements industriels ont été amortis comme suit :

- Constructions et génie civil des installations industrielles : 15 à 30 ans
- Installations industrielles : 5 à 15 ans
- Matériel roulant : 5 à 8 ans
- Matériel divers : 5 ans
- Matériels informatiques : 3 ans

COMPTES SOCIAUX

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2010

2) Immobilisations financières :

Les immobilisations financières brutes ont augmenté de 474 336 milliers d'euros principalement par suite :

- de l'augmentation des participations et des titres immobilisés pour un montant de : 479 934
 - de la variation des autres immobilisations financières : (5 598)
- 474 336**

Au titre du contrat de liquidité confié à NATIXIS, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité à la clôture de l'exercice :

- 11 269 titres pour une valeur brute de 689 milliers d'euros ;
- 3 620 milliers d'euros de liquidités.

Les prêts et autres immobilisations financières se ventilent comme suit (en milliers d'euros) :

- un an au plus -
 - plus d'un an 72 037
- 72 037**

B - Capitaux propres

Le capital social est fixé à la somme de 179 600 000 euros, divisé en 44 900 000 actions de quatre euros, dont détenues par :

- Personnel 4,73%
dont actionnaires salariés ^(*) 2,32%
- Famille, Parfininco et Soparfi 60,57%
- Vicat 2,24%

^(*) Au sens de l'article L 225-102 du Code de commerce.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	2010	2009
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	1 035 017	952 406
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	1 097 159	1 035 017
Variation	62 142	82 611
ANALYSE DES VARIATIONS		
Résultat de l'exercice	118 027	124 862
Distribution de dividendes ⁽¹⁾	(66 035)	(65 637)
Écart de réévaluation	80	
Provisions réglementées	10 070	23 386
	62 142	82 611

⁽¹⁾ Sous déduction des dividendes sur actions propres.

Les provisions réglementées se ventilent comme suit :

(En milliers d'euros)	Montant	Reprise à un an au plus	Reprise à plus d'un an
Provision pour hausse des prix	11 717	2 227	9 490
Amortissements dérogatoires	84 020	3 826	80 194
Provision spéciale de réévaluation	2 447	-	2 447
Provision pour investissement	7 378	464	6 914
TOTAL	105 562	6 517	99 045

C - Provisions

(En milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour reconstitution de carrières	5 820	480	522	-	5 778
Provisions pour litiges	4 559	302	49	-	4 812
Autres provisions pour charges	7 620	4 170	295	-	11 495
TOTAL	17 999	4 952	866	-	22 085

Les provisions qui s'élèvent à 22 millions d'euros couvrent les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrières à hauteur de 5,8 millions d'euros. Ces provisions sont constituées, pour chacune des carrières, en fonction des tonnages extraits rapportés au gisement potentiel, et par référence aux coûts estimés des travaux en fin d'exploitation.

Les provisions pour litiges intègrent une provision de 4,5 millions correspondant au montant résiduel de la sanction du Conseil de la concurrence relative à une entente présumée en Corse après réduction du montant initial de cette sanction par la Cour

d'appel de Paris. La société a formé un recours contre cette décision devant la Cour de cassation qui a partiellement cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris en juillet 2009.

Les autres provisions pour charge incluent une provision de 9,6 millions pour impôt à restituer aux filiales dans le cadre du régime de l'intégration fiscale.

D - Dettes financières

Au cours de l'exercice 2010, les dettes financières à moyen et long terme, les concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ont augmenté de 461 029 milliers d'euros.

ÉCHÉANCIER

(En milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	+ 1 an et 5 ans au plus	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 055 611	-	776 892	278 719
Emprunts et dettes financières divers	581	84	254	243
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	3 741	3 741	-	-
⁽¹⁾ Dont billets de trésorerie	152 000		152 000	

Autres informations

La Société dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 211 millions d'euros au 31 décembre 2010 (460 millions d'euros au 31 décembre 2009).

La Société dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 152 millions d'euros. Au 31 décembre 2010, le montant des billets émis s'élève à 152 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme.

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (*covenants*) imposant notamment le respect de ratios financiers. L'existence de ces *covenants* ne constitue pas un risque sur la situation financière de la société.

Couverture des risques

Risque de change

Les montants en principal et en intérêts dus au titre des emprunts émis initialement en dollars US ont

été convertis en euros au moyen de *cross currency swaps*.

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen d'instruments financiers (*caps*) sur des durées d'origine de 5 à 12 ans pour un montant de 360 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Risque de liquidité

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 31 décembre 2010 à celui des billets émis soit 152 millions d'euros.

E - Échéance des créances et dettes d'exploitation

L'ensemble des créances et des dettes d'exploitation est à un an au plus d'échéance.

F - Autres éléments d'information sur le bilan et le compte de résultat

Le profit dégagé par la distribution d'actions aux salariés du Groupe dans le cadre de la participation s'élève à 361 milliers d'euros.

COMPTES SOCIAUX

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2010

Les autres éléments d'information sont donnés dans les tableaux ci-après :

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan (en milliers d'euros)	Entreprises liées	Dettes ou créances représentées par des effets de commerce
Participations	1 695 950	
Créances clients et comptes rattachés	24 392	16 477
Autres créances	146 959	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 121	1 432
Autres dettes	112 014	
Éléments du compte de résultat		
Charges financières	3 479	
Produits financiers hors dividendes	3 032	

Charges à payer (en milliers d'euros)	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 741
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 646
Dettes fiscales et sociales	13 339
Autres dettes	512
TOTAL	32 238

Charges constatées d'avance (en milliers d'euros)	Montant
Charges d'exploitation	1 120
Charges financières	211
TOTAL	1 331

Valeurs mobilières de placement

Elles sont constituées d'actions Vicat, à hauteur de 182 429 titres pour une valeur nette de 11 059 milliers d'euros acquis dans le cadre de l'attribution aux salariés. Leur valeur boursière s'élève à 11 402 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

Résultat financier

Le résultat financier a enregistré une reprise de provision pour dépréciation des titres auto détenus de 3 087 milliers d'euros (22 894 milliers d'euros en 2009).

RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES ET DES CONTRIBUTIONS ADDITIONNELLES

Répartition (En milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt sur les sociétés	Contribution sociale	Résultat net après impôt
Résultat courant	155 102	(28 035)	(1 167)	125 900
Résultat exceptionnel (et participation des salariés)	(16 661)	8 438	350	(7 873)
Résultat comptable	138 441	(19 597)	(817)	118 027

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés (en milliers d'euros)	Montant
Engagements de départs en retraite ⁽¹⁾	10 614
Cautions et garanties	164 521
Achats à terme de combustibles	3 133
TOTAL	175 135

⁽¹⁾ Dont 4 187 milliers d'euros au titre du régime de retraite sur complémentaire souscrit au profit des dirigeants dans le cadre de l'article 39 du CGI.

Vicat a consenti une option de vente à un actionnaire minoritaire de sa filiale Mynaral Tas. Cette option, exerçable au plus tôt en décembre 2013, est évaluée à 10,2 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Vicat s'est porté garant de sa filiale Vicat Sagar Cement Private Ltd pour un financement d'un montant de 191 millions d'euros. Ce prêt n'a pas fait l'objet de tirage au 31 décembre 2010.

Engagements reçus (en milliers d'euros)	Montant
Lignes de crédit confirmées ⁽¹⁾	776 000
Autres engagements reçus	4 560
TOTAL	780 560

⁽¹⁾ Dont 152 000 milliers d'euros affectés à la couverture du programme d'émission des billets de trésorerie.

Les engagements liés aux départs en retraite sont calculés conformément aux clauses prévues par les conventions collectives. Ils font l'objet d'un calcul actuariel selon la méthode des unités de crédits projetées qui intègre des hypothèses de rotation du personnel, d'espérance de vie et de niveau de rémunération future. Les engagements sont évalués,

charges sociales incluses, au *pro rata* des années de service des salariés.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation :	4,5%
Taux d'augmentation des salaires :	de 2,5% à 4%
Taux d'inflation :	2%

INCIDENCES DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

Rubriques (en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Montants
Résultat de l'exercice			118 027
Impôt sur les bénéfices			19 597
Contribution sociale			818
Résultat avant impôt			138 442
Variation amortissements dérogatoires	11 937	2 761	9 176
Variation provisions pour investissement	1 094	519	575
Variation de la provision spéciale de réévaluation	-	19	(19)
Variation provisions pour hausse de prix	566	227	339
Sous total	13 597	3 526	10 071
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)			148 513

La société Vicat a opté pour le régime d'intégration fiscale dont elle est tête de groupe. Cette option concerne 24 filiales. Aux termes de la convention d'intégration fiscale, les filiales supportent une charge d'impôt équivalente à celle qu'elles auraient supportée en l'absence d'intégration. L'économie d'impôt résultant du régime d'intégration bénéficie à la société

tête de groupe, nonobstant les déficits à restituer aux filiales pour lesquels une provision est constituée. Pour l'exercice 2010, cette économie s'élève à 4 767 milliers d'euros.

Le montant des charges non fiscalement déductibles s'est élevé à 367 milliers d'euros pour l'exercice 2010.

COMPTES SOCIAUX

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2010

SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant
Impôt dû sur :	
Provisions pour hausse de prix	4 034
Amortissements dérogatoires	28 928
Total accroissements	32 962

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant
Impôt payé d'avance sur charges non déductibles temporairement	2 828
dont participation des salariés	1 371
Total allègements	2 828
Situation fiscale différée nette	30 134

Rémunération des dirigeants (en milliers d'euros)	Montant
Rémunérations allouées :	
• aux administrateurs es qualités	210
• aux membres de la direction	2 362

Effectifs	Moyen	Au 31 décembre 2010
Cadres	201	205
Agents de maîtrise, techniciens, employés	382	385
Ouvriers	270	269
Total société	853	859
Dont papier	150	152

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(En milliers d'unités monétaires: Euro, Dollar US, FCFA)

SOCIÉTÉ OU GROUPES DE SOCIÉTÉS EXERCICE 2010	CAPITAL	RÉSERVES et report à nouveau avant affectation des résultats	QUOTE PART de capital détenu en %	VALEUR COMPTABLE des titres détenus		PRÊTS & AVANCES consentis par la société et non encore remboursés	MONTANT des cautions et avals donnés par la Société	CHIFFRE d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	BÉNÉFICE ou PERTE (-) du dernier exercice clos	DIVIDENDES encaissés par la société Vicat au cours de l'exercice	OBSER- VATIONS
FILIALES & PARTICIPATION DONT LA VALEUR BRUTE D'INVENTAIRE EXCÈDE 1% DU CAPITAL DE VICAT											
1) FILIALES (50% au moins du capital détenu par la Société)											
BÉTON TRAVAUX 92095 PARIS LA DEFENSE	27 997	184 806	99,97	88 869	88 869	95 559		15 678	14 783	19 243	
NATIONAL CEMENT COMPANY LOS ANGELES USA	280 521 (1)	156 404 (1)	97,85	229 581	229 581	42 636		222 744 (1)	(35 474) (1)		
PARFICIM 92095 PARIS LA DEFENSE	67 728	1 447 805	99,99	1 343 624	1 343 624				45 047	45 560	
SATMA 38081 L'ISLE D'ABEAU CEDEX	3 841	2 871	100,00	7 613	7 613			18 704	212		
2) PARTICIPATION (10 à 50% du capital détenu par la Société)											
SOCIÉTÉ DES CIMENTES D'ABIDJAN CÔTE D'IVOIRE	2 000 000 (2)	11 613 896 (2)	17,14	1 596	1 596			50 494 531 (2)	4 222 309 (2)	692	Chiffres 2009
SATM 38081 L'ISLE D'ABEAU	1 600	36 854	22,00	15 765	15 765			87 967	8 036	1 540	
AUTRES FILIALES & PARTICIPATIONS											
Filiales françaises (ensemble)				9 999	9 379	828				469	
Filiales étrangères (ensemble)				2 833	2 787						
TOTAL				1 699 880	1 699 214	139 023				67 504	

(1) Chiffres présentés en Dollar US.

(2) Chiffres présentés en FCFA.

SOLDE DES DETTES À L'ÉGARD DES FOURNISSEURS ⁽³⁾

Fin 2010, le montant des factures «Fournisseurs» figurant dans le poste «Dettes fournisseurs et comptes rattachés» s'élèvent à 20 888 934 euros.

Décomposition par date d'échéance (en euros)	Montant
Échues	943 210
Moins de 30 jours	14 494 659
De 31 à 60 jours	5 451 065
Total	20 888 934

(3) Ces informations complémentaires ne font pas partie de l'annexe aux comptes sociaux.

ANALYSE DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat courant s'élève à :	155 102 081
compte tenu :	
. des autres produits et charges exceptionnels	- 12 678 482
. de la participation des salariés	- 3 982 186
. de l'impôt sur les bénéfices	- 20 414 515
Le résultat de l'exercice 2010 s'élève à :	118 026 898

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons de répartir le résultat comme suit :

RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2010	118 026 898
Report à nouveau antérieur	101 475 116
TOTAL A RÉPARTIR	219 502 014
Nous vous proposons la répartition ci-après :	
. dividende 1,50€ par action d'un nominal de 4 euros	67 350 000
. réserve légale	
. dotation aux autres réserves	50 152 014
Report à nouveau	102 000 000

DISTRIBUTION AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (à nombre d'action comparable)

Exercice	2007	2008	2009
Dividende distribué	1,50	1,50	1,50

Nota : Le montant des dividendes mentionnés tient compte de toutes les actions existantes.

Lors de la mise en paiement, les dividendes sur actions propres seront affectés au compte « report à nouveau ».

Les dividendes mis en distribution ouvrent droit à l'abattement de 40% dans les conditions prévues à l'article 158-3 du Code général des impôts.

RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

ARTICLES R. 225-81, R. 225-83 ET R. 225-102 DU CODE DU COMMERCE

(en euros)	2006	2007	2008	2009	2010
1) Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	187 084 800	187 084 800	179 600 000	179 600 000	179 600 000
Nombre d'actions émises	46 771 200	46 771 200	44 900 000	44 900 000	44 900 000
2) Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires HT	475 747 670	510 432 697	511 841 942	448 708 588	444 001 111
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	176 747 531	204 175 655	201 208 409	186 205 363	175 735 104
Impôt sur les bénéfices	39 340 000	18 005 000	22 621 500	28 903 959	20 414 515
Participation des salariés due au titre de l'exercice	5 050 000	5 415 687	5 332 772	4 849 805	3 982 186
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	109 683 603	82 336 178	103 414 454	124 861 843	118 026 898
Montant des bénéfices distribués	60 802 560	70 156 800	67 350 000	67 350 000	67 350 000
3) Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, participation mais avant amortissements et provisions (à nombre d'actions comparables)	2,95	4,03	3,86	3,40	3,37
Bénéfice après impôt, participation amortissements et provisions (à nombre d'actions comparables)	2,44	1,83	2,30	2,78	2,63
Dividende versé à chaque action	1,30	1,50	1,50	1,50	1,50
4) Personnel					
Nombre de salariés	828	842	850	848	859
Montant de la masse salariale ⁽¹⁾	36 008 346	37 860 259	38 720 960	40 694 345	41 518 392
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc)	17 685 934	18 482 985	18 191 928	19 044 121	19 872 426

⁽¹⁾ Indemnités de départs des préretraites exclues

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Vicat SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables utili-

sées, notamment relatives à l'évaluation effectuée par la Société, respectivement des fonds de commerce et des titres de participation inscrits à l'actif de son bilan, lors de la clôture annuelle. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

- Votre société constitue des provisions pour charges de reconstitution de carrières, pour impôts à restituer aux filiales dans le cadre du régime de l'intégration fiscale et une provision pour litiges, tel que décrit en note C de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société Vicat, décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les don-

nées ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense, le 28 février 2011
KPMG Audit - Département de KPMG S.A.
Bertrand Desbarrières - Associé

Chamalières, le 28 février 2011
Wolff & Associés S.A.S.
Grégory Wolff - Associé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et d'engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclu au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Les engagements pris en matière de compléments de retraite et notamment de retraite additionnelle auprès de CARDIF ont été confirmés par le Conseil d'Administration en date du 25 février 2011 suite au renouvellement des mandats de Monsieur Jacques Merceron-Vicat, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, et de Monsieur Guy Sidos, en sa qualité de Directeur Général.

Nature et objet : Il s'agit du régime de retraite sur complémentaire dans le cadre de l'article 39 du CGI.

Modalités : Les engagements pris auprès de CARDIF concernent les mandataires sociaux ainsi que les cadres dont le salaire dépasse 4 fois le plafond de la tranche A.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris La Défense, le 28 février 2011

KPMG Audit - Département de KPMG S.A.

Bertrand Desbarrières - Associé

Chamalières, le 28 février 2011

Wolff & Associés S.A.S.

Grégory Wolff - Associé

INFORMATIONS JURIDIQUES

Informations juridiques 127

Informations environnementales et sociales 128

Rapport du Président sur le gouvernement
d'entreprise et le contrôle interne 133

Rapport des commissaires aux comptes sur le
rapport du Président du Conseil d'Administration 139

Projets de résolutions de l'Assemblée Générale
Mixte du 6 mai 2011 140

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'augmentation de capital 145

INFORMATIONS JURIDIQUES

INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Les informations ci-dessous sont publiées dans le cadre des prescriptions de l'article 116 de la loi sur les Nouvelles Réglementation Économique (NRE) et du décret N° 2022-221 du 20 février 2002.

1. INFORMATIONS SOCIALES

1.1. Analyse de l'effectif ponctuel au 31 décembre 2010 par catégorie & métier

	Total	Ciment	Dont Béton & Granulats	Autres Produits & Services
Encadrement	1 197	659	244	294
Employés	2 588	1 346	894	348
Ouvriers	3 584	1 121	1 670	793
Total	7 369	3 126	2 808	1 435

Les effectifs de l'activité ciment représentent 42,4 %, ceux de l'activité Béton & Granulats 38,1 % et les autres produits et services 19,5 % (pour environ de 14 % du chiffres d'affaires). L'effectif ouvrier représente 48,6 % de l'effectif total.

1.2. Analyse de l'effectif au 31 décembre 2010 par sexe, par ancienneté et par catégorie

Le tableau ci-après présente les principales données de la « démographie » du Groupe, ils sont sans changement notable par rapport à l'exercice précédent.

	Total	Encadrement	Dont Employés	Ouvrier	Âge Moyen	Ancienneté Moyenne
Hommes	6 580	1 057	2 001	3 522	41,8	9,4
Femmes	790	140	588	62	41,1	9,3
Total	7 369	1 197	2 588	3 584	41,7	9,4

Évolution de la séniorité dans le Groupe

	Âge moyen		Ancienneté moyenne	
	2009	2010	2009	2010
Total Groupe	42,6	41,7	9,8	9,4
dont France	42,1	42,6	11,9	12,4

L'âge moyen et l'ancienneté moyenne des collaborateurs du Groupe baissent en 2010 au global mais continuent une légère progression en France. Ce mouvement provient de l'augmentation sensible des effectifs en Inde et au Kazakhstan où l'âge moyen des équipes et l'ancienneté sont significativement plus bas.

Répartition Hommes/Femmes

	2009	2010
Total du Groupe		
Femmes	10,9 %	10,7 %
Hommes	89,1 %	89,3 %
dont France :		
Femmes	16,7 %	16,5 %
Hommes	83,3 %	83,5 %

Après quatre années de progression, la part des femmes dans l'effectif global du Groupe est en légère baisse en 2010. Il en va de même pour la France où la proportion passe de 15,6 % en 2006 à 16,7 % en 2009 et 16,5 % en 2010. Au cours de l'exercice les femmes représentaient 11,7 % de l'encadrement (dont 17,6 % en France), 22,7 % des employés et seulement 1,7 % du personnel ouvrier.

Part de l'effectif féminin par catégorie

	2009	2010
Total du Groupe		
Encadrement	12,4 %	11,7 %
Employés	24,9 %	22,7 %
Ouvriers	1,8 %	1,7 %
dont France :		
Encadrement	16,5 %	17,6 %
Employés	27,5 %	26,7 %
Ouvriers	1,6 %	1,4 %

La faible représentation des femmes dans l'effectif du Groupe tient pour une large part à la nature de l'activité et des postes de travail. Ainsi, la part de l'effectif féminin est quasi négligeable dans l'effectif ouvrier et ce tant en France qu'à l'étranger (et tend à diminuer passant de 4 % en 2005 à moins de 2 % en 2010). À noter par ailleurs, que la part de l'effectif féminin est plus importante en France, 16,5 %, qu'à l'étranger (et notamment en Égypte, Turquie, Afrique et Inde dont le taux moyen de féminisation est d'environ 4,1 % mais dont la part dans l'effectif global continue de progresser).

1.3. Analyse des effectifs au 31 décembre 2010 par type de contrat et par catégorie

	Total	Dont		
		Ciment	Béton & Granulats	Autres Produits & Services
Salariés à plein temps :	7 194	3 094	2 738	1 362
Encadrement	1 175	652	239	284
Employés	2 484	1 325	857	302
Ouvriers	3 535	1 117	1 642	776
Salariés à temps partiel :	175	32	70	73
Encadrement	22	7	5	10
Employés	104	21	37	46
Ouvriers	49	4	28	17
Total	7 369	3 126	2 808	1 435

La part des salariés à temps partiel baisse à 2,4 % de l'effectif (les unités en Inde et au Kazakhstan n'ayant pas ce type de contrat) par rapport à 2,7 % en 2009 (chiffre corrigé par rapport à celui de l'année précédente suite à une erreur dans la collecte des données). Les activités APS, 5,1 %, et Bétons et Granulats, 2,5 %, utilisent beaucoup plus les temps partiels que l'activité ciment. À noter que cette disparité est essentiellement géographique, ces contrats représentant 2,9 % en France, 8,4 % en Europe et presque rien dans les autres pays.

INFORMATIONS JURIDIQUES

INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

1.4. Analyse de la variation de l'effectif

		Total	Commentaires
Effectif 31 décembre 2009		6 669	
Départ Naturel	-	-499	(démission, décès, fin de contrat, ...)
Retraite	-	-119	
Départs provoqués	-	-190	(licenciement, pré retraite, ...)
Autres Mouvements	+	529	Principalement périmètre (Bharathi & Thiriet)
Embauche	+	979	Dont Kazakhstan et Vicat Sagar
Effectif 31 décembre 2010		7 369	

L'augmentation nette de l'effectif de fin d'année, +700 personnes, résulte d'une part des entrées dans le périmètre du Groupe, +529 personnes (Thiriet, Cewag, Bharathi Cement), et d'autre part du recrutement net des usines *greenfield* kazakhes et indiennes, +202 personnes. Les autres mouvements résultent principalement du remplacement des flux naturels et de l'adaptation des organisations à la conjoncture de chaque marché (baisse en France et États-Unis, hausse en Turquie et zone Afrique).

Évolution de l'effectif fin d'année par zone géographique

Le tableau suivant fait apparaître le même phénomène de manière plus détaillée. La tendance globale reflétant des réalités différentes d'un pays à l'autre en fonction du contexte de marché : baisse de 5 % de l'effectif aux États-Unis après -13 % en 2009, et hausse de près de +6 % en Égypte/ Afrique compte tenu du dynamisme de ces marchés.

	2009	2010	Ecart	Hors effet périmètre ⁽¹⁾
France	2 532	2 588	2,2%	- 1,8 %
Suisse + Italie	1 065	1 099	3,2%	+0,2 %
États-Unis	1 106	1 048	-5,2%	- 5,2 %
Turquie/Kazakhstan/Inde	922	1 601	73,6%	+ 8,6 %
Sénégal/Mauritanie/Mali/Égypte	1 044	1 033	-1,1%	- 1,1 %
Total	6 669	7 369	10,5%	- 0,5 %

⁽¹⁾ hors périmètre et embauches nettes des usines *greenfield*

1.5. Résultat de Sécurité

	Activité Ciment		Total Groupe	
	2009	2010	2009	2010
% de l'effectif analysé	92%	96%	82%	86%
Nombre d'accidents avec arrêt	38	46	157	162
Nombre de jours de travail perdus	1484	1275	6 207	5959
Taux de Fréquence	10.1	9.1	13,6	13,2
Taux de Gravité	0.40	0.25	0,54	0,49

En 2010, le nombre d'accidents avec arrêt dans le Groupe a augmenté en valeur absolue compte tenu de la progression de l'effectif liée à l'extension du périmètre, mais les taux de fréquence et de gravité sont en amélioration.

2. DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

2.1. Plan de réhabilitation des carrières VICAT en 2010

	Ciment	Granulats	Total
Nombre total de carrières	50	79	129
dont carrières ayant un plan de réhabilitation	37	72	109
Proportion de carrières ayant un plan de réhabilitation	74%	91%	84%

Les carrières ne disposant pas encore de plan de réhabilitation sont pour l'essentiel des carrières qui, compte tenu du plan d'exploitation, ne devrait pas connaître d'action de réhabilitation à court terme et/ou qui sont situées dans des zones ayant peu de végétation préexistante. Au global, cet indicateur est toujours en progression.

Par ailleurs, les superficies de carrières réaménagées en 2010 représentent 615 552 m² dont 357 685 concernent les carrières de granulats et près de 300 000 sont réalisés hors de France.

2.2. Emissions CO₂ de l'activité ciment

	2008	2009	2010
CO ₂ émis (tonnes)	9 271 780	8 752 898	10 762 802
CO ₂ émis par tonne de clinker (kg / tonne de clinker)	823	815	817

Les émissions de CO₂ par tonne de clinker sont stables en 2010 en dépit de l'entrée en production des fours d'Inde et plus marginalement du Kazakhstan qui n'utilisent à ce jour que du charbon comme combustible. Cette stabilité intègre par ailleurs une légère incidence défavorable d'une précision accrue du calcul des émissions hors de France.

2.3. Autres émissions

% de la production clinker 2010 couverte par l'analyse		Emissions Totales Tonnes		Emissions g/t de clinker	
		2009	2010	2009	2010
Poussières	92%	451	402	42	33
SO _x	47%	2 942	1753	552	285
NO _x	67%	8 605	9612	1 164	1092

Les mesures ci-dessus concernent les émissions aux cheminées des fours. Ces données sont issues de mesures réalisées en continu à hauteur de 53 % des fours pour les poussières, 59 % pour les NOx et 41% pour les SOx. Les autres fours analysés ayant fait l'objet de mesures périodiques qui ont ensuite été extrapolées.

2.4. Consommation de matières premières en 2010

Consommation d'eau

	Ciment	Béton Granulat	Autres activités	Total
Consommation totale d'eau (millions de m ³)	8,1	14,4	1,9	24,5
Volume d'eau recyclée	0,2	10,3		10,5
% du total	2%	72%		43%
Part de l'approvisionnement en eau venant du réseau d'eau public	7%	4%	4%	5%

INFORMATIONS JURIDIQUES

INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Autres matières premières

Activité Ciment

En milliers de tonnes	2010
Calcaire / Marnes / Sable	21 967
Oxyde de fer	327
Ajouts de matières	2 489
dont gypse	695
Matières de substitution	311

Activité Béton

En milliers de tonnes	2010
Granulats	14 686
Ciment	2 205
Autres	63

Activité Granulats

En milliers de tonnes	2010
Alluvionnaires	8 352
Roche massive	9 939
Matériaux recyclés	110

2.5. Consommation d'énergie en 2010

Électricité

	Ciment	Béton Granulat	Autres activités	TOTAL
Consommation totale d'électricité (KWH)	1 683 031 249	77 049 133	39 385 318	1 799 465 700
Dont achetée à un tiers	1 468 394 709	77 049 133	35 904 318	1 581 348 160
% du total	87%	100%	91%	88%

Combustibles (activité Ciment)

	2009	2010
Énergie consommée (GJoule)	37 651 525	44 794 065
Énergie consommée par tonne de clinker produite (MJoule / T ck)	3 505	3 440
Répartition des combustibles		
Charbon	31.2 %	37.9 %
Petcoke	18.8 %	18.3 %
Combustibles substitution	13.6 %	14.5 %
CHV / Fuel / Gaz	36.4 %	29.3 %

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37, alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- de la composition et des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010;
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société;
- de la politique de rémunération des mandataires sociaux;
- de l'étendue des pouvoirs du Président et du Directeur Général.

1. PRÉPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois. L'agenda et l'ordre du jour des réunions du Conseil ont été les suivants :

Séance du 5 mars 2010:

- présentation du rapport d'activité;
- approbation des comptes sociaux au 31 décembre 2009;
- approbation des comptes consolidés au 31 décembre 2009;
- compte rendu des rapports des comités du Conseil d'Administration (comités d'audit et des rémunérations);
- approbation du rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et sur le contrôle interne;
- présentation du budget 2010;
- programme de rachat d'actions;
- délégations de pouvoirs en application du programme de rachat d'actions;
- renouvellement de mandats d'administrateurs;
- nominations d'un administrateur;
- affectation du résultat;
- autorisation d'émettre un emprunt obligataire;
- convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire et fixation de l'ordre du jour;
- questions diverses.

Tous les membres du Conseil ont assisté à cette réunion, ainsi que les commissaires aux comptes de la Société et les quatre délégués du comité central d'entreprise.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

Séance du 22 mars 2010:

- modification de l'article 13 des statuts;
- autorisation soumise à l'Assemblée Générale d'émettre un emprunt obligataire;
- convocation d'une Assemblée Générale Mixte et fixation de son ordre du jour;
- questions diverses.

La totalité des membres du Conseil assistait à cette réunion -excepté Monsieur René FEGUEUX excusé-. Les délégués du comité central d'entreprise et les commissaires aux comptes étaient absents excusés.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

Séance du 28 avril 2010:

- renouvellement du mandat du Président;
- renouvellement du mandat du Directeur Général;
- composition des comités d'audit et des rémunérations;
- délégation de pouvoirs en vue d'une émission d'emprunt obligataire.

La totalité des membres du Conseil assistait à cette réunion, ainsi que les quatre délégués du comité central d'entreprise. Les commissaires aux comptes étaient absents excusés.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

Séance du 3 août 2010:

- rapport d'activité;
- analyse des comptes à fin juin 2010;
- prévisions des résultats pour l'année 2010;
- benchmark des sociétés cimentières en 2009;
- nominations et organisation;
- autorisation pour constituer des garanties;
- questions diverses.

INFORMATIONS JURIDIQUES

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE

Tous les membres du Conseil assistaient à cette réunion, ainsi que les commissaires aux comptes de la Société et les quatre délégués du comité central d'entreprise.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

Chaque administrateur s'était vu adresser, avec sa convocation au Conseil, l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ont été établis à l'issue de chaque réunion.

• Composition du Conseil d'Administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq membres au moins et de douze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée de trois ou six ans.

Au 31 décembre 2010, le Conseil d'Administration était composé de 10 membres dont la liste figure en annexe du présent rapport. Elle indique en outre, la liste des mandats exercés par chacun des administrateurs dans d'autres sociétés du Groupe.

Le Conseil d'Administration est composé de personnes qui détiennent une connaissance du secteur d'activité, une connaissance spécifique des métiers, une expérience technique, et/ou des compétences en gestion et dans les domaines financiers.

Au 31 décembre 2010, le Conseil d'Administration comptait parmi ses membres six administrateurs indépendants : M. Raynald Dreyfus, P&E Management (société détenue par M. Paul Vanfrachem), M. Jacques Le Mercier, M. Pierre Breuil, M. Bruno Salmon et M. Xavier Chalandon. Sont considérés comme indépendants les administrateurs n'entretenant aucune relation directe ou indirecte ou n'ayant aucun lien d'intérêt particulier avec la Société, ses filiales, ses actionnaires ou ses dirigeants. En outre, la Société considère comme administrateur indépendant, une personne qui n'est pas liée à la Société ou au Groupe par un contrat de travail, par un contrat de prestation de services ou par une situation de subordination ou de dépendance vis-à-vis de la Société, du Groupe, de ses dirigeants ou actionnaires importants ou par un lien familial avec l'actionnaire majoritaire.

• Composition des comités

Le Conseil d'Administration dispose d'un comité d'audit et d'un comité des rémunérations.

Les comités sont composés de trois membres, tous administrateurs indépendants, nommés par le Conseil d'Administration sur proposition du Président et choisis en fonction de leurs compétences. Les membres des comités sont nommés pour la durée de leur mandat d'administrateur. Ils sont rééligibles. Les membres des comités peuvent être révoqués à tout moment par le Conseil d'Administration, lequel n'a pas à justifier sa décision. Un membre d'un comité peut renoncer à ses fonctions sans avoir à motiver sa décision.

Chaque comité est présidé par un Président nommé par décision du comité prise à la majorité de ses membres. Le Président du comité veille au bon fonctionnement de celui-ci, notamment en ce qui concerne les convocations, la tenue des réunions, l'information du Conseil d'Administration.

Chaque comité désigne un secrétaire choisi parmi les trois membres ou extérieur au comité et au Conseil d'Administration.

La composition des comités est la suivante :

Comité d'audit :

- . Monsieur Raynald Dreyfus, Président du comité ;
- . Monsieur Jacques Le Mercier ;
- . Monsieur Pierre Breuil.

Comité des rémunérations :

- . Monsieur Paul Vanfrachem, Président du comité ;
- . Monsieur Raynald Dreyfus ;
- . Monsieur Xavier Chalandon.

• Modalités de fonctionnement :

Réunions :

Comité d'audit : deux fois par an et plus fréquemment, à la demande du Conseil d'Administration.

Comité des rémunérations : une fois par an et plus fréquemment, à la demande du Conseil d'Administration.

Les propositions des comités sont adoptées à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix. Les membres ne peuvent se faire représenter aux séances des comités.

Les délibérations des comités sont constatées par des procès verbaux établis sur un registre spécial. Chaque comité rend compte au Conseil d'Administration de ses travaux.

Le Conseil d'Administration peut allouer aux membres des comités une rémunération ou des jetons de présence.

• Missions du comité d'audit:

Les attributions du comité d'audit consistent notamment à :

- examiner les comptes annuels et semestriels, tant consolidés que sociaux, (et porte notamment son attention sur la permanence et la pertinence des méthodes comptables utilisées);
- assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière;
- prendre connaissance des procédures internes de collecte et de contrôle des informations financières qui garantissent les informations consolidées;
- assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques;
- examiner les candidatures des Commissaires aux Comptes dont la nomination est proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires;
- examiner, chaque année les honoraires des Commissaires aux Comptes ainsi que leur indépendance.

Le comité d'audit s'est réuni deux fois en 2010 avec un taux de participation de 100% et a procédé à l'examen des points suivants :

Séance du 23 février 2010:

- présentation des obligations légales de communication financière;
- comptes annuels 2009;
- présentation des travaux de l'audit interne en 2009;
- démarche de gestion des risques;
- projets en cours;
- commissaires aux comptes et audit.

Séance du 30 juillet 2010:

- évolution réglementaire;
- présentation des résultats à fin juin 2010;
- endettement et politique financière;
- communication financière au 30 juin 2010;
- audit et commissariat aux comptes;
- travaux de l'audit interne;
- questions diverses.

• Missions du comité des rémunérations:

Le comité des rémunérations est chargé :

- d'examiner les rémunérations des dirigeants et des salariés (partie fixe, partie variable, gratifications..) et notamment leur montant et leur répartition;
- d'étudier les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et notamment en ce qui concerne les bénéficiaires, le nombre d'options qui pourraient leur être consenties, ainsi que la durée des options et les conditions du prix de souscription ainsi que de toute autre forme d'accès au capital de la Société en faveur des dirigeants et des salariés;
- d'étudier certains avantages notamment en matière de régime de retraite, de régime de prévoyance, assurance invalidité, assurance décès, rente éducation, assurance de responsabilité civile des mandataires sociaux et cadres dirigeants, etc.

Le comité des rémunérations s'est réuni une fois en 2010 avec un taux de participation de 100% et a procédé à l'examen des points suivants :

- politique des rémunérations concernant l'année 2009;
- rémunérations des cadres dirigeants;
- régimes de retraite du personnel.

2. PROCÉDURE DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

• Définition et objectifs du contrôle interne

Selon le cadre de référence de l'AMF, auquel la Société a choisi de se référer, le contrôle interne est un dispositif qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale;
- le bon fonctionnement des processus internes du Groupe, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs;
- la fiabilité des informations financières.

Ce dispositif consiste en un ensemble de moyens, de comportements de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques du Groupe, qui contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations, et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Il doit lui permettre également de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité.

INFORMATIONS JURIDIQUES

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE

Néanmoins, comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

• Périmètre d'application

Le périmètre retenu en matière de contrôle interne est la société mère et l'ensemble des filiales qu'elle contrôle exclusivement ou conjointement.

• Description des composantes du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est fondé sur une organisation interne, adaptée à chaque activité du Groupe, et caractérisée par une forte responsabilisation du management opérationnel par la Direction.

Le Groupe met en œuvre au niveau de ses filiales, des procédures et modes opératoires, relatifs notamment à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et prenant en compte les risques inhérents à chacun des métiers et marchés sur lesquels le Groupe est présent, dans le respect des directives et règles communes définies par le Groupe.

En terme d'outils de traitement de l'information, le Groupe pilote et contrôle le déroulement de ses activités industrielles (notamment approvisionnements, production, maintenance), commerciales (ventes, expéditions et crédit clients), et les retranscrit en informations comptables à l'aide de progiciels intégrés reconnus comme des standards du marché ou d'applications spécifiques développées par la Direction des Systèmes d'Information du Groupe.

Dans ce contexte, le Groupe a engagé depuis 2009 une modernisation progressive de ses systèmes d'information visant à harmoniser les outils utilisés, renforcer la sécurité et la rapidité du traitement des données et des transactions sur un socle technique uniformisé, développer des pôles d'expertise partagés, et faciliter l'intégration des nouvelles entités. Cette refonte porte d'une part sur les infrastructures techniques, et d'autre part sur les processus transactionnels et les applications supportant ces processus.

La Société dispose d'un système de pilotage par la Direction Générale et les directions fonctionnelles concernées, permettant une prise de décision éclairée et rapide. Ce système comprend :

- des rapports quotidiens de production des usines,
- des revues d'activité hebdomadaires par les

Directions opérationnelles (pays ou filiale);

- des revues mensuelles opérationnelles et financières (performances usines, tableaux de bord industriels et commerciaux) analysées par le contrôle financier Groupe en référence au budget et à l'exercice précédent ;
- des arrêtés mensuels des résultats consolidés décomposés par pays et par branches d'activité, rapprochés du budget ;
- des situations mensuelles consolidées de trésorerie et d'endettement, décomposées par pays et par branches d'activité ;
- des visites régulières de la Direction Générale dans l'ensemble des filiales au cours desquelles lui sont présentées les résultats et le déroulement des opérations commerciales et industrielles, lui permettant d'évaluer la mise en œuvre des directives, faciliter les échanges et la prise de décision.

Dans l'objectif d'améliorer la cohérence et l'homogénéité des reportings financiers, d'en simplifier la production, en automatiser la consolidation et en faciliter l'exploitation, un projet de mise en place d'un système global de reporting uniformisé mensuel, initié en 2008, a été mis en service sur le premier semestre 2010 sur la majeure partie du Groupe. Les années 2011 et 2012 seront consacrées à la couverture des pays en démarrage (Kazakhstan et Inde), et la finalisation du déploiement en France sur les activités Béton-Granulats et Autres produits et services. Le projet est par ailleurs soumis à une démarche d'amélioration continue.

• Analyse et gestion des risques

La gestion des risques est intégrée dans les responsabilités des différents niveaux de management opérationnel. Les différents reportings d'activités décrits plus hauts intègrent, le cas échéant, des éléments sur les risques.

Les risques majeurs sont ensuite analysés et le cas échéant, gérés avec la Direction Générale. Une synthèse des principaux risques auxquels le Groupe est exposé est présentée chaque année au chapitre 4. du Document de Référence publié par la Société et visent notamment :

- les risques industriels dont ceux liés aux équipements industriels et à des défauts de qualité des produits et ceux liés à l'environnement ;
- les risques de marché et notamment : les risques de change, les risques de conversion, les risques de liquidité et les risques de taux d'intérêts.

Une démarche de recensement et d'analyse des risques a été réalisée par l'Audit Interne. Après une phase de recensement par entretien avec les principaux dirigeants opérationnels et fonctionnels du Groupe, elle a permis, au terme d'une phase d'analyse menée avec la Direction Générale, la réalisation d'une cartographie synthétique des risques du Groupe.

La direction de l'Audit Interne est rattachée à la Direction Générale du Groupe et peut intervenir sur l'ensemble des activités et filiales du Groupe. Elle est composée d'un directeur et de deux collaborateurs expérimentés à fin 2010. Elle mène ses travaux, conformément à un plan d'audit annuel visant à couvrir les principaux risques identifiés au sein de l'entreprise, notamment ceux relatifs à l'information comptable et financière.

Les travaux d'audit font l'objet de rapports présentés au management, à la Direction Générale et au Comité d'Audit. Ils sont composés de rapports synthétiques plus particulièrement destinés aux Dirigeants et de rapports détaillés permettant entre autres de sensibiliser les opérationnels concernés aux éventuels dysfonctionnements constatés et recommandations proposées.

La mise en œuvre des plans d'actions fait l'objet d'un suivi formalisé par l'Audit Interne sur un tableau de bord spécifique.

3. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En application de la loi du 3 juillet 2008, transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, la Société a pris la décision de se référer au Code de gouvernement d'entreprise AFEP MEDEF sur « Le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées » du 23 octobre 2003 disponible sur le site www.medef.fr.

4. RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

• Politique de la rémunération des mandataires sociaux

Considérant que les recommandations AFEP MEDEF du 6 octobre 2008 relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées répondent à des principes de bonne gouvernance dans le cadre desquelles la Société s'est toujours inscrite, elle a pris la décision d'adhérer à ces recommandations.

La position de la Société vis-à-vis de ces recommandations est la suivante :

- des dispositions ont été prises pour que les dirigeants mandataires sociaux ne soient pas liés à la Société par un contrat de travail ;
- aucune indemnité de rupture n'est prévue pour les dirigeants mandataires sociaux ;
- les régimes de retraite supplémentaires en vigueur dans la Société et dont bénéficient les mandataires sociaux et certains dirigeants non mandataires font l'objet d'un encadrement strict. Le montant de la retraite additionnelle ne peut notamment pas conduire les bénéficiaires à percevoir, toutes pensions de retraite confondues, un montant excédant 60% du salaire de référence ;
- la Société n'a pas mis en place de politique d'options d'achat ou de souscription d'actions et d'attribution d'actions de performance ;
- conformément aux recommandations en matière de transparence sur tous les éléments de la rémunération, la Société adoptera la présentation standardisée définie par l'AFEP et le MEDEF et rendra publique cette information, notamment dans son document de référence.

• Politique de détermination de la rémunération des dirigeants non mandataires sociaux

Le Président du Conseil d'Administration a, conformément aux recommandations du MEDEF sur le gouvernement d'entreprise, veillé au respect des principes suivants :

A) Exhaustivité

La détermination des rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux a été retenue et appréciée globalement pour chacun d'entre eux.

Elle intègre :

- une rémunération fixe ;
- des jetons de présence ;
- un régime de retraite sur complémentaire ;
- des avantages en nature.

Il est rappelé qu'aucun dirigeant ne bénéficie d'une rémunération variable, ni d'options d'actions, ni d'attribution gratuite d'actions, ni d'indemnités de départ.

B) Marché de référence / métier

Les rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux ont été comparées par rapport aux rémunérations publiées par les sociétés et groupes français du même secteur, ainsi que par rapport à des sociétés

industrielles pouvant faire l'objet d'une comparaison par leur niveau de chiffre d'affaires ou de résultats. Il en ressort que les rémunérations actuelles sont inférieures aux rémunérations moyennes constatées.

C) Cohérence

La cohérence des rémunérations entre les différents dirigeants non mandataires sociaux a pu être vérifiée eu égard aux critères suivants :

- expérience professionnelle et formation ;
- ancienneté ;
- niveau de responsabilité.

D) Simplicité et stabilité des règles

L'absence de rémunération variable et d'attribution d'options d'actions ou d'attribution gratuite d'actions permet une simplicité et une stabilité des règles d'établissement des rémunérations.

E) Mesure

Les rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux, compte tenu de leurs montants et de leur nature essentiellement fixe, sont compatibles avec l'intérêt général de l'entreprise et sont conformes aux pratiques du marché dans le secteur d'activité.

• Politique d'attribution d'options d'actions et d'attribution gratuite d'actions

La Société n'a pas mis en place de politique d'options d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

5. PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La participation des actionnaires à l'Assemblée Générale ne fait pas l'objet de modalités particulières et est régie par la loi et l'article 25 des statuts de la Société ci-après reproduit :

ARTICLE 25 - ASSISTANCE ET REPRÉSENTATION AUX ASSEMBLÉES

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux Assemblées sur justification de la propriété de ses titres, sous la forme soit d'une inscription nominative, soit du dépôt de ses titres au porteur aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation ; le délai au cours duquel cette formalité doit être accomplie expire trois jours avant la date de réunion de l'Assemblée.

La participation aux Assemblées Générales Ordinaires est subordonnée à la justification d'au moins une action.

Afin d'actualiser ces dispositions statutaires avec les dernières évolutions législatives et réglementaires, il sera proposé à la prochaine Assemblée Mixte des actionnaires de modifier l'article 25 des statuts ainsi qu'il suit :

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux Assemblées sur justification de la propriété de ses titres, s'il est justifié, dans les conditions légales et réglementaires, de l'enregistrement de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, au troisième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire inscrit.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

La participation aux Assemblées Générales Ordinaires est subordonnée à la justification d'au moins une action.

6. POUVOIRS DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Conseil d'Administration du 7 mars 2008, conformément à l'article 21 des statuts de la Société, a décidé d'opter pour le mode de séparation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général.

M. Jacques Merceron-Vicat a été renouvelé dans ses fonctions de Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2016, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

M. Guy Sidos a été renouvelé dans ses fonctions de Directeur Général pour la durée du mandat du Président du Conseil, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2016, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Président et à ceux du Directeur Général.

Fait à Paris, le 18 février 2011

Le Président du Conseil d'Administration

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ VICAT SA.

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Vicat SA et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre Société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;

- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

INFORMATIONS JURIDIQUES

PROJETS DE RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 6 MAI 2011

PROJETS DE RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE :

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Approbation des comptes annuels et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2010)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2010, approuve les comptes annuels de l'exercice considéré, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat bénéficiaire de cet exercice à 118.026.898 euros.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve au Conseil d'Administration pour l'exécution de son mandat pendant ledit exercice.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2010, approuve les comptes consolidés de l'exercice considéré, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat consolidé du Groupe de cet exercice à 264.241.000 euros, dont un résultat net part du Groupe de 202.736.000 euros.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Affectation des résultats et fixation du dividende)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté l'existence de bénéfices distribuables, approuve l'affectation et la répartition de ces bénéfices proposées par le Conseil d'Administration :

- bénéfice de l'exercice 2010	118 026 898 €
- report à nouveau antérieur	101 475 116 €
- total	219 502 014 €

Affectation :

- dividende	67 350 000 €
(sur la base de 100% du capital social, soit 44 900 000 actions de 4€ de valeur nominale)	
- dotation aux autres réserves	50 152 014 €
- report à nouveau	102 000 000 €

et fixe, en conséquence, le dividende à distribuer au titre de l'exercice 2010, à une somme brute (hors prélèvements sociaux) de 1,50 euro par action.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 13 mai 2011, au siège social et au guichet des banques, dans le cadre des dispositions relatives à la dématérialisation des valeurs mobilières.

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que les dividendes distribués par action pour les trois exercices précédents, ont été les suivants, à nombre d'actions comparables :

Exercice	Dividende distribué
2007	1,50 €
2008	1,50 €
2009	1,50 €

Il est rappelé que le montant des dividendes mentionnés tient compte de toutes les actions existantes. Lors de la mise en paiement, les dividendes sur actions propres seront affectés au compte « report à nouveau ».

Il est rappelé que les dividendes ne sont assortis d'aucun avoir fiscal mais ouvrent droit à l'abattement aux taux et conditions prévus à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des conventions réglementées)

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial établi par les commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions dont il est fait état dans ce rapport.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet d'acheter, de conserver ou de transférer des actions de la Société et approbation du programme de rachat d'actions)

L'Assemblée Générale Ordinaire, connaissance prise du rapport spécial du Conseil d'Administration et de la description du programme de rachat d'actions qui figure dans le rapport annuel, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à acheter, conserver ou transférer les actions de la Société, sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, et notamment dans le respect des conditions et obligations prévues par les articles L225-209 à L225-212 du Code de commerce, du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive européenne n° 2003/6/CE du 28 janvier 2003, et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers.

La Société pourra acquérir, céder, transférer ou échanger, par tous moyens, tout ou partie des actions ainsi acquises dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en respectant les limites ci-dessous :

- le prix unitaire d'achat ne devra pas être supérieur à 100 euros par action (hors frais d'acquisition) ;
- le total des actions détenues ne dépassera pas 10% du capital social de la société, ce seuil de 10% devant être apprécié à la date effective où les rachats seront effectués. Cette limite sera égale à 5% du capital social concernant l'objectif visé au (c) ci-dessous. Au 1^{er} janvier 2011, la limite de 10% correspond, compte tenu des actions déjà possédées par la Société, à un nombre maximum de 3 483 136 actions de 4 euros de nominal représentant un montant maximum de 348 313 600 euros.

La Société pourra, le cas échéant, bénéficier des dispenses prévues à l'article 241-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Ces opérations devront être effectuées en conformité avec les règles déterminées par les articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers concernant les conditions et périodes d'intervention sur le marché.

En application de la présente résolution, dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur, les actions pourront être acquises, cédées, échangées ou transférées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur tous marchés et de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ces moyens incluant le recours à des contrats financiers dérivés et à des bons, en vue de (sans ordre de priorité) :

- (a) attribuer des actions aux salariés et aux mandataires sociaux et notamment dans le cadre de la participation et de l'intéressement ;
- (b) assurer l'animation du marché du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- (c) de conserver les actions de la Société et de les remettre ultérieurement à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers ;
- (d) annuler des actions dans la limite légale maximale, sous réserve dans ce dernier cas, du vote par l'Assemblée Générale Extraordinaire d'une résolution spécifique.

L'Assemblée Générale décide que le Conseil d'Administration pourra utiliser la présente résolution à tout moment pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale, y compris en période d'offre publique d'achat ou d'échange, dans les limites et sous réserve des périodes d'abstention prévues par la loi et le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

La présente autorisation annule et remplace celle accordée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2010.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation, à l'effet de :

INFORMATIONS JURIDIQUES

PROJETS DE RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 6 MAI 2011

- mettre en œuvre la présente autorisation et poursuivre l'exécution du programme de rachat d'actions, affecter ou réaffecter, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, les actions acquises aux différents objectifs poursuivis ;
- procéder aux ajustements du prix unitaire et du nombre maximum de titres à acquérir en proportion de la variation du nombre d'actions ou de leur valeur nominale résultant d'éventuelles opérations portant sur les capitaux propres de la société ;
- passer tous ordres de bourse sur tous marchés ou procéder à des opérations hors marché ;
- conclure tout accord en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme ;
- effectuer toutes déclarations et autres formalités et de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'Administration devra informer l'Assemblée Générale des opérations réalisées en application de la présente autorisation.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de la Société P&E Management, représentée par Monsieur Paul Vanfrachem pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2014 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2013.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Louis Merceron-Vicat pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Jacques Le Mercier pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2014 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2013.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Montant des jetons de présence)

À compter de l'exercice 2011 et jusqu'à une prochaine décision, l'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant des jetons de présence à allouer aux Administrateurs à la somme globale de 275 000 euros, dont la répartition entre les Administrateurs sera décidée par le conseil d'administration.

DIXIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs)

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente séance, en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

ONZIÈME RÉSOLUTION

(Modification des articles 7, 12, 13, 14, 17, 18 et 25 des statuts)

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, décide de modifier les articles 7, 12, 13, 14, 17, 18 et 25 des statuts ainsi qu'il suit :

ARTICLE 7 - FORME DES ACTIONS

Le treizième alinéa est modifié de la manière suivante :

« L'intermédiaire inscrit comme détenteur d'actions conformément à l'article L.228-1 du Code de commerce est tenu, sans préjudice des obligations de propriétaires des actions, d'effectuer les déclarations prévues au présent article pour l'ensemble des titres pour lesquels il est inscrit en compte. »

ARTICLE 12 - AUGMENTATION - AMORTISSEMENT ET RÉDUCTION DU CAPITAL

Le premier alinéa est modifié de la manière suivante :

« Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions nouvelles ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des actions existantes par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires; celle-ci peut déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation, et de procéder à la modification corrélative des statuts. »

ARTICLE 13 - CRÉATION ET FORME

Le premier alinéa est supprimé et remplacé par le nouvel alinéa suivant :

« Le Conseil d'Administration pourra décider l'émission d'obligations conformément aux dispositions prévues par la loi, avec faculté de déléguer à l'un ou plusieurs de ses membres, au Directeur Général ou en accord avec ce dernier à un ou plusieurs Directeurs Généraux délégués les pouvoirs nécessaires pour réaliser dans le délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités. »

L'intitulé du Titre V (actuellement « Actions à dividende prioritaire - Valeurs mobilières ») est remplacé par le nouvel intitulé suivant : « Actions de préférence ».

L'intitulé de l'article 14 (actuellement « Création - Achat ») est remplacé par le nouvel intitulé suivant : « Émission ».

ARTICLE 14 - ÉMISSION

L'intégralité de l'article est supprimée et remplacée par le paragraphe suivant :

« L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires est seule compétente pour décider l'émission, le rachat et la conversion des actions de préférence au vu d'un rapport spécial des commissaires aux comptes. Elle peut déléguer ce pouvoir dans les conditions fixées par les articles L. 225-129 à L. 225-129-6. »

ARTICLE 17 - PRÉSIDENT ET SECRÉTARIAT DU CONSEIL

Le premier alinéa est modifié de la manière suivante :

« Le Conseil élit parmi ses membres un Président et, s'il le juge utile, un Vice-Président. Il fixe la durée de leur fonction, laquelle ne peut excéder celle de leur mandat d'Administrateur, ni le temps à courir depuis leur nomination de Président ou de Vice-Président jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel ils atteindront l'âge de 85 ans. »

ARTICLE 18 - RÉUNION - CONVOCATION - DÉLIBÉRATION - REGISTRE DE PRÉSENCE

Il est ajouté le sixième et dernier alinéa suivant :

« Le Conseil d'Administration peut prévoir que sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence ou tous autres moyens de télécommunication appropriés dans les conditions prévues par la loi et les règlements. »

ARTICLE 25 - ASSISTANCE ET REPRÉSENTATION AUX ASSEMBLÉES

Le premier alinéa est modifié de la manière suivante :

INFORMATIONS JURIDIQUES

PROJETS DE RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 6 MAI 2011

« Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux Assemblées sur justification de la propriété de ses titres s'il est justifié, dans les conditions légales et réglementaires, de l'enregistrement de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, au troisième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire inscrit. »

Le deuxième alinéa suivant est ajouté :

« L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier dans les conditions légales et réglementaires en vigueur. »

DOUZIÈME RÉSOLUTION

(Proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés)

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration :

- prend acte que suivant les dispositions de l'article L225-129-6 du Code de commerce, tous les trois ans, une Assemblée Générale Extraordinaire doit être convoquée pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article 443-5 du code du travail,
- mais considère que ces dispositions très générales sont dépourvues d'utilité en ce qui concerne la société en raison du régime de participation des salariés institué depuis très longtemps dans celle-ci et de la possibilité pour ces salariés d'adhérer au plan d'épargne du Groupe.

Toutefois, pour se conformer aux dispositions légales, elle autorise le conseil d'administration à augmenter le capital social en numéraire aux conditions prévues à l'article 443-5 du code du travail, en une ou plusieurs fois, et sur ses seules décisions, s'il le juge utile.

Le nombre total d'actions qui pourront être souscrites ne pourra pas dépasser 0,5% du capital social.

L'Assemblée Générale décide de renoncer expressément au droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre au bénéfice des salariés adhérents au Plan d'épargne du Groupe.

Cette autorisation est valable 36 mois à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet d'arrêter l'ensemble des modalités de la ou des opérations à intervenir, et notamment de déterminer le prix d'émission des actions nouvelles; elle lui confère tous pouvoirs à l'effet de constater l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et, généralement faire le nécessaire.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs)

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente séance, en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription d'un montant maximum de 0,5% du capital, réservée aux salariés, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L.225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 36 mois à compter du 6 mai 2011, le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre.

Il appartient à votre Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de l'augmentation de capital par votre Conseil d'Administration.

Paris La Défense, le 28 février 2011
KPMG Audit - Département de KPMG S.A.
Bertrand Desbarrières - Associé

Chamalières, le 28 février 2011
Wolff & Associés S.A.S.
Grégory Wolff - Associé



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros

Siège social: Tour Manhattan - 6 place de l'Iris - 92095 Paris - La Défense Cedex
RCS Nanterre 057 505 539

Des exemplaires du Rapport Annuel sont disponibles sans frais auprès de Vicat,
Tour Manhattan - 6 place de l'Iris - 92095 Paris - La Défense Cedex, ainsi que sur
le site internet de Vicat (www.vicat.fr).